UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Les mobilisations politiques en commune Busoni lors des éléctions de 1993, 2005 et 2010

Bigirimana, Richard; Sous la direction de : Dr. Siméon Barumwete

2016
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1580

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

LES MOBILISATIONS POLITIQUES EN COMMUNE BUSONI LORS DES ELECTIONS DE 1993, 2005 ET 2010

Par

Richard BIGIRIMANA

Sous la direction de :

Dr. Siméon BARUMWETE

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de **Licencié en Histoire**

Option : Science Politique

Bujumbura, mai 2016

DEDICACE

A nos parents,

A notre épouse Aline NIYONIZIGIYE,

A notre fille Nancy-Lorraine IJIMBERE,

A nos frères et sœurs.

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, c'est pour nous un agréable devoir de témoigner nos sentiments de vive reconnaissance aux personnes qui ont contribué à sa réalisation.

Nos vifs remerciements s adressent au Professeur Siméon BARUMWETE, directeur de ce mémoire, pour avoir accepté de guider notre travail de recherche. Ses suggestions, ses encouragements et ses critiques pertinents nous ont été utiles.

Nos remerciements s'adressent également aux professeurs de l'Université du Burundi, en particulier ceux du Département d'Histoire, pour la qualité des enseignements dispensés.

Nous remercions profondément nos chers parents qui se sont donnés corps et âme pour notre éducation.

Que notre épouse trouve ici l'expression de mes sincères remerciements pour son soutien indéfectible au cours de la rédaction de ce mémoire.

Enfin, que toute personne qui a contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail trouve ici l'expression de nos sincères sentiments de gratitude.

Richard BIGIRIMANA

I ..:T ABREVIATIONS

I	: Association des Jeunes pour la Paix et la Lutte contre le SID
.	: Association pour la Lutte contre les Violences Domestiques
:	: Association pour la Promotion des Droits de l'Homme
? (	: Association pour la Protection des Droits Humains et des personnes détenues
	: Article
I	: Association Sans But Lucratif
	: Commission Electorale Nationale Indépendante
	: Commission Electorale Provinciale Indépendante
	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie
) :DD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Force de la Défense de la Démocratie
	: Edition
	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
	: Forces Nationales de Libération
	: Forum pour la Renforcement de la Société Civile
:EBU	: Front pour la Démocratie au Burundi
	: Human Rights Watch
	: Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence
	: Mouvement pour la Réhabilitation du Citoyen
	: Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie
	: Opera citato
PARENA	: Parti pour le Redressement National
PFNSP	: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques
PRP	: Parti pour la Réconciliation du Peuple
PUF	: Presses Universitaires de France
RPB	: Rassemblement du Peuple Burundais
s.d	: Sans date
s.l	: Sans lieu
SPPDF	: Synergie des Partenaires pour la Promotion des Droits de la Femme
t	: Tome
UB	: Université du Burundi
UPD	: Union pour la Paix et la Démocratie
UPRONA	: Union pour le Progrès National
v	: Volume

RESUME

Notre travail s'intitule « *Les mobilisations politiques en commune Busoni lors des élections de1993, 2005 et 2010* ». Il comporte trois chapitres.

L'objectif du travail est de savoir comment les acteurs politiques qui briguent les suffrages s'y prennent pour convaincre l'électorat. Les suspicions sont que le choix des électeurs dépend des ressources mobilisées par les partis politiques ou que la conquête de l'électorat à Busoni est fonction de l'identité ethnique des candidats.

Pour vérifier ces hypothèses, nous avons recours à l'approche interactionniste et stratégique dans la mesure où les acteurs politiques constituent des groupes en concurrence. Nous nous servons également de la théorie de mobilisation des ressources surtout que les promesses des partis politiques en compétition et l'extraction des ressources mobilisent l'électorat.

Le premier chapitre élucide les concepts-clé et les développe. Egalement ledit chapitre fouille les théories relatives à la mobilisation politique. Il définit les stratégies applicables au mode de recrutement des membres. C'est d'ailleurs dans ce contexte que les notions d'élection et de participation politique ont été détaillées.

Le deuxième chapitre est relatif aux mutations socio-politiques qui ont imprimé la volonté du pluralisme politique. Les citoyens de Busoni ont été sensibilisés pour adhérer à cette ère multipartite. Cette adhésion a été également orchestrée par les violences politiques du passé.

Le troisième chapitre est principal. Il renseigne sur les stratégies de mobilisation lors des scrutins de 1993, 2005 et de 2010.Les stratégies de tous les partis qui participent à l'action politique sont déterminées par la position des acteurs dans un contexte donné. Plusieurs stratégies allant de la mobilisation des ressources à la rationalisation voire l'idéalisation de son candidat retiennent l'attention des compétiteurs. Les enjeux électoraux font que les partis politiques recourent à des stratégies et tactiques. Les promesses et les transactions multiples sont les moyens utilisés pour donner gage à leurs militants.

Les partis politiques sont les acteurs clés dans la mobilisation politique des citoyens surtout lors des échéances électorales. Les enquêtes effectuées en commune Busoni nous ont confirmé que la mobilisation des identités est loin de perdre du terrain à voir les candidats élus dans les différents scrutins. De même, les ressources des partis politiques ont été déterminantes dans la conquête des suffrages.

TABLE DE MATIERES

DEDICACE i
REMERCIEMENTS ii
SIGLES ET ABREVIATIONS iii
RESUME vi
TABLE DE MATIERES v
INTRODUCTION GENERALE 1
1. Choix et intérêt du sujet 1
2. Problématique et délimitation du sujet 2
3. Hypothèses de travail 2
4. Méthodologie de travail 2
5. Sources utilisées 3
6. Articulations 3
CHAPITRE I: CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE 5
Section 1 : Les concepts 5
I.1.1. De la notion d'élection en général 5
I.1.1.1. Notion d'élection 5
I.1.1.2. Modes de scrutins 5
I.1.1.2.1. Scrutin uninominal 6
I.1.1.2.2. Scrutin plurinominal ou de liste 6
I.1.1.2.3. Scrutin majoritaire et représentation proportionnelle 6
I.1.1.3. Le secret du vote 7
I.1.1.4. Sélection des candidats à l'élection 8
I.1.1.4.1. Sélection nationale et sélection locale 8
I.1.1.4.2. Sélection ouverte et sélection fermée 9
I.1.2. Définition d'autres concepts 10
I .1.2.1.Notion de stratégie et tactique 10
I.1.2.2. Notion de populisme et démagogie 11
Section 2 : Les théories 13
I.2.1. Notion de mobilisations politiques 13
I.2.2. Participation politique 14
I.2.2.1. Le vote 16
I.2.2.1.1. Ecole de Columbia 17

I.2.2.1.2. Ecole de Michigan 19
I.2.2.2. L'abstention 20
CHAPITRE II: SITUATION SOCIALE, ADMINISTRATIVE ET POLITIQUE DE LA COMMUNE BUSONI 22
II.1. Histoire administrative de la commune Busoni: De la chefferie à la commune 22
II.1.1. La chefferie Bwambarangwe-Busoni 23
II.1.2. Les délimitations de la chefferie Bwambarangwe-Busoni 24
II.1.3. La naissance de la commune Busoni 26
II.2. La commune Busoni face aux violences politiques 26
II.2.1. Les violences politiques antérieures à 1993 26
II.2.2. Les violences postérieures à 1993 30
II.3. La commune Busoni face aux mutations politiques 31
II.3.1. Du monopartisme au pluralisme politique au Burundi 31
II.3.2. Emergence du pluralisme politique à Busoni 33
II.3.3. Evolution de la société civile à Busoni de 1993 à 2010 37
Conclusion partielle 42
CHAPITRE III: STRATEGIES DE MOBILISATIONS POLITIQUES LORS DES ELECTIONS DE 1993,2005 ET 2010 43
III.1. Les usages politiques de l'histoire 44
III.2. Dénigrement/ diabolisation de l'adversaire politique 47
III.3. Idéalisation de son candidat 54
III.4. Démagogie et populisme 58
III.5. Stratégie d'entrisme la double casquette 61
III.6. Promesses de positions ou des gratifications politiques 63
III.6.1. Mobilisation par les programmes des partis politiques 63
III.6.2. Confection des listes des candidats 77
III.7. Contextes socio-politiques et enjeux électoraux 81
Conclusion du chapitre trois 83
CONCLUSION GENERALE 85
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 88
ANNEXE 92

INTRODUCTION GENERALE

1. Choix et intérêt du sujet

Notre ambition de mener une étude sur les mobilisations politiques à Busoni s'inscrit dans le cadre d'analyse des stratégies des partis politiques dans la mobilisation des électeurs. L'appréhension des choix décisifs qu'exige ce processus démocratique nous conduit à aborder les tactiques des formations politiques qui participent au marché électoral.

Nous tenons à étayer le contenu des messages de campagne de persuasion en la période de marketing politique où un politicien est plus qu'un annonceur. Il est lui-même le produit qu'il faut vendre. En effet comme le souligne le professeur NIMUBONA : «*Les différents rivaux déploient leurs capacités symboliques qui consistent en la mise en œuvre de «liturgies », de discours de légitimation, de célébration de «héros» et de valeurs facilitant la mobilisation des électeurs*[1]». Divers moyens sont employés dans la campagne de mobilisation de l'électorat. On peut se demander comment les partis politiques mobilisent leurs soutiens. Par quelles stratégies un nouveau parti parvient à détrôner un autre qui tient les rênes du pouvoir comme cela a été le cas en 1993 et en 2005.

C'est dans cette optique que nous proposons une étude qui, autant que faire se peut, soit une analyse des stratégies employées par les partis politiques dans leur compétition au niveau local. Notre sujet s'intitule ***«Les mobilisations politiques en commune Busoni lors des élections de 1993,2005 et 2010 ».***

Le choix de ce sujet a été motivé par la curiosité scientifique. Nous voudrions bien mener une étude sur ce phénomène qui ne cesse de préoccuper les acteurs politiques dans la recherche des partisans. Plus difficile est surtout l'étude de la mobilisation dans le cadre de mutations socio-politiques du pays en général et de la commune en particulier. A Busoni, peu d'études sont faites à ce sujet. Nous n'avons pas trouvé un document qui ait pu entrer en profondeur de ce phénomène de mobilisation des électeurs. A part quelques articles et le rapport de Human Rights Watch de mai 2010, nous n'avons pas trouvé d'autres traces sur la mobilisation de l'électorat à Busoni.

Dès lors, sans prétendre faire une photographie des institutions et des faits politiques à la base, nous évitons de constituer notre dissertation en l'alpha et l'oméga des stratégies de mobilisations politiques La démocratie exige que le citoyen soit libre de choisir son cadre politique. A titre comparatif, notre travail renseigne sur les stratégies de campagne des partis politiques en compétition dans la circonscription de Busoni aux échéances électorales de 1993, 2005 et de 2010.

---

[1] NIMUBONA, (J.), *Election présidentielle du 1er juin 1993 au Burundi. Problématique de légitimation en situation de dynamique socio-politique*, mémoire DEA, Bordeaux, Université de Bordeaux I, 1994, p.5

Notre sujet contribue a l'appréhension des aspects de campagne de mobilisation faite par les acteurs politiques. Comme l'analyse GOUREVITCH:«*C'est qu'il faut créer tout à la fois une mobilisation des consciences, des esprits et des ressources*[2]».

En outre, notre travail va servir à la prise de conscience de l'électorat qui fera siennes les différentes manipulations dont il fait objet à travers les échéances électorales. Enfin, il va sommer les acteurs à reconnaître les valeurs que l'électorat incarne et prier les premiers à honorer leurs engagements.

Dans le meilleur des cas, la réussite de stratégies de campagne de mobilisation des partis politiques rime avec la participation politique et la conquête de l'électorat.

2. Problématique et délimitation du sujet

En vue de rassembler les partisans, les acteurs politiques passent à la mobilisation des citoyens. L'appel à l'enrôlement des électeurs, à l'ouverture des permanences et autres activités politiques s'inscrivent sur l'agenda des partis politiques. Si la démocratie est entendue comme *phénomène à pluralité des candidatures*[3], nous posons la problématique que les stratégies de mobilisation politique à Busoni dépendent des éléments de différenciation des partis politiques entre autres l'implantation du parti, les ressources et les acteurs politiques engagés dans la compétition.

Nous pouvons nous poser la question de savoir si les stratégies que les partis politiques mettent en œuvre pour gagner l'électorat et gouverner ont une part d'influence dans les résultats des compétitions politiques. Comment les hommes politiques qui briguent les suffrages s'y prennent pour essayer de convaincre l'électorat?

Cette étude revêt un caractère d'exploitation des trois consultations populaires à Busoni. L'année 1993 correspond à l'expérience du jeu démocratique. L'intermède 2005 sert de consultations populaires après plus d'une décennie de guerre civile. L'année 2010 correspond aux consultations où les mobilisations ont brandi de nouveaux enjeux.

3. Hypothèses de travail

Les mobilisations politiques servent de prélude à l'opération électorale. Avec les compétitions politiques, les formations politiques s'emploient à attirer le maximum de membres pour fonder leur légitimité sur le poids de la masse. Nous formulons ainsi les hypothèses suivantes:
1°Le choix des électeurs dépendrait des ressources mobilisées par les partis politiques.
2°La conquête de l'électorat à Busoni serait fonction de l'identité ethnique des candidats.

4. Méthodologie de travail

Nous comptons aborder notre sujet par deux approches essentielles à savoir l'approche interactionniste et stratégique et la théorie de mobilisation des ressources.

---

[2] GOUREVITCH, (J-P), *La propagande dans tous ses états*, Paris, Flammarion, 1981, p. 39
[3] COPANS, (J), *La longue marche de la modernité africaine*, Paris, Karthala, 1990, p.26

Nous allons recourir à l'approche interactionniste et stratégique dans la mesure où les acteurs politiques constituent des groupes en concurrence. Chacun des concurrents a ses propres ressources et ses stratégies pour gagner le plus grand nombre d'électeurs.

En ce qui concerne la mobilisation des ressources, SCHWARTZENBERG écrit que cette mobilisation suppose :

-la conversion des aspirations confuses des masses en programmes et en politique ;

-la diffusion du projet collectif ;

-l'extraction des « ressources » (humaines, économiques, etc.) nécessaires ;

- la coordination des comportements et des activités, [...][4] .

Il ne suffit pas d'avoir des ressources, il faut savoir quand et comment les mobiliser en vue d'atteindre les objectifs que l'on s'est fixé. C'est ici que l'intérêt de maîtriser les stratégies en sachant bien les associer aux tactiques selon les circonstances trouve appui.

5. Sources utilisées

De prime abord, nous avons établi des fiches de lecture des ouvrages généraux et les mémoires étant conscient que la mobilisation politique qui évoque la notion de valeurs et de croyances est relative et subjective. En effet, elle varie d'une société à l'autre en relation au poids de l'histoire, au degré de mentalités et à la personnalité des acteurs politiques.

En plus, dans cette situation de mutations politiques, la campagne de mobilisation politique par les formations politiques peut être tributaire de l'officiel quand elle relate du visible et de l'officieux lorsqu'on passe à la mobilisation souterraine[5].

Une autre source est destinée à l'étude documentaire de la presse burundaise et étrangère et les discours de candidats rapportés par les militants enquêtés à propos.

Enfin, nous avons analysé le contenu de quelques chansons politiques produites par les militants des partis politiques au cours de la campagne électorale. Nous ne pouvons pas oublier l'enquête menée auprès des acteurs politiques et les simples militants des partis politiques.

6. Articulations

Le présent travail comporte trois chapitres. Le premier chapitre concerne le cadre théorique et conceptuel sur les mobilisations politiques.

Le second chapitre porte sur la situation sociale, administrative et politique de la commune Busoni. Il nous donne les détails sur l'évolution de la commune et les liens entre l'histoire et les mobilisations politiques à travers les différents relais de la société.

---

[4] SCHWARTZENBERG, (R.- G.), *Sociologie politique*, Paris, Monchrestien, 1988, p. 188-189

[5] NIMUBONA, (J.), *op cit.*, p 12

Le dernier chapitre est intitulé stratégies de mobilisations politiques lors des élections de 1993, 2005 et 2010. Il compare les stratégies de mobilisations politiques et leur influence dans la conquête des électeurs de Busoni aux échéances précitées.

CHAPITRE I: CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE

Section 1 : Les concepts

I.1.1. De la notion d'élection en général

I.1.1.1. Notion d'élection

L'élection est une technique de choix des représentants par les citoyens. Les textes législatifs déterminent les procédures pour accomplir ce devoir. L'élection est un procédé comme le sont d'autres mécanismes institutionnels. Autrefois, la cooptation et l'hérédité étaient des procédés qui mettaient en place les institutions. Avec la modernité, le pouvoir est basé sur la volonté des électeurs. C'est ici que l'élection brandit l'idéal de la compétition politique.
Le poids d'une formation politique dépend des voix récoltées lors d'un scrutin. Le système électoral n'est pas isolé, il en va des orientations du vote. ARDENT souligne que *«le choix d'un système électoral n'est pas neutre, il s'agit d'un choix politique*[6]*»*.
L'élection est une institution ayant pour but la désignation ou la révocation des représentants suivant les principes démocratiques où le peuple se prononce par le vote sur ses représentants. Le vote démocratique est l'opposition à l'hérédité, à la cooptation et à la conquête violente qui sont considérés comme des moyens « *antidémocratiques*[7]».
La définition dicte le concours d'une institution qui, dans ses origines, est une réaction contre les vieux systèmes. A l'exception de régime totalitaire, le citoyen se protège contre la dictature ou toute autre forme de pouvoir issu de la force en choisissant ses représentants.
Si la dévolution du pouvoir héréditaire et celui violent a été une forme de conquête de l'autorité, leurs définitions n'en sortent pas indemnes. L'hérédité en politique est une forme qui perpétue le pouvoir par legs. La violence en politique est un usage de force pour conquérir le pouvoir, ainsi pour paraphraser NDICUNGUYE qui cite DUVERGER.
L'élection devient cet acte par lequel les citoyens se prononcent sur la façon dont le pays doit être géré. Leur devoir de vote donne raison à la durabilité d'une institution.

L'électeur choisit et approuve le candidat selon l'initiative, ses idées, ses préférences et le programme de sa famille politique. Mais aussi il peut subir des influences qui atteignent son comportement électoral.

I.1.1.2. Modes de scrutins

Au cœur des préférences électorales, le scrutin désigne l'opération par laquelle sont désignés les représentants. Dans cette perspective, les modes de scrutin sont des « règles techniques destinées à départager les compétiteurs au jeu électoral[8] ».

Les modes de scrutin sont d'une impérieuse nécessité pour désigner les élus. Ils permettent de calculer les suffrages favorables aux divers candidats. Les différents modes de scrutin sont :

---

[6] ARDENT, (P.), *Institution politiques et droit constitutionnelle*, 5ème édition, Paris, LGDJ, 1993, p.5
[7] DUVERGER, (M.) cité par NDICUNGUYE, (D), *Etude comparative des élections de 1965 et celles de 1982*, mémoire, Bujumbura, UB, 1984, p.17
[8] HABONIMANA, (R), *Analyse comparative des élections communales de 2005 en communes de Rusaka et Nyabihanga*, mémoire, Bujumbura, U.B, 2010, p.17

scrutin uninominal et celui plurinominal ou de liste, le scrutin majoritaire et la représentation proportionnelle.

I.1.1.2.1. Scrutin uninominal

Pour ce genre de scrutin le bulletin de vote porte un seul nom. Chaque circonscription électorale doit être réduite au sens strict pour n'être représentée que par un seul nom. « *Le scrutin uninominal s'applique lorsqu'un seul siège est mis en compétition dans chaque circonscription*[9] ».

Ce scrutin concerne généralement l'élection présidentielle. Pour le cas du Burundi, depuis 2005, l'élection du président a lieu au scrutin uninominal à deux tours (article 91 du code électoral du 03 juin 2014)[10]

I.1.1.2.2. Scrutin plurinominal ou de liste

Contrairement au scrutin uninominal, celui-ci admet plusieurs candidatures. Le citoyen vote pour une série de candidats mentionnés sur le bulletin de vote ou sur la liste. Il revient à dire que le parti politique dresse la liste des candidats préférés par ordre de mérite. Il faut mettre en relief la liste des candidats indépendants s'il y en a. Ces listes sont présentées aux électeurs dans leur état initial. C'est le cas des élections de 1993, 2005 et de 2010 au Burundi.

Le scrutin de liste est nécessairement plurinominal. Néanmoins, les candidats peuvent échapper à la constitution de liste de plus d'une personne. En ce sens, ils peuvent se présenter isolément.

La liberté de choix de l'électeur est mise en danger parce qu'il doit voter pour une série de candidats. Le droit d'intervertir cet ordre s'avère impossible. QUERMONNE signale que « *Le scrutin plurinominal (ou de liste) est un scrutin qui permet aux électeurs de panacher*[11] » c'est-à-dire qu'ils ne sont pas permis d'en modifier le contenu comme ils l'entendent et il est également banni aussi à l'électeur la faculté de composer sa propre liste en prenant ses propres candidats que ceux proposés. La liste recevant plus de suffrages exprimés dans une circonscription électorale donnée valorise le verdict des urnes en l'emportant sur les autres. Dès lors que le camp est gagné, on passe à l'élimination des listes n'atteignant pas le seuil exigé par le code électoral. Ce seuil peut être de 5% des sièges à pourvoir. Exemple du Burundi, l'article 136 du code électoral de 2014 donne le seuil de 2% des suffrages au niveau national[12].

I.1.1.2.3. Scrutin majoritaire et représentation proportionnelle

Le mode de scrutin majoritaire renseigne sur l'élu qui doit obtenir le plus grand nombre de voix que ce soit la majorité relative ou la majorité absolue. Les modalités de ce scrutin sont le scrutin majoritaire à un tour et le scrutin majoritaire à deux tours.

---

[9] QUERMONNE, (J-L), *Les régimes politiques occidentaux*, 5ème édition, Paris, Edition du Seuil, 2005, p. 174
[10] Loi n°1/20 du 03 juin 2014 portant *Code électoral du Burundi*, p.44
[11] QUERMONNE, (J-L), *op. cit.*, p. 175
[12] Loi n°1/20 du 03 juin 2014 portant *Code électoral du Burundi*, p. 66 et 90

Le scrutin majoritaire à un tour montre que les sièges à pourvoir sont attribués aux candidats ayant gagné le plus de voix. Ici le système électoral est *uninominal à majorité simple*[13].

L'élection rejoint la pluralité des voix. Alors que le système électoral à un tour est de type anglo-saxon, le système à deux tours rentre dans les organisations électorales de type français.

Le candidat est élu au premier tour après avoir obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés. Le candidat ou le parti qui obtient le plus grand nombre de suffrages suffisants pour remporter la majorité absolue des sièges qui se situent au dessus du seuil de 50%[14] est proclamé vainqueur. C'est la moitié plus un. A l'inverse du système électoral majoritaire, la représentation proportionnelle se résume en une formule « à chacun son dû », le pourcentage des sièges est identique au pourcentage de voix[15].

I.1.1.3. Le secret du vote

Le secret de vote est un principe qui consacre une conception individualiste de l'acte électoral. Avec ce principe chaque votant est libéré de façon formelle dans le secret de l'isoloir de toutes allégeances sociales.
Pour garantir l'indépendance de l'électeur contre les manipulations, l'intimidation, la corruption, les procédures techniques doivent être sauvegardées afin d'acquérir la sincérité du suffrage. Le secret du vote freine les manipulations éventuelles qui sont susceptibles de fausser les résultats des élections.
Historiquement, les garanties formelles du droit de vote ont été assurés dans les démocraties occidentales à la fin du 19eme siècle et au début du 20eme siècle. Le principe du vote secret est admis en France dès 1791 mais sa pratique a été effective avec les lois du 29 juillet 1913 et du 31 mars 1914[16].
Le vote secret renforce la liberté de l'électeur.
« [...] en Allemagne où le vote secret fut institué en 1919, la loi fait obligation à l'électeur de glisser dans l'enveloppe avec son bulletin une déclaration faite sous son serment certifiant que son vote est libre. Afin d'éviter les abus et les pressions, les bulletins ont été standardisés et ne doivent comporter que les mentions autorisées[17] *».*

Malgré toutes ces réglementations, le bulletin de vote peut donner lieu à des manipulations électorales avec la campagne de désinformation à base d'urne bourrée, de procès verbaux truqués ou lorsque le pouvoir utilise des bulletins de couleur noir et blanc en cas de référendum. L'article 39 du code électoral de 2014 stipule que le vote se fait dans des urnes dont le modèle et l'emplacement sont déterminés par la CENI. Les isoloirs doivent assurer le secret du vote.

---

[13] GRAWITZ, (M) et LECA (J), *Traité de science politique, v2, Les régimes politiques contemporains*, Paris, PUF, 1985, p.328
[14] *Idem.*, p. 329
[15] *Ibidem.*, p. 329
[16] MENY, (Y), *Politique comparée, les démocraties : Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie*, 5ème édition, Paris, Monchrestien, 1996, p.147
[17] *Idem.*, p. 147

I.1.1.4. Sélection des candidats à l'élection

En vertu du principe de " one man one vote" (un homme une voix) développée dans les démocraties actuelles, la sélection des candidats à l'élection y trouve appui.

Mais comment devient-on candidat ? D'une part, la volonté du citoyen répond à cette question. D'autre part, il ne suffit pas de le vouloir, d'autres paramètres peuvent se présenter. Un certain nombre de barrières sont à franchir dont les rites de passage. Ainsi pour démythifier l'argument de l'homme politique pressé par l'opinion, appelé par son devoir de citoyen ou sollicité par ses amis, des formes de sélection sont à mettre en valeur : sélection nationale et sélection locale, sélection ouverte et sélection fermée.

I.1.1.4.1. Sélection nationale et sélection locale

S'il est au comité central du parti de décider les candidats sur l'échiquier national, il revient au niveau local de décider de la sélection des candidats de sa taille. Mais faut-il savoir que « *rares sont les pays où la sélection s'effectue de manière purement locale ou purement nationale*[18] ».

Mais la primauté du national sur le local n'est pas à écarter. La France semble avoir servi de l'influence de taille locale. Font exception les Etats –Unis qui sont le prototype d'une sélection locale comme le souligne V.O.KEY en ces mots : « *d'une certaine façon, il n'existe pas d'organisation politique nationale. Disons plutôt que chaque parti est constitué par une coalition d'organisation etatique et locale*[19]».

Toujours est-il que la représentation proportionnelle et le scrutin de liste permettent d'imposer la discipline partisane nationale. Plusieurs facteurs expliquent la sélection des candidats, deux éléments motivent le choix. D'un côté, les procédures de choix des candidats et les processus politiques et sociaux.

De l'autre côté, les candidats proposés aux électeurs sont désignés par les formations politiques lesquelles participent à la fonction de« *recrutement politique*[20]».

Aux procédures de choix il faut mettre en lumière la désignation des congressistes nationaux ou locaux dans les partis de masse. D'où le caractère peu restrictif de sélection des candidats. Les États-Unis, eux, procèdent par *le système de caucus*[21] ou primaire où les candidats sont désignés par les électeurs

La sélection est ouverte lorsque quiconque souhaitant se présenter peut le faire. La sélection fermée quant à elle reste réservée aux seuls citoyens enregistrés comme électeurs du parti.

En Europe, en Afrique en général et au Burundi en particulier, la règle de sélection des candidats est l'appartenance au parti.

---

[18] *Ibidem.*, p.166
[19] V.O..KEY, *Politics, Parties and Pressure Groups* cité par MENY (Y.) in *Politiques comparée, les démocraties : Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie,* 5ème éd .. Paris, Monchrestien, p. 166
[20] *SCHWARTZENBERG, (R.-G.), Sociologie politique, Paris, éd. Monchrestien, 1991, p.401*
[21] *Ibidem.*, p. 401

Même si l'essentiel se joue au sein des partis, l'ordre politique et social vient relayer la donne. La compétition est donc réservée à une partie des citoyens électeurs-militants du parti.

Comme l'indique MENY « *le processus de sélection est également plus ou moins compétitif selon les modalités de l'élection et le rapport de force électoral*[22]».

Ici la lutte pour la candidature revêt deux aspects : figurer sur la liste et être à une position d'éligibilité. GAXIE souligne que: « *plus une position de pouvoir politique est prestigieuse, plus s'élève l'enjeu impliqué par sa conquête, donc les qualités sociales des prétendants à l'occupation et, a fortiori : celle des vainqueurs du trophée*[23]».

Ainsi, pour gagner la sympathie et être présentable par l'appareil et l'opinion, il faut avoir surmonté les obstacles et partir en campagne pour tenter de remporter la victoire.

I.1.1.4.2. Sélection ouverte et sélection fermée

Plusieurs facteurs expliquent la sélection des candidats, deux éléments motivent le choix. D'un côté, les procédures de choix des candidats et les processus politiques et sociaux.

De l'autre côté, les candidats proposés aux électeurs sont désignés par les formations politiques lesquelles participent à la fonction de« *recrutement politique*[24]».

Aux procédures de choix. il faut mettre en lumière la désignation des congressistes nationaux ou locaux dans les partis de masse. D'où le caractère peu restrictif de sélection des candidats. Les États-Unis, eux, procèdent par *le système de caucus*[25] ou primaire où les candidats sont désignés par les électeurs

La sélection est ouverte lorsque quiconque souhaitant se présenter peut le faire. La sélection fermée quant à elle reste réservée aux seuls citoyens enregistrés comme électeurs du parti.

En Europe, en Afrique en général et au Burundi en particulier, la règle de sélection des candidats est l'appartenance au parti.

Même si l'essentiel se joue au sein des partis, l'ordre politique et social vient relayer la donne. La compétition est donc réservée à une partie des citoyens électeurs-militants du parti.

Comme l'indique MENY « *le processus de sélection est également plus ou moins compétitif selon les modalités de l'élection et le rapport de force électoral*[26]».

Ici la lutte pour la candidature revêt deux aspects : figurer sur la liste et être à une position d'éligibilité. GAXIE souligne que: « *plus une position de pouvoir politique est prestigieuse,*

---

[22] MENY, (Y), *op. cit.*, p. 171
[23] GAXIE, (D), cité par MENY (Y), *op. cit.*, p. 173
[24] SCHWARTZENBERG, (R. G), *Sociologie politique, Paris, éd. Monchrestien, 1991, p.401*
[25] *Ibidem., p. 401*
[26] MENY, (Y), *op. cit., p. 171*

plus s'élève l'enjeu impliqué par sa conquête, donc les qualités sociales des prétendants à l'occupation et, a fortiori ; celle des vainqueurs du trophée[27] ».

Ainsi, pour gagner la sympathie et être présentable par l'appareil et l'opinion, il faut avoir surmonté les obstacles et partir en campagne pour tenter de remporter la victoire.

I.1.2. Définition d'autres concepts

I .1.2.1.Notion de stratégie et tactique

La stratégie vient du grec stratêgia. Longtemps utilisée dans le domaine militaire, elle a pénétré d'autres domaines pour s'appliquer aux actions diverses. Selon Le Nouveau Petit Robert, la stratégie est l «*ensemble d'actions coordonnées, de manœuvres en vue d'une victoire*[28] ». Manœuvre étant l' « *ensemble de moyens mis en œuvre pour atteindre un but, généralement par ruse et artifice*[29] ».

Des lors que la stratégie entre dans le domaine politique, les acteurs politiques la récupèrent pour enfin l'utiliser comme calcul dans la mobilisation de leurs ressources. Le vocable calcul étant utilisé en politique comme moyen que l'on combine pour arriver à une fin.

Quant à la tactique, elle est l' « *ensemble de moyens coordonnés que l'on emploie pour arriver à un résultat*[30] ». La tactique est ainsi une conduite que l'on adopte pour atteindre un objectif. De même que s affirme la virtuosité tactique qui vise l'optimisation des moyens, s'impose la nécessité de la stratégie.

Les formations politiques recourent aux stratégies comme une action relativement logique. Ce qui implique la prise en considération de variables dont certaines ne sont pas quantifiables. En effet, la stratégie consiste à faire concourir des moyens et des actions pour la réalisation d'un objectif global. En outre, la stratégie est affrontée à une difficulté, les progrès techniques qui rendent caduques les leçons de l'expérience.

Tandis que la tactique se meut dans un registre déterminé, la pensée stratégique combine des actions diverses pour arriver à un objectif global. C'est ce que, par exemple, les candidats à l'élection emploient lorsqu'ils invitent leurs concitoyens à s'identifier à eux. De plus, la stratégie peut investir une logique de contestation de la légitimité de l'adversaire politique voire la politisation des mécontentements. Ou également, la stratégie peut passer par l'idéalisation de son candidat ainsi pour délégitimer le concurrent. De là, on gravite les échelons de la désignation des objectifs et des finalités. La description de l'organisation politique qui permettra la réalisation de ces objectifs est effectuée. Or des fois l'électorat ne change pas la conception qu'il a des candidats, ainsi pour paraphraser NIMUBONA[31].

Il serait hasardeux de croire que la pensée stratégique est supérieure à l'habileté tactique car sans elle la stratégie n'est rien.

---

[27] GAXIE, (D), cité par MENY (Y), *op. cit.*, p. 173
[28] REY-DEBOVE, (J.) &REY (A)., Sous la dir.de, *Le Nouveau Petit Robert*, Paris, SEJER, 2009, p.2438
[29] Idem .,p.1528
[30] Ibidem ,*op.cit.*,p.1496
[31] NIMUBONA, (J.),*op.cit.*,p.122

Pour conclure, la stratégie renseigne sur plusieurs formes de rationalité qui sont mises en œuvre dans une situation donnée par divers moyens de la politique. Ainsi, la stratégie est plurielle car il s'agit de cet art de combiner les opérations pour atteindre un but.

L'habileté tactique quant à elle incarne son inspiration et ses fins de la politique. C'est la conduite que l'on adopte pour obtenir quelque chose.

L'utilisation des termes stratégie et tactique vient de ce que l'action politique demande la rationalisation de choix, une logique de l'action, un calcul et une évaluation des moyens.

I.1.2.2. Notion de populisme et démagogie

Le mot populisme vient du grec *populus* qui veut dire peuple. En politique, il a souvent un sens péjoratif. Le populisme consiste en un « *discours politique qui s'adresse aux classes populaires, fondé sur la critique du système et de ses représentants, des élites*[32] ». Le populisme se résout à promettre au peuple de défendre ses intérêts et le faire ou non parce que les promesses faites sont intenables ou que le politicien mentait dès le départ.

La démagogie c'est une « *politique par laquelle on flatte, on exploite les sentiments, les réactions des masses*[33] ». La démagogie verbale s'introduit dans une revendication d'égalité. Ainsi, le démagogue en tant que meneur du peuple flatte les masses pour gagner et exploiter leur faveur.

Parlant du populisme africain, GONIDEC le définit en ces termes : « *Nous entendons par populisme la proclamation, sous des formes diverses, que le peuple dans son ensemble doit être le centre des phénomènes du pouvoir, être l'inspirateur suprême et le bénéficiaire de l'action politique*[34] ».

C'est en marge du populisme que des projets ou programmes politiques parfois irréalistes ou irréalisables sont mobilisés. Cette stratégie populiste est ainsi utilisée pour flatter les bas instincts du peuple. L'attente des masses désireuses d'accéder à une certaine existence politique trouve son exutoire dans un discours anti-régime. Nous constatons que de tel discours couvre l'opération qui dévie cette attente vers un statu quo idéalisé en un mouvement pour le plus grand bien des leaders politiques.

Le populisme ou la démagogie est alors cette stratégie des leaders qui jouent sur les sentiments, les peurs, les frustrations et les problèmes quotidiens du peuple sans nécessairement avoir les moyens de les résoudre.

Par là, les acteurs politiques offrent un discours démagogique ou populiste ; face aux difficultés économiques et à des échecs internes au niveau de la gestion de l'Etat. On aura par exemple des promesses de lutte contre la corruption « tolérance zéro » qui reste en slogan.

Il est systématiquement traité de populiste ou de démagogue tout politicien faisant une proposition visant à rendre au peuple l'argent que les hommes politiques leur ont volé. Aussi

---

[32] REY-DEBOVE, (J.) &REY (A.), (sous dir. de),*op.cit.*, p.1965
[33] REY-DEBOVE, (J.) &REY (A.), (sous dir. de),*op.cit.*, p.663
[34] GONIDEC, (P.-F.), *Les systèmes politiques africains*, t.XXII, 2ème éd., Paris, LGDJ, 1978, p.155

est traité comme tel tout politicien qui rappelle que la sécurité est moins assurée et qu'il faudrait laisser les individus se défendre.

La stratégie populiste est offerte par un leader populaire ou autour d'un parti parce que selon les populistes / démagogues, il y a menace à l'unité ou à la démocratie. Le démagogue est pourtant le pire ennemi de la démocratie. Du reste la sagesse rundi ne dit-elle pas que « uwutakuzi atakurusha inka » ainsi pour dire à bon menteur celui qui vient de loin.

Section 2 : Les théories

I.2.1. Notion de mobilisations politiques

Une mobilisation se veut politique lorsqu'elle permet aux acteurs politiques de diffuser une offre politique capable de satisfaire une majorité de citoyens et d'emporter leurs soutiens.

Dans le pluralisme politique, les partis politiques cherchent à conquérir les suffrages des citoyens. Ils les emmènent à développer un intérêt pour la politique. L'intérêt constitue un enjeu qui oppose les partis en dehors de l'appareil étatique au pouvoir établi. Ceux qui n'ont pas l'autorité ne font que promettre. Les propositions qu'ils offrent sont une source de motivation. C'est ici que les citoyens parviennent à identifier l'avantage matériel qu'il faut défendre ou escompter. Il y résulte des situations conflictuelles pour rejoindre Anthony OBERSCHALL[35]. Son analyse porte sur l'aspect économique pour l'enrichir de l'aspect sociologique. Les conditions sociales favorisent l'ascension des mouvements politiques. Les partis de l'opposition cherchent à emmener les gens à manifester contre le pouvoir établi, d' un côté. De l'autre, le parti au pouvoir s'en défend en octroyant des faveurs parce qu'il est en position de donner.

Cependant, les citoyens sont susceptibles de se mobiliser en quête de la satisfaction de leurs besoins. Là où les liens sont plus serrés, là se trouve renforcé le sentiment de solidarité du groupe. Ce dernier peut être communautaire ou associatif. Le degré d'intégration social et politique stimule la segmentation : la rupture entre les gouvernés et les gouvernants. Le jeu des forces politiques se manifeste lorsque ces dernières sont en droit de s'attirer des intérêts. C'est ce que BURDEAU confirme en relation avec les forces politisantes : « *Elles s'efforcent d'attirer à elles, pour accroître leur puissance, telle ou telle catégorie d'intérêt en faisant valoir qu'elles sont qualifiées pour les défendre par leur action sur le plan politique* [36] ».

Pour cela, les partis politiques disposent des moyens avec l'apparition du suffrage universel pour l'exprimer. Cela montre que les partis politiques sont dans une dynamique à défendre l'intérêt. En cette dynamique politique LAGROYE signale que la promotion des intérêts accule à des conflits aux fins politiques : « *Les mobilisations sont l'occasion d'une diffusion étendue des croyances et d'idéologies concernant l'organisation politique de la société, des temps où les affrontements sociaux sont présentés comme des conflits sur les finalités de la lutte politique* [37] ».

Avec les intérêts regroupés en forces politiques, les partis bénéficient d'une promotion de position pour les intégrer aux idéologies. Avec la mobilisation politique des citoyens, les formations politiques se présentent en défenseur d'intérêt d'une société dont elles se font interprètes, ainsi pour paraphraser BURDEAU[38].

---

[35] OBERSCHALL, (A.), *Social conflicts and social movement* in MAYER (N.) et PERRINEAU, (P.). *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, p.124

[36] BURDEAU, (G.), *Traité de science politique, t 8, La démocratie et les contraintes du nouvel âge*, Paris, LGDJ , 2eme éd., 1974, p.165

[37] LAGROYE, (J.), *Sociologie politique*, Paris, PFNSP, 1991, p.297

[38] BURDEAU, (G.), *op.cit* ., p.166

Il serait hasardeux d'imputer cette action au seul pouvoir de fait car le pouvoir établi recrute les intérêts à diffuser pour gonfler les effectifs de ses troupes.

Théoriquement, les gouvernants agissent sur l'idée de droit qu'incarne le pouvoir étatique et ne cherche en lui que l'instrument de leur réalisation. Néanmoins, ils ne sont pas passifs des projets élaborés en dehors. Pratiquement, les gouvernants sont attentifs et sont mobilisables à l'écoute des intérêts. Ainsi pour éviter le détournement par le pouvoir de fait, le pouvoir établi doit satisfaire leurs besoins

La stratégie des formations politiques de l'opposition sera de mobiliser les gens sur les imperfections du pouvoir etabli. C'est ici que les mobilisations électorales entrent dans le jeu politique de la compétition

Les mobilisations électorales entrent droit dans l'entreprise des mobilisations politiques à l'approche des échéances électorales. Les mobilisations électorales font écho des campagnes électorales. Les compétiteurs se recrutent généralement en formations politiques. Tout l'art des acteurs politiques consiste alors à mobiliser les groupes sociaux sans perdre de vue la maîtrise du jeu politique.

C'est à la sociologie électorale que sont produites les activités mobilisatrices des citoyens : la lente élaboration des programmes, les transactions multiples par lesquelles les partis et les candidats s'emploient à donner gage à leur clientèle, la confection des listes et la sélection des enjeux.

Notons que les organisations politiques doivent aussi mobiliser les financements en partie, les cotisations des adhérents et les dons.

I.2.2. Participation politique

La participation politique se réfère à toute action volontaire, réussie ou non, organisée ou non, épisodique ou continue, employant des moyens légitimes ou illégitimes, visant à influencer le choix des politiques, l'administration des affaires publiques ou le choix des leaders politiques à ce niveau du gouvernement local ou national.

Ainsi le laisse penser WEINER dans *Political participation*[39] quand il dit que la participation politique devient donc cette action de prendre part aux affaires publiques peu importe le moyen d'y accéder pourvu que l'adhésion rencontre le succès. L'art d'influencer le choix est exploité à profit.

En vue de promouvoir la vie politique d'une entité donnée, la contribution d'un membre de la société est indéniable. Remplir les conditions d'un citoyen apte à accomplir ce devoir met en évidence la sélection des gouvernants. Herbert le définit en ces mots:

---

[39] WEINER, (M), *Political participation* cité par NTAKIRUTIMANA, (E), *Attitude des Burundais face à la participation politique : Cas de la mairie de Bujumbura (1990-1996)*, mémoire, Bujumbura, UB, 2003, p.10

« *La participation politique désignera les activités volontaires par lesquelles les membres d'une société prennent part à la sélection des dirigeants, et directement ou indirectement ; à la formation de la politique publique*[40]».

La définition avance que la chose publique en régime démocratique se résout à une action combinée des membres de la société. Ces derniers portent un intérêt à la même chose publique, le désintérêt ne pouvant que mettre en danger la patrie et par conséquent le péril de la démocratie.

La participation en régime non démocratique va avec les pressions, l'absence de prise de position à l'encontre des dirigeants voire sa contrainte morale. Malgré ce désaveu, les taux de participation électorale peuvent être élevés mais sans signification.

Le dynamisme interne en démocratie fait venir le seuil de participation aux affaires publiques. La participation d'un plus grand nombre d'individus est d'ordre du national. A l'échelle locale, l'intérêt de cette activité citoyenne est le vote des représentants. Ceux-ci sont destinés à gérer les affaires de la collectivité comme le sont les représentants au niveau national.

Dans le cadre de la décentralisation, la participation revêt des aspects nouveaux de la contractualisation des rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises publiques.

Divers types de participation sont à mentionner, mais la distinction diffère d'un auteur à l'autre. J. LECA souligne que la participation est un« *processus orienté vers une fin » [...] comme« relation entre acteurs [...] investis des rôles spécialisés publics*[41] *[...]*».

L'évidence est que toutes les couches sociales ne peuvent pas participer au choix soit politique, soit à d'autres types d'élection. La démocratisation des institutions revêt cet aspect de participation, donnée constitutive de la démocratie.

La participation politique peut être considérée sous deux angles : la participation électorale et l'engagement politique.

Ici la participation électorale désigne cet exercice du droit de porter son choix et marque une intervention de l'électeur directement ou indirectement.

L'engagement politique est une forme de participation à l'échelon supérieur car assidue et jointe de l'intégration aux organisations politiques.

La participation politique laisse penser au vote à travers les comportements des électeurs. Pour ce, la participation politique se résout dans une sorte de comportements liés à l'ensemble du processus électoral tels que l'inscription sur les listes électorales, les campagnes, la recherche de l'information sur la vie politique, les manifestations, la participation aux discussions politiques, l'adhésion au parti politique, la participation à des réunions politiques « meeting », contact avec l'élu, etc.

---

[40] Mc CLOSKY, (H), cité par NTAKIRUTIMANA, (E), *op.cit*, p. 8

[41] GRAWITZ, (M) et LECA, (J), *Traité de science politique, v3, L'action politique*, Paris, PUF, 1985, p. 311

Selon DENNI, la participation se veut cet ensemble distinct et homogène des activités par lesquelles la masse des citoyens est habilitée à entrer en contact avec le monde séparé du pouvoir, toujours de façon superficielle et en respectant certaines contraintes rituelles[42].

La participation politique se doit de porter sur l'ensemble des actes qui marquent l'intervention du citoyen dans le fonctionnement politique de l'Etat.

De l'électeur à l'élu, l'inclusion est que cette participation implique celui qui fait de la politique. C'est cette confusion qui laisse planer le concept d'«*une activité politiquement orientée*[43]» qui vise à influencer l'activité du gouvernement.

Il semble évident que les formes légales ou non de la participation amènent à se rendre compte des arguments bâtis sur ceux qui prennent part directement ou indirectement et ceux qui visent à influencer plus ou moins directement. D'ici, la littérature sur la participation ignore l'argumentaire tissé du concept et tend à exclure de son champ l'activité illégale comme la manifestation jugée illégale.

GAXIE D. de nuancer les apports de la participation en ce sens que la notion acquiert la définition suivante : « *La notion de participation politique est un leurre idéologique qui cache la coupure entre les activités de masse, propre aux dominés, et des activités spécialisées, propres aux dominants : à partir du moment où certains agents sont spécialisés dans la lutte pour la conquête et l'exercice du pouvoir politique, les autres deviennent de simples spectateurs d'une compétition dont ils se retrouvent objectivement exclus*[44]».

GAXIE vient de mettre en relief la participation politique et l'engagement politique qui se résolvent en élu et électeur.

La notion de participation couvre un champ vaste que l'on ne peut en épuiser l'étendue.

L'univers électoral est riche de comportements. Ces comportements électoraux sont au centre du vote et de l'abstention. Le vote est l'acte de participation citoyenne et l'abstention est le refus de l'offre politique.

I.2.2.1. Le vote

Le vote est l'acte par lequel les personnes expriment leur opinion ou la façon dont les citoyens procèdent pour choisir leurs représentants.

Le terme vote évolue sensiblement suivant les époques. Dans la période antique, il est mis à côté les fonctions, les usages, les pratiques et le sens lui attribué ce qui le pousse à stimuler le gouvernement représentatif. Le vote aura fait le consentement des citoyens, seule source de légitimité des gouvernants.

Dans l'ère contemporaine, le vote est devenu un comportement électoral parce qu'en rapport avec l'opinion favorable dans la participation politique. C'est d'ailleurs un rite démocratique.

---

[42] DENNI, (B), cité par MAYER, (N) et PERRINEAU, (P), *op. cit.*, p. 327

[43] GAXIE, (D), *Le cens caché : Inégalités culturelles et ségrégation politique* in GRAWITZ (M) et LECA (J), *op. cit.*, p. 312

[44] GAXIE, (D), *La démocratie représentative*, 2 ème éd., Paris, Monchrestien, 1996, p. 42

Une fois le vote pris comme opinion, il admet le symbole et l'instrument de réalisation de la démocratie. C'est alors la conséquence du combat adoubé par le principe de l'égalité politique et la liberté de la pratique du vote du 19ème siècle.

Le début de la sociologie électorale au 20ème siècle surtout en France donne éclosion au vote qui devient un acte citoyen. Des questions comme : « Qui vote ? Qui s'abstient ?[45]» ont amorcé leur position. Encore, le champ de cette étude s'ouvre en ce que l'on se demande « Qui vote pour qui et pourquoi ?[46]».

La sociologie électorale va peu à peu étendre son champ avec les travaux d'André SIEGFRIED et de Paul LAZARSFELD respectivement de la France et des États-Unis avec l'École de Columbia et l'Ecole de Michigan.

Sous l'angle des modèles d'analyse du vote, les théories déterministes ont mis en valeur les principaux modèles. BRAUD P. a mis l'accent particulier sur deux types d'approche[47]. L'approche écologique et l'approche stratégique. La première approche insiste sur l'influence du milieu social et des groupes d'appartenance en ce qui est des mobilisations et des orientations électorales. Le vote dans ce cas est expliqué par les caractéristiques psychologiques et sociologiques des personnes. La deuxième approche va avec les caractéristiques sociales ou démographiques des individus et leurs préférences électorales ce qui pousse les électeurs à changer de préférences d'une élection à l'autre. C'est alors la rationalité des électeurs qui est visée.

I.2.2.1.1. Ecole de Columbia

C'est Paul LAZARSFELD qui inaugure la méthode par interview à l'Université de Columbia dans les années 1940. L'auteur s'est intéressé à la campagne présidentielle de 1940 opposant le candidat démocrate F. ROOSEVELT au candidat républicain W.WILLKIE. Il a choisi comme terrain d'enquête un comté du Middle West et de l'Erié. En 1944, les résultats de cette enquête sont publiés dans son œuvre intitulée *The People's Choice*[48].

LAZARSFELD voulait saisir la manière dont l'opinion de l'électeur se forme, se transforme et se développe sous le coup de l'influence de la propagande. Cette sociologie électorale porte sur l'impact des campagnes électorales dans les choix électoraux par entretien répété auprès d'un même échantillon.

Les travaux de l'Ecole de Columbia se rapportent à la sociologie déterministe du vote. La campagne électorale active et renforce les prédispositions politiques existantes, l'exposition et la perception de sélection. Plus encore, dans cette Ecole, se recrute la sociologie électorale basée sur les relations interpersonnelles qui jouent un rôle décisif dans la formation des préférences politiques au sein des groupes primaires.

---

[45] POLSBY, (N.W) et WILDOWISKY, (A), *L'élection présidentielle aux Etats-Unis*, 10ème édition, Paris, Nouveaux Horizons, 2000, p.3

[46] MAYER, (N) et PERRINEAU, (P) *op.cit*, p 55

[47] BRAUD, (P), *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 1992, p. 247

[48] LAZARSFELD, (P.), *The People's Choice. How the Voter Makes up his Mind In a Presidential Compain*, 1ère éd., Columbia University Press, 1944 in BRAUD, (P.), *Sociologie politique*, 6ème éd., LGDJ,Paris, 2002, p.364

a. Modèle de la géo-humaine

La priorité donnée à la sociologie électorale sous l'étude du français André SIEGFRIED, met en relation la distribution des votes sur un territoire donné. La dépendance sociale des électeurs[49] explique le vote opéré. En rapport avec la dépendance, les individus sous tutelle n'ont pas le droit de choisir en leur personne, ils subissent une influence des riches.

Dans son ouvrage intitulé *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième République*[50], il donne place à l'approche écologique et par conséquent au modèle géographique. Il trouve que les origines et le fondement du comportement électoral se manifestent dans la localisation des électeurs et dans leur unité territoriale d'appartenance.

Par là, la géographie humaine va avec la nature du sol, le mode de l'habitat et le régime de la propriété et exerce une très grande influence dans le choix d'un individu. Aux zones géologiques (granitique et calcaire) se superposent les zones politiques. Les comportements électoraux sont alors distribués sur base de la Gauche et la Droite (mouvances politiques en France). Son constat sur l'analyse est que les habitants de la région granitique votent à droite. Ceux de la zone calcaire votent à gauche. Cette analyse ignore d'autres correspondances telles que le type d'habitat, la forme de la propriété, la religion et la structure sociale. Il se résout à signifier que le comportement des électeurs s'enracine dans les tempéraments politiques très stables et ayant une forte inscription spatiale. Il en va de l'immuabilité du suffrage universel.

b. Modèle de la sociologie déterministe

« Une personne pense politiquement comme elle est socialement, les caractéristiques sociales déterminent les préférences[51] *».* L'offre électorale est déterminée par les identités et les valeurs de la société donnée. Cette étude est de l'Ecole de Columbia. Les auteurs de ladite école montrent que les traditions politiques, familiales et l'hétérogénéité l'emportent sur d'autres aspects d'analyse du vote évoqués.

Du déterminisme social, GAXIE trouve un lien entre le vote et la position dans *le monde social*[52]. En effet, les jugements portés sur la politique et l'action des candidats sont déterminants pour beaucoup d'électeurs.

Ces auteurs mettent l'accent sur l'influence des déterminismes sociaux dans l'analyse du vote pour reléguer au second plan d'autres aspects de la compétition électorale. Ainsi, les enjeux de la campagne, les jugements sur les candidats, le rôle des médias sont démunis de leur poids. Cette négligence de ces stimulants du processus électoral conduit à la primauté de la société sur le politique dans l'offre électorale.

---

[49] MAYER, (N) et PERRINEAU, (P), *op. cit.*, p.43

[50] SIEGFRIED, (A), *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième République(1913)*, réed., Armand Colin, 1980, in BRAUD ,(P), *Sociologie politique, 6ème édition*, LGDJ, Paris . 2002, p.364

[51] LAZARSFELD, (P) cité par MAYER, (N) et PERRINEAU (P), *op. cit.*, p. 56

[52] GAXIE, (D), *Explication du vote, bilan d'études électorales*, Paris, PFNSP, 1989, p.21

c. Modèle psycho-politique

Le modèle psycho –politique établit l'influence de l'identification partisane sur le vote des électeurs. L'identification partisane fonctionne comme un écran. En cette situation la vision des électeurs, la perception sur jugement des candidats et leurs enjeux sont mis en partie. L'identification à un parti fait que les individus se montrent plus attachés aux candidats qu'ils soutiennent. S'ils sont favorables à leurs candidats, leurs opinions aussi deviennent de plus en plus cohérentes.

L'identification partisane est aussi perçue comme une profession de foi pour les électeurs peu politisés. Pour cela, il faut qu'un candidat acquière une identité qui lui ressemble pour que les électeurs votent pour lui L'appartenance à son parti, à sa religion, à son groupe ethnique accuse réception des votants partisans.

L'explication de vote trouve aussi l'assentiment dans le contexte des élections, la nature des enjeux et la personnalité des candidats. Ce déterminisme met en lumière la préférence électorale et subit un certain dynamisme du marché électoral :

«*Les attitudes politiques des électeurs sont influencées aussi par le contexte particulier à chaque élection, la nature des enjeux et la personnalité des candidats*[53]».

Par conséquent, l'électeur captif de l'antériorité est remplacé par un électeur qui se détermine par un vote sur enjeux et rationalité cher à l'école de Michigan.

I.2.2.1.2. Ecole de Michigan

Ecole de Michigan est relative aux travaux de la sociologie électorale développée par MILLER, KUHN, GURIN et CAMPBELL. Les trois ouvrages importants disent plus de ce paradigme[54]. Il s'agit de *The People Elect a President* par CAMPBELL, KUHN, en 1952, *The Voter decides* par CAMPBELL, GURIN et MILLER en 1954 et *The American Voter* par CAMPBELL, GURIN, MILLER et STOKES en 1960.Les auteurs de cette Ecole de Michigan se veulent critiques quant au déterminisme social du vote de LAZARSFELD et ses collègues. Sur un échantillon de 2000 personnes pris sur l'ensemble du territoire américain concernant les préférences électorales entre 1948 et 1956, il conclut que l'identification partisane résulte d'un champ de forces psychologiques. Selon ces auteurs du paradigme stratégique de Michigan, les variations électorales confirment que le contexte électoral détermine un vote et son enjeu. Ainsi, les électeurs adoptent des choix sur base des intérêts à retirer. Ici les électeurs plongent beaucoup dans l'approche économique et par conséquent ils sont rationnels et stratèges.

Anthony DOWNS conceptualise la théorie de l'électeur rationnel, électeur-stratège en celui du consommateur. Au développement de son analyse, il revient en ces termes :

«*Les acteurs politiques sont rationnels dans la mesure où ils cherchent à adapter les moyens aux fins qu'ils poursuivent. Les partis politiques sont des entreprises politiques qui cherchent*

---

[53] MAYER, (N) et PERRINEAU, (P), *op. cit.*, p. 61

[54] KUHN, (T.), *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983, p.11

à maximiser les votes en leur faveur et les électeurs votent pour celui qui leur procure le plus de bénéfice ou d'utilité à moindre coût[55] ».

Les élections venues, les candidats promettent des biens, présentent les programmes de leur famille politique. L'offre électorale suit les allégeances comme l'allégement du fisc (baisse des impôts), des mesures relatives à la santé, à la société et à la politique économique. Un maximum de profit est visé par l'électeur. Son vote est lié à ses conditions d'existence.

GAXIE ne peut que confirmer le vote sur enjeux comme sanction de l'inaction du gouvernement :

«*Le vote sur enjeux est, en effet, souvent orienté négativement par rapport au gouvernement et à ses soutiens. Les votes sanctionnent alors entre la" perception" de l'action ou plus souvent de l'inaction gouvernementale et les croyances et les opérations diffuses dans toute la puissance des gouvernants*[56] ».

L'assertion fustige l'idée des promesses que des fois le gouvernement n'est pas à mesure d'honorer les engagements ce qui pousse les électeurs à changer de préférences électorales. C'est la défaite qui est consommé vis-à-vis du gouvernement alors en place.

L'électeur rationnel est un «*électeur actif, raisonnable et autonome*[57]». C'est celui qui a des attitudes et le savoir politique très poussé, intéressé de la politique. C'est le but de l'approche stratégique.

I.2.2.2. L'abstention

Pour ce qui est de l'abstentionnisme électoral, les citoyens ayant droit au vote peuvent décider de bouder les élections.

L'abstention est alors ce comportement qu'un électeur affiche vis-à-vis des élections. Ainsi l'abstention « *exprime le refus de l'offre politique d'un moment donné, dans une conjoncture particulière*[58] ».
L'explication de l'abstentionnisme électoral revêt un aspect de la désaffection des électeurs vis-à-vis de la politique mais aussi aux difficultés d'inscription sur les listes électorales. Dans la sociologie électorale, la faible insertion sociale se veut ce facteur qui empêche les gens de se prononcer en faveur des candidats.

Voter ou s'abstenir, voter pour tel candidat ou tel autre mènent à penser au comportement adopté dans un rapport entre l'idéologie des votants, le type des élections et les enjeux électoraux. En plein processus électoral, le vote et l'abstentionnisme électoral s'avèrent deux comportements électoraux antinomiques.
Concluant sur la participation politique, le vote et l'abstentionnisme demeurent deux comportements opposés en matière électorale. Le vote est un comportement normal car c'est un moyen de participation politique. En son sein, l'analyse du comportement électoral est

---

[55] MAYER, (N) et PERRINEAU, (P), *op. cit.*, p. 67
[56] GAXIE, (D), *op. cit.*, p. 30
[57] V.O., KEY in MAYER ,(N) et PERRINEAU, (P), *op. cit.*, p. 63
[58] PERRINEAU, (P) et REYNIE, (D), *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001, p. 1

conçue comme le résultat d'un électeur influencé par son milieu social et son histoire vécue. C'est alors un électeur captif. Le vote est aussi analysé sous un autre angle où le participant est conscient de l'acte qu'il pose et se résout à la prise d'une décision méditée avec le calcul du gain qu'il tire de son acte. L'abstentionnisme est un comportement qui se refuse le droit de se prononcer à l'offre politique. L'opposition est consommée entre les tenants de modèles sociologique et déterministe du comportement électoral et les tenants du modèle stratégique fondé sur la rationalité des électeurs.

CHAPITRE II: SITUATION SOCIALE, ADMINISTRATIVE ET POLITIQUE DE LA COMMUNE BUSONI

II.1. Histoire administrative de la commune Busoni: De la chefferie à la commune

La commune Busoni n'est pas isolée de l'ensemble du pays. Elle est une entité décentralisée de base du territoire national. La réorganisation administrative qui marque l'évolution politique du Burundi entre 1920 et 1940 et même ultérieurement n'a pas épargnée la commune Busoni. A la période coloniale, le grand nombre de chefferies et de sous-chefferies a poussé l'autorité coloniale à les regrouper pour constituer des unités de base viables.

En effet, les unités territoriales morcelées et mal délimitées présentaient un handicap pour le pouvoir central quant à leur contrôle. L'extrait de la dépêche ministérielle du 8 novembre 1922 au Gouverneur général du Congo est clair :

« *Le grand nombre de chefs et de sous-chefs entre lesquels l'autorité se trouve partagée dans beaucoup de régions de la colonie est un mal et un danger. Les chefferies sont trop petites, beaucoup de chefs manquent d'autorité. Les moyens dont le chef disposait pour se faire obéir ont disparu. Le temps n'est plus loin où, si nous prenons garde, dans beaucoup de régions la désagrégation de l'autorité sera complète. L'anarchie judiciaire correspond à l'émiettement administratif*[59] ».

L'exemple illustrant cet extrait est qu'au Busoni dans le territoire de Muhinga lors de sa tournée l'agronome Carlens en 1930 s'est étonné de trouver une chefferie de huit hommes où un seul est contribuable, les sept autres étant au service du sous-chef[60].

Par la présente, la commune Busoni n'allait pas être épargnée des réformes. La genèse de la commune est abordée sous l'angle administratif, politique et social. Les réformes qui auront marqué le territoire national ont atteint la commune. Sa situation periphérique est un élément porteur de message.

Dans l'esprit des innovations de la tutelle belge de 1949 à 1962, la personnalité distincte du Ruanda-Urundi allait être établie pour leur doter d'une autonomie progressive. En même temps, l'indépendance des deux résidences était projetée, la suppression de la subordination du Ruanda-Urundi au Congo-Belge était envisagée.

A savoir que les pouvoirs du Résident représentant du Résident Général du Congo Belge et du Ruanda-Urundi étaient très étendus.

L'arrêté intérimaire du 25 janvier 1960 en était l'expression car le territoire devrait être administré par un administrateur territorial qui dirigeait le personnel à sa disposition. Dans ce cadre, il représentait le Résident et le gouvernement auprès des chefferies et communes.

En effet, l'ordonnance législative n° 221/253 du 26 septembre 1960 avait procédé à la suppression des chefferies pour les remplacer par les provinces. Le décret intérimaire du 25 décembre 1959 organisait les communes. Ces dernières étaient des regroupements des sous-

---

[59] GILLE, (A), cité par GAHAMA, (J), *Le Burundi sous administration belge*, Paris, Karthala, 2001, p. 66

[60] *Diaire de Kanyinya* du 7 octobre 1930 cité par GAHAMA (J), *op. cit.*, p. 65

chefferies. Il faut rappeler que les centres extra-coutumiers et les circonscriptions urbaines étaient élargis en communes, unités décentralisées de base.

II.1.1. La chefferie Bwambarangwe-Busoni

Busoni fut une chefferie bien avant sa fusion avec Bwambarangwe. De 1920 à 1931, Nyanjwenge, fils héritier de Coya était le chef de la chefferie Busoni. Dans le courant de l'année 1933, toute la famille des Bavuna avec à sa tête Nyanjwenge est déplacée vers la chefferie de Nyawakira afin de permettre au chef Karibwami de s'imposer. Sa destitution en 1931 a été suivie par sa relégation vers la chefferie de Hararawe. Comme dit, la succession de Nyanjwenge sera assurée par Karibwami qui administrait jusque là les grandes collines Bwambarangwe, Bushahuzi et Butambuka.

Les fusions des chefferies à superficies réduites allaient peser sur le nombre des unités administratives. De 131 en 1929, les chefferies passent à 46 en 1933, à 44 en 1937, à 35 en 1945. Bwambarangwe-Busoni avait 40 sous-chefferies en 1937 pour se retrouver à 28 en 1945[61].

Avant l'administration coloniale, les chefferies ne portaient pas des noms géographiques. Lorsque la fusion des chefferies eut lieu, la puissance mandataire impose un nom à chacune d'elles. Ainsi, les chefferies reçoivent des noms en relation avec une région sur laquelle elles s'étendaient. Par conséquent, la chefferie s'étendant sur Bwambarangwe et sur Busoni recevait le nom Bwambarangwe-Busoni.

Vers les années 1940, les anciens chefs accusés d'incapacité seront destitués en masse. L'année 1942 rime avec l'arrivée des jeunes Baganwa formés à l'école d'Astrida. Alors que la région échappait au pouvoir central, un chef «mutare», Jean-Baptiste Ntidendereza allait être promu pour l'administrer en succession de Karibwami.

Par là, les jeunes cadres prennent la relève des vieux chefs et partant la réorganisation administrative venait de consacrer le triomphe des Batare.

La chefferie venait de gagner doublement, être en partie sous le contrôle du pouvoir central en faisant fi du contrôle des rebelles et le gain d'un agronome formé.

La chefferie Bwambarangwe-Busoni dotée d'un chef formé va vite recouvrer sa prépondérance. Néanmoins, elle était la plus vaste du territoire de Muhinga. Les autres chefferies étaient Bukakwa-Bukuba, Busumanyi et Buterana.

---

[61] GAHAMA (J), *Le Burundi sous administration belge*, Paris, Karthala, 2001, p. 89

Essais de relevé des superficies des chefferies en territoire de Muhinga exprimées en km² en 1957

Bukakwa-Bukuba	Bwambarangwe-Busoni	Busumanyi	Buterana
1119,14	1400,06	848,15	322,65
Total du territoire de Muhinga : 3690,00			

Source : Tableau constitué par nous-même à partir de NTAWUNKUNDA (I.), Jean-Baptiste Ntidendereza, le grand chef du Nord-Est du Burundi (1944-1963), Bujumbura, mémoire, U.B, 2000, p.46

II.1.2. Les délimitations de la chefferie Bwambarangwe-Busoni

Au Nord d'un point de la confluence des deux bras du lac Cohoha, ladite faisait frontière avec le territoire rwandais. Au Sud s'établissait la chefferie de Buterana, avec comme chef Karabaye. A l'Ouest s'étendait la chefferie de Bukakwa-Bukuba, avec comme chef Nyawakira. A l'Est, elle côtoyait avec le Tanganyika Territory.

La réorganisation administrative avait réduit le nombre pléthorique de sous-chefferies, la chefferie Bwambarangwe-Busoni était formée de 25 sous-chefferies en 1958. Ces sous-chefferies étaient les suivantes :

Budahunga, Butarugera I, Buhevyi, Bwambarangwe, Butihinda, Butarindwa, Buturirwa, Mitari, Miringa, Burenza, Butarugera II, Muyange, Butongore, Bukamasi, Mubahizi, Buzigo, Butahana, Buringa, Bugorora, Butanganda, Butaganzwa, Butambuka, Busoni, Butarambirwa, Buhorana[62].

[62] NTAWUNKUNDA, (I), *op. cit.*, p 47-48

Voici le tableau d'Hommes Adultes et Valides (H.A.V) de 1958:

Les sous-chefferies	Le nombre de H.A.V
1. Budahunga	503
2. Butarugera I	299
3. Buhevyi	666
4. Bwambarangwe	566
5. Butihinda	639
6. Buturirwa	314
7. Mitari	314
8. Miringa	587
9. Burenza	712
10. Butarugera II	394
11. Muyange	650
12. Butarindwa	726
13. Butongore	574
14. Bukamasi	343
15. Mubahizi	947
16. Buzigo	473
17. Butahana	588
18. Buringa	554
19. Bugorora	447
20. Butanganda	877
21. Butaganzwa	661
22. Butambuka	810
23. Busoni	454
24. Butarambirwa	390
25. Buhorana	264

Total de la chefferie : 13838

Source : Tableau constitué par nous-même à partir de NTAWUNKUNDA, (I.), op.cit., p.47-48

Malgré son étendue, la chefferie Bwambarangwe-Busoni avait une population H.A.V moins nombreuse par rapport à Bukakwa-Bukuba.

La chefferie Bwambarangwe-Busoni va demeurer jusqu'à la nouvelle réorganisation administrative de la fin des années 1950.

II.1.3. La naissance de la commune Busoni

La commune du Burundi fut créée dans le cadre du processus de décolonisation engagé par la puissance tutélaire depuis la déclaration gouvernementale du 10 novembre 1959 sur la politique que la Belgique entend appliquer au Ruanda-Urundi pour conduire le territoire en plein exercice de la démocratie[63].

En guise de concrétisation de la précédente déclaration, d'importantes réformes sont mises en application dans le cadre du décret intérimaire du 25 décembre 1959 et des arrêtés royaux du 25 janvier 1960. Ce décret mit en place la commune provisoire jouissant de la personnalité civile et des capacités financières y afférentes à la place des sous-chefferies, des circonscriptions urbaines et des centres extra-coutumiers.

Ces communes étaient provisoires car elles devraient subir des modifications dans un proche avenir en raison des moyens de subsistance.

Dans le même ordre, les 525 sous-chefferies furent regroupées en entités plus vastes totalisant au moins 2500 contribuables. L'ordonnance-législative n°221/253 du 26 septembre 1960 supprima les 36 chefferies pour les remplacer par 18 provinces tandis que l'ordonnance législative n° 221/255 du 27 septembre 1960 remplace les 525 sous-chefferies par 181 communes.

C'est ainsi que l'ancienne chefferie Bwambarangwe-Busoni est partagée en deux entités décentralisées distinctes dont Bwambarangwe et Busoni. La commune Busoni était enfin née.

II.2. La commune Busoni face aux violences politiques

II.2.1. Les violences politiques antérieures à 1993

a. 1972 et 1973

L'histoire récente du Burundi a été troublée par des violences politiques. Des différentes crises qui ont secoué le Burundi, la commune Busoni n'a pas été épargnée.

La violence politique se réfère à des atteintes physiques avec pour cible les victimes choisies dans des groupes rivaux. C'est ici que les violences politiques ont pour but de susciter la peur ou d'intimider une audience plus large constituée de groupes rivaux (ethnique, religieux et politique), ainsi pour reprendre BRAUD[64].

En 1972, la commune Busoni semble être à l'abri des attaques de la rébellion, mais la répression gouvernementale a touché certains de ses habitants.

En effet, comme l'écrit LEMARCHAND la répression gouvernementale de 1972 a pris l'allure de violences politiques en général. Des agents de l'ordre étaient actifs dans ce plan macabre: «*Des Hutu sont exécutés sur simple dénonciation, certains ont été fusillés en public par les forces de l'ordre [...]. Les gens arrêtés sont empilés dans des camions, couchés sur le*

---

[63] *Notules sur le Rwanda-Urundi*, 1960, p.6

[64] *Wikipedia* : BRAUD, (P.), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales, Culture et conflits*, printemps-été 1993

ventre: les soldats se tiennent debout sur eux, le doigt sur la détente; plusieurs camions de cadavres venant du camp militaire ont été aperçus /.../. Cette répression prend de plus en plus l'allure d'un véritable génocide de l'élite hutu[65] ».

De telles violations de droits de l'homme ont été constatées à Busoni, MACUMI[66] l'a confirmé en citant des noms des victimes de cette tragédie de 1972. Par exemple MACUMI (soldat), RUGWIZA (Conseiller), RWABIRA (planton au chef-lieu de la commune), KATUNGUKA (commerçant), etc. tout en signalant que ce sont ceux dont il se rappelle. BIGERINKOKO nous a également donné des noms de victimes de cette répression. Les voici BIDODWA, BIKERE, SEMAKAMBA (moniteur agricole), NKURIKIYE Patrice ; RUTOZI Anatole, SUMUTWA, BIHOZAGARA (planton) et MUKEZANGANGO. Les victimes étaient effectivement enlevées sur simple dénonciation. Les cadavres étaient jetés dans des fosses communes La liste n'est pas exhaustive.

Certains habitants hutu pris de panique ont fui vers les pays voisins dont le Rwanda proche de la commune Busoni. Parmi les exilés de 1972 se recrutent des rebelles qui ont attaqué la province de Kirundo une année après en passant par Busoni comme le signale NGAYIMPENDA: « *Dans la province de Kirundo, l'attaque de mai 1973 fut précédée d'une série d'exodes de familles hutu vers le Rwanda, suivie d'infiltration d'éléments rwandais et burundais. Les rebelles entrèrent par Gasenyi et Marembo en provenance du Rwanda. L'attaque commandée par Major SERUKWAVU qui avait fui le Burundi au lendemain du 19 octobre 1965 mit à contribution le flot des refugiés de l'année précédente auxquels s'étaient joints plus de 300 éléments rwandais*[67] ».

Les assaillants ont fait des victimes selon les témoignages des gens interrogés à ce propos. Ces derniers concordent sur la mort de MANWANGARI (agent de barrière à la douane) et MIRENZO, un gendarme surpris lors de l'intervention des forces de l'ordre pour mâter la rébellion. Il y a eu des blessés. L'exemple concret est celui de RWAMAKENJA Jean qui a subi des soins à l'hôpital de Kiremba. Il faut noter qu'il y a des gens dénoncés comme complice de cette attaque qui ont été enlevés par les agents de l'ordre et qui ne reviendront jamais. C'est l'exemple de FATIRISIGAYE de la colline Kubaniro qui va en être victime, rappelle NIBOYE[68].

Les violences commises par les rebelles ont une empreinte politique dans le cas où il y avait une population cible.

Des tueries ont eu lieu visant la liquidation des gens du groupe rival. Les violences politiques ont revêtu la répression qui était orientée vers la population majoritairement hutu. Ces victimes étaient ciblées, dénoncées par les concitoyens au service du pouvoir. Une femme qui

---

[65] LEMARCHAND, (R), *Le Génocide de 1972 au Burundi. Les silences de l'Histoire. Cahiers d'études africaines*, 167, 2002
http://www.arib.info/Lemarchand_Genocide_1972.htm

[66] Entretien avec MACUMI, 67 ans, cultivateur, Nyabugeni le 13 novembre 2014

[67] NGAYIMPENDA, (E), *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura. Ed. de la Renaissance, s.d., p.440-441

[68] Entretien avec Niboye, 78 ans cultivateur,Rutabo, le 10/11/2014

a requis l'anonymat nous a signifié ceci : « *Abahutu bari bazi ubwenge barishwe. Ryari ihonyabwenge* [69] ». Des hutu intelligents ont été tués. C'était le génocide intellectuel.

L'impact des violences de 1972 et de 1973 se répercute sur l'avenir. En effet, le traumatisme historique des gens qui n'ont pas pleuré les leurs qualifiés d'*abamenja* (rebelles) accule à la sanction politique à l'endroit des anciens puissants du système monopartisan. Les orphelins des victimes de 1972 et leurs proches auront une tribune idéale dans le pluralisme politique des années 1990.

b. 1988

En 1988, les massacres ont touché deux communes du nord du pays Ntega et Marangara.
Mais comme le signale MARCUS *la peur et l'espoir habitent en profondeur de l'univers sentimental des citoyens* [70] Il s'agit de la charge émotionnelle qui va caractériser les gens de Busoni. NGENDAKURIYO interrogé à propos de cette crise nous a révélé ceci : « *Même si les massacres n'ont pas atteint la commune Busoni, la méfiance entre ethnies était vécu sous le silence. Il réitère qu'il y avait une version de changer le régime tribal* [71] ». Un autre informateur de déclarer : « *La population de Busoni en 1988 était tourmentée par le bruit des hélicoptères qui survolaient l'espace au-dessous des vallées et lacs. En plus la campagne de pacification entamée par les forces de l'ordre à Kirundo a généré des inquiétudes. On s'attendait à une réédition de 1972* [72] ».

Busoni qui avait accueilli un nombre important de réfugiés rwandais simulait l'inquiétude. D'une source qui reste à confirmer faisait de certains réfugiés des fauteurs de trouble à Busoni dans les années 1972. Ceux qui avaient perdu les leurs durant le cataclysme avaient encore la mémoire trop fraîche pour l'oublier.

Tous ces deux événements malheureux se passent sous le monopartisme. Quand le pluralisme sonne, les opinions se jettent la responsabilité. Pour les uns, le plan macabre est une machination des Tutsi. D'autres disent qu'il s'agit d'un coup préparé contre les Tutsi. Nous n'avons pas la latitude d'amputer la responsabilité à telle ou telle catégorie sociale.

Que les orphelins ont été les pionniers dans l'adhésion aux nouveaux partis et la mobilisation contre l'UPRONA nous ne pouvons pas le nier : « *Ababuze ababo mu mirongo indwi na kabiri babaye abambere mu kwinjira muri FRODEBU* [73] », rétorque MISAGO. Ainsi pour dire, Ceux qui ont perdu les leurs en 1972 ont été les premiers à adhérer au FRODEBU. Peut être que le traumatisme historique a joué un grand rôle dans la cristallisation ethnique. En effet, les candidats en campagnes électorales le suivent comme une ritualisation réussie des rivalités sociales.

---

[69] Entretien avec anonyme, le 13novembre 2014
[70] MARCUS, (G.-E.), *Le citoyen sentimental, Emotions et politique en démocratie*, Paris, PFNSP, 2008, p.7
[71] NGENDAKURIYO, V.,comptable, enquêté à Rusarasi le 19 décembre 2014
[72] MISAGO, R. enquêté à Bishisha le 19 décembre 2014
[73] Idem.

c. 1993

Les élections de 1993 cachaient les signes précurseurs de violence due aux tensions politiques préexistantes : « L'arrivée ou le maintien au pouvoir était présenté comme une menace pour l'intégrité de chaque groupe, pour sa sécurité physique, pour sa survie[74] ».

Déjà à l'annonce des résultats, la victoire du FRODEBU sonne comme un coup d'éclat pour ses militants. Ces derniers s'en prennent à leurs adversaires politiques. Ils font des scènes de liesse devant les domiciles des membres de l'UPRONA. Les exemples ne manquent pas : MBAZIRO de la colline Munazi et NJAMBARI de la colline Burara qui ont eu des visiteurs inattendus juste après l'annonce des résultats des élections.

D'autres violences se manifestent par la chasse aux sorciers et aux pluviators (abavurati) surtout que les aléas climatiques avaient changé. Les victimes se recrutaient parmi les militants de l'UPRONA accusés de tous les maux. L'exemple est celui de HAVYARIMANA Mathieu de la colline Nyabugeni qui a été contraint de fuir vers Gashoho dans Muyinga. C'est également celui de NTIZINYAGWE Anatole de la colline Rurira qui a subi des tortures physiques, révèle MACUMI[75], habitant de la colline Nyabugeni.

Tous ces exemples montrent le niveau de violences qui cachaient en elles-mêmes les germes de violences politiques surtout que les arguments ethniques sont omniprésents dans le débat politique.

Le coup d'Etat d'octobre 1993 qui emporte la vie du Président Melchior NDADAYE et ses collaborateurs envenime la situation. C'est le début de massacres à grande échelle à travers tout le pays.

En commune Busoni, plusieurs victimes au début de ces massacres se recrutent parmi les membres de l'ethnie tutsie Notons que dans toutes les zones composant la commune il y a eu des tueries. Des sources fiables nous ont fait savoir certains noms des victimes Tutsi qui ont étés exécutées. A titre d'exemple, NGOMBABABIRI Séverin et de MABUBU André de la zone Murore ; GATABIZI et MASURUBARE de la zone Gatare ; SEBUHARARAde la zone Nyagisozi, NKURUNZIZA, MIRENZO Melchiade de la zone Gisenyi, BUKURU de la zone Mukerwa. La liste n'est pas exhaustive. Encore faut-il noter que certains administratifs ont subi des assassinats. L'exemple est celui de l'administrateur de la commune Busoni Augustin NTIBAYANDA et GATABAZI chef de zone Gisenyi assassinés dans cette période.

La mise en déroute de l'adversaire politique vise l'obtention de la puissance, de l'influence et du pouvoir qui font défaut.

La tentative de décapitation des institutions a emporté la vie du Président Ndadaye et ses collaborateurs en octobre 1993.Après ce coup, de nombreux citoyens ont été massacrés.

---

[74] FRERE (M-S), *Elections et médias en Afrique centrale, voie des urnes, voix de la paix ?*, Paris, Karthala, 2009, p. 32

[75] MACUMI, op.cit.

A Busoni, certaines familles d'origine tutsi ont perdu les leurs. Déjà les rescapés de ces massacres d'octobre 1993 se sont dirigés vers les sites de déplacés. Nous noterons le site au chef- lieu de la commune qui a donné lieu aux sites de : Marembo, Kabanga, Gatare, Rutabo.

Certaines familles surtout hutu ont pris le chemin de l'exil vers le Rwanda ou encore la Tanzanie tandis que d'autres étaient hébergés par la paroisse Murore.

Cependant, il y a des familles qui sont restées chez elles surtout en zones Murore et Mukerwa.

Ce calvaire a entraîné tout un cortège de violences.

II.2.2. Les violences postérieures à 1993

L'intervalle allant de 1993 à 2005 accuse des pertes en vies humaines et matérielles. Sous prétexte des attaques imminentes contre le site de déplacés au chef-lieu de la commune, certains déplacés dont les twa accompagnés des éléments de forces de l'ordre ont attaqués les habitants des collines environnantes faisant ainsi des victimes, dit une source fiable[76]. On pourrait croire à la vengeance. Des personnes influentes du FRODEBU ont connu des cibles allant du saccage de leurs biens « gusagata » à la mort. Des emprisonnements ont été constatés. Le cas concret est celui d'un chef de zone Murore, RUSAGE et ses codétenus qui ont trouvé la mort à la suite d'une grenade lancée contre eux dans la prison.

A Rutambwe, des personnes ont été mitraillées et des grenades lancées à Rurira faisant ainsi des victimes et des blessés Les fidèles catholiques en pleine prière à Munazi ont été attaqués par des milices armées de grenades.

D'une source anonyme les milices appelées « sans échecs » ont été pointées du doigt mais l'administration communale et les forces de l'ordre n'ont pas mis la main sur ces malfaiteurs. Les victimes étaient dites des « banyamisozi » confondus à des frodébistes. A Nyabugeni, des assassinats toujours attribués à ces milices ont eu lieu causant ainsi la mort de huit personnes et certains blessés. Deux personnes qui avaient fui cette attaque ont été confondues à ces malfaiteurs. Embarqué à bord d'une voiture communale pour subir l'interrogatoire, elles ne reviendront plus.

A Busoni, à la proche des échéances électorales, l'instrumentalisation des jeunes finit par recourir aux affrontements entre les militants des partis politiques rivaux. En témoigne la plainte déposée à la C.E.P I Kirundo en date du 27 juin 2005 reçue le 29 de ce mois[77]. Les bavures commises par les membres du CNDD-FDD à l'endroit des militants propagandistes du parti FRODEBU en sont illustratives.
Après les élections de 2005, certains éléments appartenant aux FNL- Palipehutu plus tard FNL, FRODEBU, FRODEBU-NYAKURI et UPD n'ont pas été facilités. Sous les slogans de « hongora injavyi » ou « kangaza », ils ont passé à tabac. C'est peut être ce qui témoigne l'acharnement entre le CNDD-FDD et ces formations rivales

---

[76] Entretien avec anonyme le 19 décembre 2014

[77] Parti Sahwanya FRODEBU, Section Busoni, *« Dépôt de plaintes contre NZIGAMASABO Jean Baptiste et RUGENGAMANZI Léonidas tous deux membres du CNDD-FDD »*, du 27 juin 2005

On pourrait croire au châtiment infligé à ceux qui ne partagent pas la vision avec le parti au pouvoir, rappelle NGENDAKURIYO[78].

La démonstration de force des partis politiques à l'avènement des élections peut aussi se manifester par le sport. Cela peut céder aux affrontements. L'exemple concret est celui du 24 janvier 2010 où l'ouverture d'une permanence des FNL à Kabanga a dégénéré en affrontements, les jeunes du parti au pouvoir ayant troublé les cérémonies parce que munis de bâtons et pierres. Le journal IWACU, à cet incident, mettait en ligne «*Affrontements au royaume de Gihahe*[79]». Les violences politiques se rangent du coté de l'univers électoral, les affrontements engendrent un climat de méfiance vis-à-vis de l'autorité et de la police accusée d'indifférence. L'incident de Kabanga est illustratif. Aussi, le rapport du HRW s'intéressait à cet effet, « *Nous allons vous ligoter et vous abattre*[80]», titre le rapport. C'est en guise d'imitation du chant des jeunes « Imbonerakure » de cette colline qu'est donné ce rapport. Les jeunes des autres partis politiques allaient récidiver face à cet affront ne fut-ce que pour se protéger ou se défendre.

La peur issue des impacts de la violence politique peut pousser à la flotte électorale. Le choix à opérer peut céder place à la volatilité des voix à cause du traumatisme électoral. Le parti auquel on n'a pas allégeance peut profiter de ce fait. Stratégiquement, il est démontré que les violences politiques à Busoni ont un impact sur l'avenir politique.

II.3. La commune Busoni face aux mutations politiques

Les changements politiques qui affectent le pays sont corollaires à la situation politique des entités périphériques. Si le Burundi a été le théâtre des mutations politiques depuis sa reprise d'autonomie, la commune Busoni a été influencée. A la multiplicité des formations politiques à la veille de l'indépendance, il faut adjoindre le monopartisme dès 1966 à 1992. Il faut attendre la constitution de 1992 pour que s'implante à nouveau le pluralisme politique en vertu de la transition démocratique des années 1990.

II.3.1. Du monopartisme au pluralisme politique au Burundi

A la veille de l'indépendance, le Burundi se présente comme un terrain du multipartisme. Des formations politiques existantes en ce temps, deux apparaissent importantes : UPRONA et PDC. Le PDC l'a emporté sur l'UPRONA. La raison de cette rafle est que le patron du PDC dirigeait la chefferie Bwambarangwe-Busoni.

De 1962 à 1965, suite au problème surgi après l'assassinat du prince L. RWAGASORE, les formations politiques perdent l'influence.

L'élection de mai 1965 amplifie les tendances ethniques annihilant ainsi l'expérience démocratique. Le constat est que digérer l'échec pour les politiciens burundais était devenu une insulte. Ne pas supporter la défaite aura ouvert brèche à une opinion qu'il faut tout ou

---

[78] NGENDAKURIYO, V., op.cit.
[79] NKURUNZIZA, (L), HAKIZIMANA, (D) & BIGIRIMANA, (C) in *IWACU* n° 48 du 29 janvier 2010
[80] *Rapport du HRW*, Mai 2010

rien. Le manque de courage face à la défaite électorale amènerait les hommes politiques à une voie sans issue.

Cependant, il faut signaler que l'opposition politique s'affaiblissait par le simple fait qu'elle était peu sûre de remporter la victoire. Ainsi, le silence s'établissait après une défaite. L'après coup d'Etat manqué d'octobre 1965 fait volte-face à la voie démocratique pour nouer les relations avec les coups d'Etat.

Les changements s'opérant, Busoni restera courtisée. De temps à autre, on va assister à la relance des questions politiques grâce à un charisme ou populisme de l'homme politique.

Le constat est que l'opinion politique burundaise et par conséquent celle de Busoni s'aligne derrière un homme plutôt qu'au programme. C'est cela qui expliquerait la faiblesse de nos partis politiques. De ce fait, la perte en vitesse du multipartisme consacre le monopartisme. Le désir de l'unité et du développement harmonieux auraient poussé les anciennes autorités à institutionnaliser le parti unique. Après tant de tractations qui auront coûté vie de certains politiciens, l'arrêté-loi n° 00/34 du 23 novembre 1966[81] reconnaissait ainsi l'UPRONA, parti unique du Burundi.

Cet arrêté-loi se voulait libre exercice de la souveraineté burundaise autour des idéaux du parti unique. Celui-ci inspirerait l'action des organes politiques. En réalité, la formation politique UPRONA devenait Parti-Etat. Dans les coulisses, les actes posés devraient se conformer aux aspirations du peuple. Dans cette logique la population de Busoni va assister aux normes du pouvoir établi.

En réalité, le multipartisme a suivi la vague de démocratisation à travers le continent africain des années 1990. Cela va faire que la constitution de 1992 légifère à propos. Nous avons le devoir d'énumérer les formations politiques œuvrant à Busoni: cinq en 1993, sept en 2005 et dix en 2010.

Le pluralisme politique devenait ainsi une instance de légitimation de la liberté d'expression et donc de la démocratie. Le pluralisme politique, pilier du multipartisme se doit l'ambition de promouvoir la diversité.

A priori, la consécration des principes universels et de valeurs fondamentales tels que la proclamation des droits et libertés, la réhabilitation des partis politiques d'opposition et l'instauration de l'état de droit coiffent cette entreprise. Le multipartisme se veut le rejet de la violence comme mode de gouvernement ou de dévolution de pouvoir.

---

[81] République du Burundi, *BOB*, 5ème année, n° 11 bis, Bujumbura, 1966, p. 493
« Le peuple exerce librement et démocratiquement sa souveraineté au sein du parti unique Unité et Progrès National, UPRONA (art. 1) [...] Toutes les associations à caractère politique qui ont été créées sur la base de l'ordonnance n° 11/234 du 8 mai 1959 sont dissoutes (art.5) ».

II.3.2. Emergence du pluralisme politique à Busoni

A Busoni, les cadres d'expression se sont fait sentir à travers le temps. C'est ici que l'éclosion démocratique tire importance. Il revient à dire qu'un parti politique tel que définit par R.-G. SCHWARTZENBERG est « *une organisation durable, ayant une envergure locale ou nationale, visant à conquérir le pouvoir d'abord et le conserver ensuite avec le soutien du peuple*[82] ».

La commune Busoni n'a pas échappé à cette organisation qui stimule la participation à la vie politique de la commune. En effet, faire prévaloir les idées et les intérêts que vont tirer les membres est le but ultime d'un parti politique.

Néanmoins, derrière cet idéal se cache la conquête du pouvoir et sa conservation avec le consentement du peuple. La conquête ou le maintien du pouvoir s'opère à travers les urnes en régime démocratique. C'est par ce procédé qu'un parti politique gagne ou perd la confiance des citoyens indépendamment de ces stratégies.

Le pluralisme politique à Busoni peut être classé en deux temps. D'abord le multipartisme des années 1960. Ensuite, à la suite de la dynamique des transitions démocratiques africaines le Burundi y compris, on voit naître plusieurs partis politiques dans les années 1990. Dans ce contexte pluraliste, les partis politiques ont refait surface à travers le Burundi. La commune périphérique Busoni a été la cible de ce multipartisme.

De part l'histoire, Busoni a brillé par l'accueil de plusieurs partis dont les uns ont été éphémères. En effet, les éléments originaires des provinces de Kayanza et Ngozi surtout sont dynamiques en matière de participation politique. Ils sont les meilleurs leviers de propagation des idéaux des partis couplés des élites locales.

a. Rôle des élites locales

Pour que les programmes des partis politiques réussissent, il faut des acteurs capables d'orienter le peuple. Chaque société a ses meilleurs éléments les plus dignes d'être choisis, les plus remarquables par leur qualité. C'est parmi cette minorité que s'inscrivent les élites locales. Ces dernières sont alors fleurs de la société. De même qu'une fleur se dresse sur sa tige, les élites entendent dépasser le niveau local.

En commune Busoni, la naissance des partis politiques doit beaucoup aux élites. Celles-ci ont su mobiliser les militants à la cause des formations politiques. Le Dictionnaire Universel définit les élites comme «*membres des catégories sociales jouissant d'une position particulièrement élevée*[83] ». Busoni aurait-il de ces élites ?

Au niveau de cette entité, les gens instruits ont été activistes dans la formation à la participation citoyenne. Si l'élection noue les relations avec la culture démocratique, la domination d'une catégorie sociale est un véritable coup contre la démocratie.

---

[82] SCHWARTZENBERG (R.-G), *op. cit.*, p. 333

[83] CERQUIGLINI, (B) & OILE, (JM), *Dictionnaire Universel*, Paris, Hachette-Edicef, 5ème édition, 2008, p. 421

Néanmoins, le mot élite vient du latin *eligere*[84] signifiant choisir, trier et élire. Avec le pluralisme politique, les élites locales de Busoni vont briller en acteurs politiques. La liberté d'expression relâchée, les mobilisations politiques vont en tirer profit. Ces acteurs soulignés concourent à la vache laitière qu'est la représentativité locale. La motivation des militants des partis politiques est l'affaire desdits acteurs. Les clivages ethniques sont une matière à exploiter. Comme il n'y a pas de parti politique qui puisse revendiquer l'appartenance à un groupe social, les acteurs politiques se veulent rassurant à propos. La démocratisation va cependant se heurter aux violences politiques et va en pâtir.

Aussi dans les années 1960 des élites se recrutent en activistes politiques. Nous citerons par exemple J.B. NTIDENDEREZA alors chef de la chefferie Bwambarangwe-Busoni. Sa mort cède la place à M. NDIMBATI qui deviendra d'ailleurs bourgmestre et ses amis comme A. KAMECA et S. RWASA qui deviendront respectivement administrateurs de Busoni.

Vers les années 1970, les administratifs sont pointés de doigt car ils sont accusés d'avoir mis en exécution les ordres du centre. La répression est un exemple.

b. Le multipartisme des années 1990 à 2010

Le multipartisme des années 1990 est vécu à Busoni sous l'angle de l'émergence des élites politiques de taille. Lors des campagnes électorales les élites locales ont été actives dans la mobilisation politique se transformant ainsi en acteurs politiques. Ce sont les mêmes élites qui ont distribué des cartes des partis politiques. Certains incitaient les gens à choisir les partis politiques de leur mouvance.

A l'UPRONA comme au FRODEBU on aura des icônes. L'exemple ne manque pas, parmi les négociateurs d'Arusha nous avons Jean Baptiste MANWANGARI et le Docteur Jean MINANI. Au premier moment de la gestation des partis politiques ils ont été pionniers dans l'appel à l'enrôlement des électeurs de Busoni.

De nos informateurs, les élites locales de Busoni désertent le lieu pour rayonner au niveau national. Emboiter le pas à ces derniers revient à l'idéologisation des actes. L'exemple concret est celui de NDAYISENGA qui nous a fait croire que son acte de voter pour lui symbolise la prise de conscience de ce qu'il est après tant d'années du monopartisme. C'est pourquoi il a voté pour le changement. Il a voté pour le FRODEBU en 1993[85]. Il ne s'est pas exprimé sur son vote pour les élections de 2005 et 2010.

Les acteurs politiques ou plutôt élites sont les véritables mobilisateurs de l'opinion publique. Les zones sinistrées verront ces catégories de gens pour les raconter le songe de les rétablir dans leurs biens. Une femme N. qui a requis l'anonymat nous a raconté que certains acteurs les empêchent de retourner chez eux pour demeurer dans des sites de déplacés car leur sécurité n'est pas garantie. Ils disent que nous allons rentrer dès que le parti de leur sort aura

---

[84] *www.toupie.org/dictionnaire/ Elite, le 17/8/2013 à 9h 47min.*

[85] *NDAYISENGA, D., 41 ans, agent d'état-civil, enquêté à Kigoma, le 10/11/2014*

gagné. Et pourtant les rapatriés n'ont pas de tels soucis. Nous vaquons à nos activités sans frayeurs[86], réitère-t-elle.

Nous pouvons dire que le rôle des élites locales à Busoni est indéniable dans la formation de l'opinion citoyenne.

L'action des acteurs politiques aura conduit à l'émergence des partis politiques à Busoni à travers le temps. Le pluralisme des années 1990 est en corrélation avec le multipartisme. Le système politique burundais fondé sur plusieurs partis politiques va faire éclosion à l'entité décentralisée de base qu'est Busoni.

•1993

Les partis politiques reconnus par l'administration communale sont : UPRONA, Sahwanya FRODEBU, PRP[87] et RADDES. Le dernier parti a disparu sur la scène politique à Busoni après les élections de 1993. Les militants étaient à l'aise de porter les casquettes, les drapeaux et d'autres insignes du parti.

•2005

Les partis politiques présents sur le terrain politique de Busoni se rangent parmi ceux qui compétissaient en 1993. Il s'agit de l'UPRONA, Sahwanya FRODEBU, PRP, RPB, MRC Rurenzangemero, CNDD et CNDD-FD[88]. Les symboles de tous ces partis politiques étaient visibles. Encore, les T-shirts, les drapeaux et les fanions des partis politiques étaient utilisés pour la mobilisation des ressources.

•2010

Les partis politiques reconnus par l'administration communale sont CNDD-FDD, Sahwanya FRODEBU, UPRONA, RPB, MRC, PARENA, UPD-Zigamibanga, FRODEBU-NYAKURI MSD, FNL.

Parmi les formations politiques sur scène, les unes ont demeuré, les autres se sont effacées au cours du temps. A l'heure où nous mettons notre travail en ligne l'administration communale reconnaît huit partis politiques : CNDD-FDD, FRODEBU-NYAKURI, UPRONA, MSD FRODEBU, UPD- Zigamibanga, MRC-Rurenzangemero et PARENA[89]. Il faut signaler la prolifération des permanences de ces partis politiques, notamment celles du CNDD-FDD sur toutes les collines de recensement. Les autres formations politiques ne les plaçaient qu'au chef-lieu de la commune ou des zones. Encore le port des insignes du parti était plus vécu chez les militants du parti au pouvoir qu'aux autres formations politiques.

Les grandes formations à travers le temps sont notamment UPRONA, FRODEBU, CNDD-FDD.

---

[86] Entretien avec anonyme N. Rusarasi, le 10/11/2014
[87] Compte-rendu de réunion des partis politiques du 26/7/1993
[88] Archives du secrétariat communal de Busoni
[89] Idem.

L'UPRONA reprend les courants les plus anciens. C'est un parti nationaliste du Burundi porteur de l'indépendance Mais son influence diminue à partir des élections de juin 1993. Actuellement, elle recrute parmi les membres âgés. Un vieux NIBOYE a décidé de nous livrer un secret : «*Nibutse ivyiza naronse kuri UPRONA naho nzosigara ndi umwe sinzowuhemukira*[90]».

(Si je me rappelle des biens reçus du temps de l'UPRONA je suis toujours derrière lui, même si je reste seul. Je ne le trahirai pas).

A Busoni cette formation politique reste au rang des milieux âgés, les jeunes n'ont pas souci d'y adhérer en masse.

Le FRODEBU est un parti fondé par les *partisans* de NDADAYE. Cette formation travaillait en clandestinité dès 1986. Légalisée en 1992, elle va recruter plusieurs militants à Busoni.Sous le cliché de *sahwanya*, le FRODEBU aura recruté plus d'adhérents en 1993. KABERA nous a raconté son adhésion au FRODEBU puis au CNDD-FDD : «*J'ai adhéré au FRODEBU car les chefs de l'ancien régime m'ont spolié les legs de mon père tué en 1972 le qualifiant de rebelle*[91] ».

Par là les orphelins de 1972 se soulageraient en adhérant et en votant pour le nouveau parti qui promet l'équité et le Burundi nouveau. Les élections de 1993 font de ce parti favori à Busoni.

Le CNDD-FDD est issu de la contestation de la décapitation des institutions du 21 octobre 1993. D'abord mouvement rebelle, il recrute des jeunes combattants, à Busoni.

Devenu parti politique, il l'emporte sur les autres aux consultations de 2005 où 16 sièges sur 25 à pourvoir au conseil communal sont à son camp[92]. Dès lors. il est mieux implanté à Busoni.

Hormis ces trois formations politiques, il y a historiquement d'autres qui ont brillé par modestie. Actuellement, elles sont invisibles sur terrain. C'est notamment PRP, RPB que le compte-rendu de la réunion des représentants des partis politiques en commune Busoni a mis en lumière après les élections de juin 1993[93].

En 2003, étaient reconnus comme partis œuvrant à Busoni le FRODEBU, l'UPRONA, le RPB et le MRC[94]. Plus tard d'autres partis vont naître le Vert INTWARI, PML, UPD, SAHWANYA FRODEBU NYAKURI, MSD et FNL.

Le paysage politique de Busoni est dominé par le CNDD-FDD tandis que d'autres formations politiques agissent en second rang.

---

[90] Entretien avec NIBOYE, *S., op.cit.*

[91] KABERA, 40 ans, enquêté à Burara, le 13/11/2014

[92] *Rapport du processus électoral du Burundi 2004-2005 n° 440/CENI/P.T/S.A-05*, Bujumbura, Annexes 9 et 10, 2005

[93] *Transmission de correspondance, à Monsieur le Gouverneur de province n° 531.09.02/Mr/251 1993 du 28 juillet 1993*

[94] *Rapport administratif de la commune Busoni n° 531.09.02/216/K.E/r.a 2003*

L'évolution des formations politiques à Busoni de 1993 à 2010 va régressant donnant ainsi preuve que le paysage politique change à travers le temps. Même si le terrain est glissant les stratégies mobilisées pour capter la masse sont porteuses de messages. Il est important de signaler que Busoni a son atout d'avoir une population mobilisable massive.

II.3.3. Evolution de la société civile à Busoni de 1993 à 2010

Après avoir parlé de la société politique représentée par les formations politiques, il est important de penser aux groupes de pression évoluant sur l'espace de Busoni. Ces redresseurs de torts, leviers de la démocratie, sont censés représenter la volonté de l'ensemble de citoyens.

La notion de société civile renseigne sur l'action du monde associatif, syndical et confessionnel.

NAY signale que «*...la société civile renvoie en particulier au secteur associatif, mais aussi aux organisations communautaires, aux ONG, aux organisations religieuses*[95]*...*»

Toutefois, cette notion reste confuse dans ce que la société civile s'attribue la représentation d'un ensemble de citoyens. La société civile évoluant, elle porte sur l'éveil de conscience citoyenne, la formation et l'encadrement de la population et la sensibilisation pour une culture démocratique.

Les organisations de la société civile ont émergé dans le contexte où le monopartisme cessait d'être l'apanage de l'opinion publique. Ainsi, au courant des années 1990, les associations apolitiques transitaient vers la formation des idées pluralistes. Nous noterons la ligue ITEKA et SONERA qui commencent à poser leur premier geste. Plusieurs associations vont naître tout en se dotant des organes.

Ces associations apolitiques auront des adhérents qui sont des ressources humaines qu'elles venaient de gagner. Elles recevaient des fonds de la part des donateurs notamment les puissances occidentales. Il faut dire que ces organisations de la société civile sont les meilleurs leviers dans la sensibilisation des citoyens.

D'une façon générale, il s'agit des structures sociales, économiques, culturelles et religieuses qui œuvrent en dehors de l'Etat. Bref, c'est ce qui reste quand l'Etat se désengage des affaires publiques.

a. Les confessions religieuses

A Busoni, la société civile semble s'étaler sur les confessions religieuses et diverses associations. La commune ne disposant que d'une composante périphérique, les organisations de la société civile mènent le débat centré sur la conscience citoyenne. La consolidation de la démocratie résultante de l'avènement du multipartisme se meut par la formation et l'encadrement du peuple. L'église étant le relais d'une assemblée, les croyants sont les mieux enviés à cette culture démocratique. Toujours est-il que le manque de débat qui se fait attendre cède place au manque d'information sur les pratiques et principes de la démocratie.

---

[95] NAY, (O) et al., *Lexique de Science politique. Vie et institutions politiques*, Paris, Dalloz, 2008, p. 505-506

Les confessions religieuses qui œuvrent dans la commune Busoni sont nombreuses. Nous citons celles inscrites sur la liste des églises ou mosquées en octobre 2014.

Tableau des Eglises œuvrant dans la commune Busoni au 22/10/2014

EGLISES OU MOSQUEES	NOMBRE
1. Pentecôte	30
2. Catholique	22
3. Foursquare	13
4. Anglicane	9
5. Morave	9
6. Adventiste du 7ème jour	8
7. Islam	8
8. Isoko ry'ubugingo	5
9. Imvugabutumwa	4
10. Assemblies of God	2
11. Baptiste	2
12. Elimu	2
13. Vivante	2

Au temps réel, les campagnes de sensibilisation des organisations de la société civile se manifestent lors des descentes sur terrain en période électorale. Cependant, les confessions religieuses canalisent les aspirations de la population de Busoni parce qu'elles sont à sa proximité. Leurs connaissances des moments de détresse donnent couleur au CNDD-FDD en 2005 ce qu'avait gagné le FRODEBU avec son mot d'ordre «sahwanya» en 1993. Par conséquent, les confessions religieuses ont été des soutiens importants aux acquis démocratiques.

La stratégie des confessions religieuses dans la sensibilisation des fidèles quand à leur valeur aboutit aux choix à opérer dans leur participation politique. Cette dernière revêt les principes et pratiques démocratiques. Ainsi le signale Marie-Soleil FRERE : «*Les élections qui permettent la compétition entre les partis, constituent une pratique nécessaire au bon fonctionnement de la démocratie. Elles donnent au peuple la possibilité de choisir librement ses dirigeants en fonction de leurs valeurs*[96]».

La rationalité de la population sensible et consciente des problèmes qui la guette s'observe dans le choix opéré.

Les confessions religieuses en commune Busoni bien que collaboratrices de l'administration locale semblent donner coup de pouce au multipartisme. Des différentes confessions qui ont fait émerger la valeur du citoyen à partir des opinions, nous noterons les églises chrétiennes.

[96] FRERE. (M. –S.), *Presse et démocratie en Afrique francophone, les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris. Karthala. 2000. p.32

La religion catholique l'emporte sur les autres. Cela apparaît dans le rapport administratif de la commune :

« *L'église catholique en collaboration avec l'administration ont organisées deux journées de manifestation et prières pour la paix à l'intention de toute la population, toutes les religions confondues. Toutes les autres religions n'ont pas réalisées aucune activité*[97]».

Ces derniers sont comme des associations où jaillissent et convergent les opinions relatives à la vie sociale des fidèles de la paroisse Murore qui couvre presque toute la commune Busoni. Au moment où nous mettons le travail en ligne une succursale de Murore venait d'être érigée en paroisse. Les journées dominicales sont importantes dans la formation citoyenne des fidèles.

Le commentaire des lectures du jour est orienté vers la vie courante. Les défis de la population sont relevés ce qui peut contribuer à orienter les adeptes lors des consultations populaires.

L'influence des confessions religieuses vis-à-vis des fidèles va au maintien ou changement de la représentation locale. Nous lisons la tolérance envers les tierces personnes prêchée dans tous les lieux de cultes.

D'une façon générale, les confessions religieuses de Busoni sont des relais de prise de conscience et d'encadrement de la population. C'est une stratégie indubitable au bon fonctionnement de la politique locale. Cela transparaît dans l'appréciation générale des activités des églises où l'église catholique est modèle : « *Nous louons l'initiative de l'église catholique qui vise à ramener la paix et la réconciliation au Burundi à travers le volet justice et paix et la réconciliation qui est fonctionnel jusqu'au niveau de base*[98] ».

Par la présente, les organisations religieuses revêtent une importance dans la sensibilisation de la population de Busoni. Ce sont des organes de mobilisation de citoyens à la vie sociale.

b. Les associations sans but lucratif

Dans la perspective de l'évolution de la société civile à Busoni de 1993 à 2010 viennent se joindre les différentes associations. La volonté de défendre les intérêts communs fait que certaines personnes se réunissent dans un dessein commun et non lucratif. Ce sont des canaux de mobilisation à la vie publique.

Les associations de ce genre à Busoni datent de l'après 1993. Les associations partent des groupements volontaires en permanence. Ces groupements sont formés par plusieurs personnes quel qu'en soit la forme et le but poursuivi. Cette spécificité d'une convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs connaissances et leurs activités revêt la liberté d'entreprise et la liberté d'expression.

---

[97] *Rapport administratif de la commune Busoni, op. cit.*
[98] *Rapport administratif de la commune Busoni n° 531.09.02/216/ K.E/ r.a/2003*

Au concret ce sont les associations qui datent des années 2000. Cependant, le rapport administratif de la commune Busoni de 2003 laisse apprécier les 141 différentes associations[99]. C'est dans le but d'édifier une opinion sur les défis de la commune que se sont installés l'Association des Jeunes pour la Paix et la Lutte contre le SIDA (AJPLS) et le centre des jeunes de Busoni datant respectivement de 2004 et 2005.

Ces associations ont pour rôle la sensibilisation de cette catégorie de gens sur les problèmes qui hantent la jeunesse. Outre cette sensibilisation nous avons appris de SEZIBERA L., ancien représentant du Centre des jeunes de Busoni que cela entre dans la ferme volonté de former les jeunes à la citoyenneté et l'encadrement de ces derniers surtout les après-midi et pendant les vacances scolaires[100].

Ne mine de rien, nombreuses associations s'activaient en agriculture. Néanmoins, d'autres orientations restent à désirer. Ces associations ont comme écologie la vaste entité décentralisée. La liberté d'expression ouvre à d'autres fins dont la pression.

De ces redresseurs de torts nous citerons ceux fournis par le représentant de CDF à Busoni NSENGIYUMVA J.M. : CROIX-ROUGE BURUNDI, CARITAS, LIGUE ITEKA, Conseil des Bashingantahe, APDH, APRODH, COSOME, OLUCOME, COMISSION EPISCOPALE JUSTICE ET PAIX, RBP+, APECOS, EMUSO, UNIPROBA, AFEV, NFD, AIDEB, FONAREC/J.T, FORSC. Ce représentant a tenu à rappeler que parmi ces organisations peu disposent de bureaux en commune Busoni. Lorsqu'elles veulent rencontrer leurs collaborateurs ou une catégorie de la population, elles utilisent la salle de réunion du centre de réconciliation. Elles sont utiles dans l'encadrement et la formation citoyenne.

Néanmoins la liste que nous avons trouvée au secrétariat communal nous donne un effectif inférieur. Voici la **liste des organisations de la société civile détenue par le secrétariat communal au 22/10/2014:**

-Conseil des Bashingantahe

-NTABARIZA

-SPDDF (Synergie des partenaires pour la promotion des droits de la femme)

-LIGUE IZERE

-PISTE

-ALUVD (Association pour la lutte contre les violences domestiques)

C'est en marge de cela que font signaler ORBAN et FORTMANN les propos ci-après :

« *C'est l'action de pression qui est mise au premier plan, au travers des interventions auprès des décideurs avec comme objectif d'amener ces derniers à des choix favorables aux intérêts*

---

[99] *Rapport administratif de la commune Busoni, op.cit.*

[100] SEZIBERA L., 36 ans, ancien représentant du centre des jeunes de Busoni enquêté à Rusarasi, le 13/11/2013

du groupe[101]». Comme l'autorité communale peine à répondre aux doléances de la population, il est mieux de la convaincre en associations. C'est ce que signale SEZIBERA qui est parvenu à obtenir satisfaction aux soumissions des membres du Centre des jeunes à l'administration communale.

Cette expression ne reçoit pas toujours avantage. Le cas concret se développe dans les relations entre associations et administration. « *L'Administrateur effectue des visites régulières à ces associations pour les encadrer et leur prodiguer des conseils nécessaires*[102] ».

Il faut néanmoins souligner que les associés peuvent appartenir à des formations politiques différentes. Lorsque le plus grand nombre d'associés sont militants d'un même parti politique, il ya risque d'influencer le groupe devenant ainsi le champ politique. Ainsi le caractère non lucratif peut être récupéré par celui politique.

Les associations sont efficaces dans le développement des consciences de la population à Busoni. Du fait que les associations ne revêtent pas un caractère discriminatoire, les associés sont libres de mouvement L'encadrement et la formation des citoyens sont les dividendes de ses groupements de personnes. L'individualisme n'a pas de poids que le travail collectif. Le mobile des associations sans but lucratif (A.S.B.L) est l'éveil de conscience des associés.

---

[101] ORBAN, (E) et FORTMANN, (M), sous dir., *Le système politique américain*, Québec, Les presses de l'université de Montréal, 2001, p. 77

[102] *Rapport administratif de la commune Busoni, op. cit.*

Conclusion partielle

En guise de conclusion, la situation administrative, politique et sociale de la commune Busoni a été inscrite dans le cadre d'analyse des différentes réformes administratives et mutations socio-politiques. En effet, Busoni fut une chefferie avant d'être fusionnée avec Bwambarangwe. Les réformes administratives qui se sont poursuivies ont élargi les deux entités en communes. Busoni va confronter les défis socio-politiques qui s'opéraient dans le pays. Les violences antérieures et postérieures à 1993 sont des exemples illustratifs. Le monopartisme y avait fait son assise. Le vent de démocratisation des années 1990 ne l'a pas épargné. C'est ainsi que la population de Busoni a été sollicitée pour adhérer dans plusieurs partis politiques. Ainsi, l'opinion publique venait de gagner un espace d'expression. Toujours est-il que l'adhésion dans ces partis a imprimé le choix politique. Nous ne pouvons pas oublier de mentionner que l'évolution des formations politiques n'a pas été la même. Les unes ont progressé, les autres ont été éphémères. La société civile a évolué vers la sensibilisation des citoyens en associations. La population nécessitait la prise de conscience des mutations socio-politiques auxquelles elle fait face.

CHAPITRE III: STRATEGIES DE MOBILISATIONS POLITIQUES LORS DES ELECTIONS DE 1993,2005 ET 2010

Les partis politiques optent pour des stratégies dans la recherche des militants. Les formations politiques ont recours à la propagande et à la mobilisation des citoyens.

Les tactiques des formations politiques au cours des échéances électorales de 1993,2005 et 2010 sont le reflet des contextes socio-politiques et les enjeux diversifiés. C'est ainsi qu'elles ont suivi les différentes tactiques pour conquérir les voix des citoyens.

Néanmoins, l'évolution des partis politiques à Busoni de 1993 à 2010 nous montre que les uns ont gonflé leur nombre d'adhérents alors que les autres ont vu leurs militants diminuer. Ceci dit, le parti FRODEBU qui prônait, en 1993, le changement du régime pour « construire un Burundi nouveau[103] » a bénéficié de plus d'adhérents aux dépens de l'UPRONA au pouvoir. Le même scénario de changement s'est opéré en 2005 quand le FRODEBU a vu le CNDD-FDD émerger. De même, certains membres de l'UPRONA passaient au MRC et au PARENA. En 2010, les manœuvres du parti au pouvoir ont triomphé face à certains concurrents qui ont fini par boycotter les autres scrutins après les élections communales.

Force est de constater que la mobilisation politique a bénéficié des charges. En effet, le Burundi connaissait une histoire sombre des années 1972 et 1988. Il était grand temps de transcender les clivages qui divisaient les Burundais. Effort biaisé car le coup d'Etat d'octobre 1993 va laisser les partis recourir à l'argument nécrologique. C'est ce qui expliquerait le slogan usé par le CNDD-FDD en 2005 que seule la mauvaise gouvernance tue et non l'ethnie. En 2010, la consolidation de la paix retrouvée et la transparence des élections étaient des enjeux de taille. Pour rappel la scission au sein des partis politiques comme le FRODEBU et le FNL était une triste réalité à la veille des élections de 2010.

Toujours est-il que les partis politiques à Busoni parviennent à mobiliser les consciences, les esprits et les ressources. De là, ils diffusent une offre politique d'autant plus que la société se trouve dans une position de demandeur. Autant de recrues ou de sympathisants à leurs causes sont attendus.

Il est fort évident que les formations politiques n'ont pas toutes réussies à manipuler les citoyens au même titre. C'est ce qui explique la popularité des unes et la perte de vitesse des autres. Sur terrain, les stratégies adoptées les ont départagées au cours de ces trois échéances électorales.

En outre l'évolution des manœuvres politiques de 1993 à 2010 nous a révélé la façon dont le climat politique était ressenti.

En commune Busoni, lorsqu'il ne reste que quelques mois pour aller aux urnes ; les partis politiques s'en rendent compte et intensifient leur campagne. Ceux qui croisaient les bras deviennent vite désormais convaincus qu'il n'est plus le temps.

---

[103] NTIBAZONKIZA, (R.), *Biographie du Président Melchior Ndadaye. L'homme et son destin*, Sofia, Bulgarian Helsinki Committee, 1996, p.184-186

Les formations politiques déploient leur arsenal politique pour séduire l'électorat : fanions, T-shirts et affiches. Les voyages deviennent fréquents et la générosité des prétendants candidats est lue sur leurs lèvres[104], rappelle l'enquêté de la colline Gatare.

Ainsi comme le souligne GAXIE: « *...tous les candidats tendent à tenir des réunions publiques, à placarder des affiches, à s'adresser aux électeurs directement ou par l'intermédiaire de divers supports écrits*[105] ».

Les stratégies sont légion et la campagne de rapprochement des électeurs devient bouillante. Certains week-ends des candidats issus des formations différentes œuvrant à Busoni défilent pour s'entretenir avec la population. Curieusement, ce sont les mêmes personnes qui viennent à ces rencontres alléchées par les verres de bière distribués par leurs donateurs. Le message leur apporté peut ne pas les préoccuper. L'exemple n'est pas loin. J. MINANI en 2005 a dû faire ériger une école et sa propre maison disait-il à sa colline natale lorsque sa candidature était prévisible. Cet homme jadis inaccessible aura salué les gens de sa colline. C'est le même scenario qui s'est produit chez J.B. NZIGAMASABO qui fait séjour à sa colline et qui y érige un bistrot à la veille des élections de 2010 pour se rapprocher des mandants, disait-on.

Désormais les deux hommes issus des formations politiques différentes ont vu leur renommée grandissant au point qu'ils ne passaient inaperçus dans leur circonscription.

Et MAAREK de l'affirmer : « [...] *la disponibilité du candidat pour les électeurs de sa circonscription [...] est un acte de communication politique en soi, une promesse de proximité implicite*[106] ».

Ceci explique que la proximité d'un mandataire peut être utile dans la résolution de certains défis en régime démocratique d'autant plus qu'il est l'émissaire du peuple de sa localité avant d'être national.

III.1. Les usages politiques de l'histoire

a. 1993

La commune Busoni a vu les agents légitimateurs du FRODEBU en 1993 employer la technique de mobilisation se focalisant sur les disparitions de 1972. Nous avons aussi jugé bon de ne pas éloigner les faits parce que la crise de 1988 a secoué Ntega une des communes de la province Kirundo dont Busoni fait partie. C'était une alerte pour la population de Busoni qui s'est réveillé sous le bruit des hélicoptères qui survolaient l'espace.

Un enquêté nous a déclaré que des gens qui ont grandi dans le dénuement, le manque de liberté d'expression ont reçu l'argument dans la mobilisation ethnique et par conséquent dans le combat politique, comme l'affirme N.G. de Mukerwa[107].

---

[104] NZOKIRANTEVYE, M., 32 ans, militant du CNDD-FDD, Gatare, le 05 /07/2014
[105] GAXIE, (D), *La démocratie représentative, 2ème* édition, Paris, Monchrestien, 1996, p.53
[106] MAAREK, (P), *Communication et marketing politique* ,3ème édition, Paris, Lexis Nexis, 2007, p.375
[107] *N. G, conseiller en 1993 enquêté à Mukerwa le 07/07/2014*

En effet, face à tous ces maux dont ils souffraient sous le régime du parti unique, la vindicte populaire à Busoni était attendue à l'UPRONA au pouvoir. Dès lors, l'exploitation, la très faible représentativité de la masse majoritairement hutu n'avaient qu'à imprimer cette stratégie de la mobilisation de l'ethnie et par conséquent à l'infiltration d'une idéologie de réforme du système en place comme le signale BURDEAU : « *Des hommes écrasés par une condition misérable à laquelle ils ne voient pas d'issues, sont perméables à une idéologie qui leur promet l'accession à un monde meilleur, pour peu qu'ils s'affranchissent de la torpeur où les maintient celui qui les accable* [108] ».

Nous parlons alors de la mobilisation souterraine pour qualifier les différentes mobilisations officieuses livrées à des populations hutus en vue de les faire croire que toutes les souffrances endurées, la très faible représentativité des hutus dans l'administration et dans l'armée relèvent de la politique de l'UPRONA.

A la prise de conscience de son identité politique qui le rapprochait de son ethnie, le hutu était appelé à conjuguer les efforts avec les membres de son groupe social pour vaincre le responsable de l'oppression lors des scrutins. Ainsi, l'épanouissement politique, économique et social était gagné aux partisans du Burundi nouveau.

b. 2005

A Busoni, cette part nécrologique n'était pas abandonnée par le CNDD-FDD dans sa conscientisation malgré la prédication axée sur le rassemblement de la population, toutes catégories confondues. En coulisse, ses hommes véhiculaient l'idéologie ethniste par la mobilisation des disparitions pendant les différentes crises qui ont endeuillé le pays. Un démobilisé NKUNZIMANA de la colline Rurende nous le déclare : « *Ku rugamba twarabajijwe : Ni nde muhutu w'incabwenge atataratujwe mu 1972 ? Ni nde muhutu atahungiye mu Rwanda muri 93 canke ahandi ? Mumenye ko abatutsi basigaye mu gihugu. Murafatira kuri ico mu kwigisha umugambwe ariko ku mugaragaro muvuge ko hatica ubwoko mugabo intwaro mbi*[109] ». Notre traduction : Sur le champ de bataille on nous a interrogés : Quel est le Hutu intelligent qui n'a pas été persécuté en 1972 ? Quel est le hutu qui n'a pas fui vers le Rwanda en 1993 ou ailleurs ? Sachez que les Tutsi sont restés hébergés dans le pays. Partez de là pour enseigner le parti mais pendant la journée déclarez que l'ethnie ne tue pas mais en revanche ce qui tue c'est la mauvaise gouvernance.

Ces propos ravivent la mobilisation de l'ethnisme.

Chez certains tutsi, le problème identitaire persistait. L'exemple concret est celui de NE qui a requis l'anonymat : « *Ces membres du CNDD-FDD ne diffèrent pas des frodébistes qui ont massacré les tutsi en 1993. Sachez votre identité* [110] ». Ces propos semblent faire écarter les tutsi du CNDD –FDD.

---

[108] BURDEAU, (G), *Traité de science politique, t. 3, v.2, La dialectique de l'ordre et du mouvement*, Paris, LGDJ, 1981, p. 157

[109] NKUNZIMANA, N., 39 ans, démobilisé, enquêté à Rurende le 09/07/2014

[110] NE, Anonyme, déplacé à Rusarasi enquêté le 09/07/2014

Nous pouvons rejoindre NGOYAGOYE quand il écrivait que : « *Le processus de prise de conscience peut conduire soit à une intégration dans un ensemble plus grand où les différences sont connues comme des complémentarités enrichissantes, soit à un radicalisme ethnique s'il s'accompagne d'une haine de l'autre...* [111] ».

En effet, la campagne de mobilisation des identités était menée dans des milieux divers dont Busoni. C'est l'exemple du FRODEBU qui plongeait même dans la biographie de certains concurrents tel que l'organe Net Press de Jean Claude KAVUMBAGU l'a mis en ligne dans son édition du 5 juillet 2005 quand il écrit que : « *Le FRODEBU a essayé en vain de mener une campagne anti-tutsie auprès de l'électorat hutu. Il a présenté le CNDD-FDD comme un parti truffé de Tutsi, à la solde de Paul KAGAME, Président tutsi rwandais ; tout comme RADJABU, l'homme fort du CNDD-FDD, qui serait le cousin de l'homme fort de Kigali*[112] ».

A Busoni, lors de la campagne électorale de 2005, la rumeur circulait comme quoi le FPR aurait accordé le charroi au CNDD-FDD pour cette fin.

Le FRODEBU avait oublié que le même électorat savait qu'il hébergeait des tutsi en son camp et qu'il venait de passer toute une décennie avec le principal partenaire d'obédience tutsi, UPRONA. Bref, en politique, tous les moyens sont bons pourvu qu'on atteigne le but, selon le principe machiavélien.

c. 2010

Si la mobilisation ethnique a été employée comme carte de mobilisation de l'électorat, en 2010, les formations politiques se sont abstenues de l'utiliser. Au fond, on pouvait voir les forces politiques d'obédience hutu, disait-on, se quereller. L'exemple illustratif est celui des jeunes du CNDD-FDD contre ceux des FNL à Kabanga ou les adversaires membres du FRODEBU –NYAKURI à Nyagisozi.

Rappelons que le FNL avait cessé de montrer leur qualité de hutu en perdant leur qualificatif de Palipehutu pour être agréé. Notons en plus qu'autrefois que des FNL opéraient de façon complètement souterraine dans la commune Busoni. De même les membres des partis d'obédience tutsi se disculpaient mutuellement.

Malgré l'abandon du critère ethnique dans les mobilisations politiques de 2010, des séquelles du mal burundais héritées de la guerre civile de plus d'une décennie persistaient.

Néanmoins, la mobilisation politique a cessé d'être ethnisée pour donner place au régionalisme. Dans certaines localités de Busoni, certains brandissaient les couleurs du FRODEBU NYAKURI pour le simple soutien de son président natif de la commune. L'exemple illustratif est celui de NGENDAKUMANA qui nous a dit : « *Kuvyerekeye amatora yo mu 2010, umugambwe FRODEBU NYAKURI niwo twahimirijwe gutora kubera*

---

[111] NGOYAGOYE, (E), « A propos de l'identité ethnique » in *Au cœur de l'Afrique*, T. LXI, n° 2-3, Bujumbura, Presses Lavigerie, avril-septembre 1995, p.458

[112] MANIRAKIZA, (M.), *Burundi : Les écoles du crime (1994-2005 2006)*, Bruxelles, Le Roseau vert, 2007, p. 180

indongozi yawo ari imvukira y'iwacu [113]».Ce qui peut se traduire (En ce qui concerne les élections de 2010 nous étions mobilisés pour élire le FRODEBU NYAKURI parce que son leader est le natif de chez nous).

Nous entendons par ici que le critère natif remplace celui ethnique même si c'était déguisé. Encore faut-il indiquer que le candidat présidentiel du CNDD-FDD étant natif de Ngozi, les habitants de Busoni originaires de cette province pouvaient aisément se rallier à ce candidat .Certains voyaient en lui le favori de l'unique province. Ils n'hésitaient pas à dire qu'après l'avoir élu, les privilèges seraient étendus à sa province plutôt qu'à Kirundo et à Busoni en particulier. D'où le sens de l'adage rundi « amazi ntatemba aduga » ce qui veut dire l'eau ne coule pas en montant.

D'autres voix disent que certains upronistes appelaient de leurs vœux les gens à voter au moins pour un natif au cas où ils ne préféreraient pas l'UPRONA.

Au regard de ces opinions nous pouvons rejoindre les travaux de l'école de Columbia qui donnent place au déterminisme social. En effet, la campagne électorale active et renforce les prédispositions existantes.

Il faut dire que la mobilisation ethnique n'a pas disparu pour autant. Même dans les instances de décision on vit la reconnaissance officielle de la division hutu-tutsi. La longueur des débats pour des raisons personnelles en dira plus. D'ores et déjà les dirigeants hutu ne sont pas différents de leurs frères tutsi. Un mauvais dirigeant hutu n'est pas mieux ou pire qu'un mauvais dirigeant tutsi.

III.2. Dénigrement/ diabolisation de l'adversaire politique

Notre point se rapporte essentiellement au discours tenu pendant la campagne électorale où les propagandistes d'alors s'en tenaient à s'attaquer verbalement.

a.1993

1° FRODEBU

A Busoni, les agents propagandistes du FRODEBU qui se fâchaient contre des propos diffamatoires de l'UPRONA, leur rendaient la pareille. Ainsi, ils politisaient toutes les difficultés et souffrances que les membres du FRODEBU ont endurées sous le régime du parti unique. Au meeting de Kabanga au mois de mai 1993, le candidat Ndadaye n'a pas oublié de déclarer aux membres du FRODEBU qu'ils étaient exploités, qu'ils ont été expulsés par le régime UPRONA, indique MUTABAZI alors conseiller communal en 1993[114].

Une fois imputé la responsabilité de toutes les souffrances de leurs partisans à l'UPRONA, les mobilisateurs du FRODEBU allaient endosser les manquements politiques enregistrés depuis 1966. Ces événements servaient de carte au FRODEBU, laquelle carte contribuerait à décider beaucoup de hutu à regagner les rangs du parti FRODEBU.

---

[113] Entretien avec NGENDAKUMANA, E., 41 ans, Nyabugeni, le 9/7/2014

[114] MUTABAZI, N., 46 ans, Conseiller de l'Administrateur en 1993 enquêté à Ngozi, le 05/08/2014

En plus, le candidat Ndadaye constatait qu'il y a eu autant d'événements malheureux. Le chantage des autorités administratives issues du parti unique ne cessait de marquer l'anecdote que le Burundi n'a jamais subi de catastrophe. C'est fort provoquant pour celui qui a souffert de ces maux. A l'UPRONA la salutation de la paix était antinomique car toutes les catégories sociales n'ont pas bénéficié de cette paix sous son régime « kari akarimi iyo mporona=c'était du chantage cet UPRONA »[115], nous confie MUTABAZI.

Ce discours était de nature à dresser beaucoup de hutu. Ces derniers allaient savoir à quel parti porter confiance. Ceci rappelle aussi le discours du candidat Ndadaye du 9 août 1992 au stade FFB où il déclara : « *Ngira ngo muri mwebwe nta muntu n'umwe ayobewe yuko hari abantu bapfunzwe bazira ubusa, nk'uko hari abantu ubuzima bwabo babutakaje batazi igituma. Bavuga ngo naka yavuze gutya, ni umugumutsi, ni umumenja /... /* [116] » ce qui se traduit :

Je me dis que parmi vous personne n'ignore qu'il y a des gens qui ont été emprisonnés sans motif, comme il y a des gens qui ont perdu la vie sans savoir pourquoi. On disait que tel a dit ceci ou cela, c'est un révolté, c'est un rebelle.

Nul n'ignore que les applaudissements qui ont suivi ce discours prouvaient que son contenu et sa signification étaient alléchants. De tel discours rencontrait l'assentiment de l'audience constituée de la majorité paysanne.

C'était d'une part, dresser la majorité contre l'ex-parti unique, responsable de toutes ces bavures. D'autre part, c'était susciter la sympathie de la population envers le candidat du FRODEBU lorsqu'il se proposait de mettre fin à cet état de fait.

2° UPRONA

Du côté de l'UPRONA. la politisation des antagonismes ethniques apparait dans la désignation du FRODEBU comme parti des hutu, assemblée tenante, au meeting du candidat BUYOYA à Murore par le président de l'UPRONA Mayugi, nous le confie KARANGWA, participant au meeting[117] : « *Noneho barundi haj'umugambwe ntaho utaniye na front commun kandi bavuga kwari uw' abahutu...* » (Eh bien burundais il vient de paraître un parti qui ne diffère en rien du front commun et ils disent que c'est un parti des hutu).

L'ex-parti unique passait à la description de l'adversaire politique comme une formation politique dont la vision risquait de replonger le pays dans les massacres interethniques. Ceci est le contenu d'un extrait du discours de MAYUGI du 25 octobre 1992 :

« *Hari abantu bamwe bamwe bibaza ko bazotunga bagatunganirwa banaka bigijweyo, ukamengo ntibazi ko amacakubiri atereye uburundi. Dutegerezwa kurwanya abo bantu kugira ngo amaraso ya bene Burundi ntaze asubire guseseka*[118] ». Ce qui peut se traduire :

---

[115] *Idem*

[116] *Extrait du discours de NDADAYE cité par* NTAKIRUTIMANA, (S), *Les causes de la défaites de l'UPRONA aux élections de juin 1993 : Essai d'analyse*, mémoire, Bujumbura, UB, 1999, p. 57

[117] KARANGWA, G., 58 ans, Enseignant enquêté à Rusarasi, le 6/07/ 2014

[118] *Extrait du discours de MAYUGI Nicolas cité par NTAKIRUTIMANA, (S), op.cit., p.58*

Il y a quelques personnes qui pensent qu'ils n'auront la richesse et la tranquillité que quand les autres sont écartés ou ne seront plus de ce monde, comme s'ils ignoraient que les divisions n'ont jamais apporté le bonheur au Burundi. Nous devons combattre ces gens pour que le sang des burundais ne soit encore versé.

La formation politique citée nommément était le FRODEBU. Aux yeux de MAYUGI et la plupart des ses proches. les pratiques du FRODEBU étaient divisionnistes et anti-démocratiques. Les upronistes avisés voyaient en leur rival le parti qui allait drainer plus d'adhésion chez les hutu majoritaires dont le discours de NDADAYE avait rencontré l'approbation.

Si les agents propagandistes du FRODEBU se bornaient à persuader le public en faisant valoir les pertes de vies humaines et le mécontentement de 1972, les upronistes brandissaient les réalisations de leur formation politique pendant plus de deux décennies. Il est évident que le rival de l'UPRONA soit accusé de divisionnisme poussant à l'extrémisme hutu. Pendant la période de campagnes électorales, l'UPRONA voulait disqualifier son adversaire par tous les moyens possibles.

Le président de l'UPRONA dans son discours au meeting tenu à Murore qualifie le FRODEBU du parti des hutu, du Front Commun d'antan, le coq qualifié de hibou, indique MBONABUCA C. un frodébiste de Rurira[119].

Du fait que le FRODEBU à travers ses organes de propagande s'engageait à conscientiser la population à la façon de changer de régime monopartite, il était accusé d'être marxiste, de mobiliser une vision ethnique, etc. Le Président BUYOYA écrit à ce propos : « *Cette vision où les tutsi seraient des exploiteurs et les hutu des exploités est élaborée à partir d'un marxisme mal assimilé, mal digéré. Elle n'est pas due à la naïveté de ses auteurs, elle a un but précis : mobiliser la majorité hutu en leur désignant un bouc émissaire de tous les malheurs qui seraient les tutsi*[120]».

A part cela, nous pouvons aussi voir aussi quelques illustrations qui font venir du FRODEBU l'origine des malheurs qui ont endeuillé le Burundi. Si l'on a qualifié le coq (isake) de hibou (igihuna) alors que ce dernier représente un oiseau de mauvais augure, le motif était de décourager ses membres. Nous avons relevé des chansons comme : «Yoo yoo Kinyamwanira » «Baraguhenze Kinyamwanira ». (=Yoo yoo charognard, on t'a menti charognard) qui allait freiner l'assentiment au candidat du FRODEBU. Finalement, noircir l'adversaire allait devenir règle. Au FRODEBU, on passait à la récidive en décourageant l'UPRONA « Murababwira muti: twarabahinyuye » ce qui se traduit (=Dites-leur : nous vous avons démasqué).Et le FRODEBU rejetait ainsi en bloc les enseignements de son adversaire face à son audience, rappelle RUZINDANA[121].

---

[119] MBONABUCA, 42 ans. militant du FRODEBU enquêté à Rurira. le 06/07/2014

[120] BUYOYA. (P). *Mission possible : Construire une paix durable au Burundi,* Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 69

[121] RUZINDANA E., 41 ans. Enseignant au Lycée communal de Busoni enquêté à Rusarasi, le 09/07/2014

Le noircissement mutuel ne va pas sans conséquence pour les partis en compétition. Le FRODEBU va voir la majorité courir derrière lui tandis que l'UPRONA perd sa légitimité. C'était donc une stratégie mise en œuvre pour attirer l'attention de la population.

Quant au PRP qui avait conduit sa campagne par la distribution matérielle à la population pour l'attirer s'est vue minorisé par ses adversaires actifs (UPRONA et FRODEBU).

Le PRP déclarait sa neutralité par rapport à la question ethnique. Ainsi, il renvoyait la balle dans le camp de ses adversaires. Il se voulait réconciliant. A l'UPRONA, le PRP voyait un carrefour d'hommes malhonnêtes et injustes qui ne tolèrent pas surtout que son président était frappé du cas d'inéligibilité. Au FRODEBU, l'UPRONA décriait le climat de vengeance mais aussi d'intolérance. Même si le PRP s'en tenait à ses deux rivaux, il n'était pas vierge comme il le déclamait. Face à sa réconciliation, le FRODEBU taxait le PRP de parti du système monarchique qui voulait le retour de la monarchie. Le FRODEBU ne s'en arrêtait pas là car même le RADDES était considéré comme une création de l'UPRONA.

Malgré les divergences d opinion, les principaux points de leurs programmes au niveau national ne laissaient pas orifices à cette division ethnique comme nous allons le voir.

b.2005

Le dénigrement de l'adversaire politique est une des stratégies des mobilisations politiques lorsqu'il faut s'attirer la sympathie de la foule en simulant le pessimisme à autrui.

En 2005, la mobilisation pour les élections communales valait aussi pour les législatives.

Ici, il faut dire que lorsque la formation politique est choisie en premier lieu, le deuxième scrutin est généralement sanctionné par l'approbation des premiers gagnants. Des formations politiques ont animé des scènes de dénigrement mutuel.

Deux partis rivaux, le FRODEBU et le CNDD-FDD ont marqué le climat tendu où des propos diffamatoires, des insultes ou des menaces ont illustré des séances publiques de campagne. Nous faisons aussi allusion aux menaces d'atteintes physiques occasionnés par deux hauts responsables de ces deux partis. Il s'agit de l'incident qui s'est produit à Kubaniro. Le véhicule de Jean Baptiste NZIGAMASABO alias Gihahe du CNDD-FDD a failli cogner celui du Dr Jean MINANI, alors président du FRODEBU, avec sa garde composée de sud-africains. On n'en dit pas des insultes et des propos diffamatoires déferlé par Gihahe à l'endroit de son frère Gérard RUZAGIRIZA alors frodébiste, dit un témoin oculaire qui a gardé l'anonymat[122].

En effet, les campagnes de mobilisation politique de 2005 se tenaient après le brassage des forces de la défense et la démobilisation. Les démobilisés ont été mobilisateurs surtout du CNDD-FDD qui ne manquaient pas de dénigrer les responsables de base issus des autres partis politiques.

---

[122] *Enquête réalisée à Kubaniro, le 19/12/2014*

Lors de la campagne électorale de 2005, les mobilisateurs scandaient des slogans comme ceci : « Qui vous a libéré des buissons ? », les militants répondaient c'est le CNDD-FDD. « Qu'est-ce que vous fuyiez ? » La réponse était le pouvoir dictatorial militaire. « Est-ce que vous allez garder confiance à eux ? ». La réponse était non. Ils demandaient alors l'assemblée de voter le CNDD-FDD à 100%.

D'un côté, le CNDD-FDD est en position de force. Les membres pouvaient espérer le changement sans passer par le dénigrement du FRODEBU ou autres partenaire politiques. De la révolte au cas où CNDD-FDD venait à remporter les élections.

Mais ce qui s'est produit c'est la réduction de l'adversaire à néant par le CNDD-FDD, surtout après les élections communales. Les électeurs avaient compris que la force armée était nécessaire pour équilibrer les forces politiques. Le FRODEBU déconsidérait son dauphin, le CNDD-FDD, comme l'inapte en politique. Pour cela, il pouvait revoir sa position pendant le partenariat politique où le partage était nourri.

Il faut signaler que l'UPRONA était dénigré par le MRC et le PARENA. Pour ces derniers, le défaut de l'UPRONA est d'avoir mis en avant les intérêts de ses responsables alors que la population de Busoni sombrait dans la pauvreté. Ils indexaient ainsi Jean Baptiste MANWANGARI qui, a leur regard, n'avait pas fait grand chose pour développer sa commune natale pendant les années qu'il passait dans les hautes sphères de l'autorité centrale, dit un déplacé de Rusarasi[123].

En 2005, les partis en lice dont le FRODEBU et le CNDD-FDD ont vu leurs mobilisations politiques entachées de beaucoup d'entorses. Au-delà de la diabolisation l'intolérance politique s'est aussi manifestée.

Si en 1993, le parti UPRONA accusait le FRODEBU de mobiliser une vision ethnocentriste; en 2005, les deux partis rivaux, le FRODEBU et le CNDD-FDD, se disputaient la même ressource: la population hutu. D'où la transhumance politique observée à Busoni. Des frodébistes changent de parti en masse pour rejoindre le nouveau parti vieux d'une année.

Au 2ème chapitre nous avons mentionné le point consacré aux violences politiques où des insultes à l'endroit du Président du FRODEBU alors natif de Busoni pour le diaboliser ont été rapportés. Le 19 juin 2005 dans une réunion du CNDD-FDD à Murore J.B. NZIGAMASABO du CNDD-FDD qualifiait J. MINANI d' «umukungu»[124] (=qui n'est pas traditionnellement investi comme notable) et N. BIRORI qualifiait le Président du FRODEBU d' « intumva [125] » (=sourd) parce qu'il n'a pas pris les armes pour combattre les détracteurs de la démocratie. C'est une diabolisation du candidat du moment où il se préparait pour les législatives. Ce sont des allégations allant vers le noircissement du FRODEBU qui se déchaînaient.

En voici les propos du membre du CNDD-FDD, L. RUGENGAMANZI lorsqu'il recevait les visiteurs : « Abafrodebu bariko baratwara urwaruka rwa zone MUKERWA na NYAGISOZI

---

[123] Enquête réalisée à Rusarasi. le 19/12/2014

[124] Parti Sahwanya FRODEBU. Section Busoni « *Dépôt de plainte contre NZIGAMASABO Jean Baptiste et RUGENGAMANZI Léonidas, tous deux membre du CNDD-FDD*»

[125] *Ibid.*

kwiga inkoho [126] » (=les frodebistes sont entrain d'enrôler les jeunes des zones de MUKERWA et NYAGISOZI pour subir des formations au maniement des armes).

A celui qui sait l'atrocité de la guerre, n'est-ce pas une stratégie pour le détourner du FRODEBU et rejoindre la formation politique qui a déposée les armes ? Qui pouvait cautionner le retour aux rondes nocturnes ? Plus tard, les propagandistes du FRODEBU ont été humiliés et passés à tabac comme en témoigne la plainte ci-après :

« *Itariki 22 6'2005 mu Rurira i Busoni, umudandaza NGABISHENGERA Ernest afatanije n'uwurongoye CNDD-FDD muri zone MURORE bafashe abariko barigisha umugambwe SAHWANYA-FRODEBU babaka ibibaranga vyose, babavuma amate mu maso, barabatoteza ibiterasoni, bagirako baca babapfungira mu modoka ya fuso y'uwo mudandaza, abo bantu uko bari babiri baraheza babagomorerako igihugu ngo babice. Iyo hataba Imana, amaraso yagira aseseke*[127] ». (=Le 22 juin 2005 à Rurira en commune Busoni, NGABISHENGERA Ernest avec le représentant du CNDD-FDD en zone MURORE ont pris les militants propagandistes du parti FRODEBU les dépouillant de leurs cartes d'identité, les maudissant ; ils leur ont malmené après des injures puis ils les ont enfermés dans un camion de marque Fuso du même commerçant où tous les deux ont été torturés par la foule. N'eût été le tout Puissant, le sang aurait coulé.

Cette plainte du parti FRODEBU déposée à la CEPI KIRUNDO montre comment la campagne de diabolisation peut configurer les mobilisations politiques. C'est donc une stratégie mobilisable par les partis politiques pour se doter des militants.

c. 2010

En 2010, la campagne de mobilisation politique était telle que dénigrer son adversaire politique allait de pair avec répandre le pessimisme pour vaincre le concurrent.

En 2005, la campagne de dénigrement était rangée du côté de deux pôles de communauté ethnique : le FRODEBU et le CNDD-FDD, d'un côté et l'UPRONA contre le MRC et le PARENA, de l'autre. En 2010, le vent de changement traversait la classe politique à Busoni.

A la veille des élections de 2010, des partis émergeants font surface. Il s'agit de l'UPD, du FRODEBU NYAKURI et du MSD. Les FNL venaient enfin parrainer les adversaires de taille du CNDD-FDD. Ce dernier parti était mis en position de faiblesse par ses pairs à cause de sa mauvaise prestation lors de son premier mandat.

Selon des sources sur place, le dénigrement était fondé d'autant plus qu'on s'attendait à la réalisation de ses promesses notamment la construction d'un marché moderne, l'adduction d'eau potable, etc. mais en vain. Comble de malheurs, l'autorité communale était contrôlée et dépendante du CNDD-FDD au lieu d'être au service des mandants, dit BARARWEREKANA[128] Ces mauvais services semblaient l'aliéner.

---

[126] *Ibid.*
[127] *Ibid.*
[128] BARARWEREKANA, *op cit.*

Les membres du parti CNDD-FDD, ayant la commune dans ses charges, taxaient les rivaux d'être des détracteurs. Ces derniers accusaient les premiers de demeurer dans des festins au lieu d'honorer leurs engagements. Le changement était attendu par la voie des urnes.

Le CNDD-FDD se considérait comme un parti fort face aux agrégats de partis politiques non viables. Ces jeunes *Imbonerakure* ne cessaient de saboter les activités des adversaires politiques, l'exemple de l'incident de Kabanga est plus éloquent.

En 2010, la diabolisation de l'adversaire politique a exploité les modes de l'humiliation et de l'abaissement lors des campagnes électorales. En effet, certains partis avaient couru le danger de scission. Nous pouvons parler du FRODEBU qui a vu naître le FRODEBU NYAKURI avec les mêmes symboles. Ce dernier va accroître, ses rangs aux dépens de premier. C'était stratégique pour le parti CNDD-FDD qui s'est hissé au –dessus de la médiocrité prêtée par ses contradicteurs. Ainsi cette mauvaise prestation des concurrents a porté préjudice à leur négation par le parti au pouvoir.

Selon les enquêtés rencontrés à Busoni, les membres du CNDD-FDD ont passé à la stigmatisation des FNL surtout à qu'ils traitaient leur leader de lâche. Ainsi parce qu'il a délaissé les ex- combattants FNL. Ces laissés-pour-compte pouvaient aisément regagner les rangs de l'adversaire qu'était supposé avoir à donner. Les détracteurs des FNL disaient qu'il était inopportun de rouler ailleurs qu'au CNDD-FDD.

Quant au FRODEBU NYAKURI, son président était accusé de s'attirer des faveurs plutôt qu'à son électorat. Il ment tellement qu'on ne peut croire à ce qu'il dit. D'où il ne méritait pas confiance, indique MUVUNYI[129].

Cet écart de langage aura caractérisé nombre de mobilisateurs des partis lors de la campagne électorale. Face aux propos diffamatoires du CNDD-FDD, les adversaires, pointant du doigt à l'enrichissement illicite des certains cadres de ce parti, n'hésitaient pas à les qualifier de taupes. D'où l'intervention discursive du leader des FNL permettait d'enlever les taupes dans les fonds publics : « Gukura isiha mu bigega » (= enlever les taupes dans les greniers), rappelle MISAGO[130]. Pour cela, la comparaison animalière a caractérisé les mobilisations électorales.

Ces accusations mutuelles ont rejoint l'adage français libéré comme suit : « *calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose*... [131]» Au CNDD-FDD, on disait que les gens de l'opposition sont intenables comme un enfant brûlé au niveau des aisselles (= Ba ntaho mfatwa nk'umwana yahiye mu kwaha) alors que tout ne peut pas être blanc comme neige (= kandi ata vyera de !) .Cette stigmatisation des adversaires politiques renforce les rangs du dénonciateur. Celui –ci se fait porte parole des oubliés.

Les mobilisateurs du MSD qualifiaient l'UPRONA de parti de dinosaures qui ne laissent place aux jeunes. Ces derniers étaient invités à rejoindre le MSD qui leur offrirait les

---

[129] MUVUNYI, S., 53 ans. enquête réalisée à Nyagisozi le 10 / 11 /2014
[130] MISAGO, R., op.cit.
[131] MARQUE Henri in *Jeune Afrique* n° 2763-2764du 22 décembre 2013 au 4 Janvier 2014, p.77

opportunités dans l'avenir proche. Le leader même du MSD était jeune, disait-on. Ce dernier appelait les burundais de tous ses vœux, à se débarrasser du gouvernement du CNDD-FDD en ces propos sévères : « *Uru rusyo twikoreye tubwirizwa kurwitura*[132]».

Aux CNDD-FDD et FNL, les mobilisateurs du MSD leur accusaient d'avoir versé du sang. Voter pour eux, c'était courir le risque. Ceci corrobore avec l'adage qui dit : « Iminwe yakoze amaraso ntisabwa amasabo » ainsi pour décourager les gens qui feraient confiance à ces deux partis. On ne cessait de mettre dans le même sac les partis UPRONA et FRODEBU pour avoir servi de mauvais exemple à leur successeur le CNDD-FDD. Le MSD se croyait vierge pour drainer la majorité de l'électorat derrière lui.

Face à ces tares, le CNDD-FDD indexait les membres du MSD d'agir avec brutalité. Aux FNL, il leur accusait la haine qu'ils ont contre les Tutsi et leur volonté de les exterminer. Les FNL d'accuser le CNDD-FDD de traître parce qu'il a permis l'entrée massive des Tutsi dans ses instances décision. Mais aussi de s'être enrichi aux dépens de la population, premier destinataire, au grand dam de la classe politique burundaise.

Il faut dire que la diabolisation de l'adversaire politique est une carte au jeu politique qui amène les gens à rejoindre les rangs du dénonciateur. La comparaison animalière et la stigmatisation sont des méthodes pour se hisser au-dessus tout en niant la présence de l'autre partenaire politique. En politique, on mise sur le rapport de force même par l'insulte. Nous rejoignons MARQUE qui écrit que : « *Parce que la politique est un rapport de force, l'insulte est une arme redoutable dans la conquête du pouvoir. Il y a des spécialistes incontestés. Mais comparés à ceux d'hier, ceux d'aujourd'hui, apparaissent presque comme des enfants de chœur*[133] ».

Notons que le dénigrement de l'adversaire politique semble être une stratégie orientée à une audience plus large. D'où il fallait se diaboliser mutuellement pour attirer l'assentiment de l'électorat.

Nous pouvons dire que la diabolisation de l'adversaire politique entraîne la population à se confier au dénonciateur qu'au dénoncé lors des mobilisations électorales à Busoni.

III.3. Idéalisation de son candidat

a. 1993

La campagne de diabolisation observée en 1993 n'a pas empêché aux partis politiques à idéaliser leurs candidats. A l'UPRONA comme au FRODEBU, les candidats étaient hissés à des degrés divers. Sachant que les exploits du chef de l'Etat étaient supposés connus par tous les Burundais, la glorification du candidat était à l'heure des éloges. Exemple : La glorification des présidentiables à l'aide des chansons va à la mobilisation politique des citoyens. Pendant la campagne électorale de 1993, les chants en l'honneur du Président BUYOYA passaient sur les ondes de la radio nationale. Des chansons de mobilisation comme

[132] *Discours d'Alexis SINDU IHJE pendant la campagne pour les élections communales au terrain de Nyakabiga le 12 mai 2010*
[133] MARQUE Henri, *Ibid.*

« Rata rata iyo ndanga, Rata iyo ntore Petero Buyoya, N'amakungu amuyage mu binyamakuru », ce qui peut se traduire Vantez cet idole, vantez ce vaillant Pierre Buyoya que le monde lui fasse des éloges dans les journaux.

D'autres le considérant comme un guide et ces adversaires étaient condamnés à céder le terrain : *« Ko mwihinda mubonye iki ? »* ce qui peut se traduire pourquoi repliez-vous ? Par peur ces rivaux devraient se replier.

Le FRODEBU s'évertuait à mettre en valeur ses idéaux qui sont : « DEMOCRATIE-TRAVAIL-EQUITE [134] ».

Aussitôt le parti agréé le 23 juillet 1992, le Président du FRODEBU mobilise un vocabulaire spécifique qui surprend plus d'un, un « Burundi nouveau », havre de liberté. Ce Burundi serait sans exclusion ni d'ethnie ni de région. Ainsi l'indique NTIBAZONKIZA, « Son but n'est pas d'organiser un génocide ni d'instaurer un pouvoir monolithique. Ce que veulent les démocrates burundais, ce n'est pas de remplacer une barbarie par une autre mais d'instaurer un pouvoir démocratique à tous les échelons de vie nationale, gage de la justice, de liberté et de paix [135] ».

A cette promesse, Ndadaye se mettait au dessus de tous les clivages et devenait par conséquent un héros, un messie, un libérateur. Le Burundi doté de la démocratie, base de la liberté d'expression et d'opinion, de l'égalité des chances, du respect des droits de l'homme étaient enviés comme une cité idéale. D'où l'idéalisation du candidat du FRODEBU. Le parti FRODEBU à travers son président mettait des ingrédients pour susciter l'opinion et s'attirer des adhésions en suffisance Un de nos informateurs nous déclarait au cours de nos recherches que la biographie de Ndadaye surtout de son emprisonnement et sa poursuite du combat politique le faisait d'un homme sans peur et donc courageux. D'où il faudrait voter cet homme libérateur des hommes en détresse, un vaillant qui n'a pas peur de mourir et alors un messie pour le peuple gagné d'injustice, indique MUKASHEMA, membre du CNDD-FDD depuis 2005[136].

Compte tenu du contexte socio politique, l'enjeu majeur était l'élection. La stratégie de recrutement mise en valeur par le FRODEBU convenait beaucoup aux hutu.

Finalement, les militants du FRODEBU étaient appelés à se dresser comme une barre de fer (guhagarara bwuma), principal slogan de propagande. Chez les certains upronistes, le FRODEBU était un parti exclusif. Chez les frodébistes il était vécu comme un parti idéal et tranquille.

---

[134] NTIBAZONKIZA R., *op. cit.* p. 134
[135] NTIBAZONKIZA R., *op. cit.*, p. 134
[136] MUKASHEMA A., 39 ans, militante du CNDD-FDD, enquêtée à Kirundo, le 04/08/2014

b. 2005

En 2005, les élections se préparent après un conflit intra burundais qui a duré plus d'une décennie. A Busoni comme dans le pays on s'attendait à la venue d'un homme qu'il faut à la présidence. Ce dernier en qualité du président devrait se placer au-dessus de la mêlée et être rassembleur.

Dans les moments de dures épreuves, l'expérience démocratique en pâtit. C'est pour cette raison que les partenaires politiques se sont convenus que les présidents sous la période de transition ne pouvaient pas briguer la présidence. Ainsi pour éviter la présentation de soi lors des mobilisations électorales.

Dans un pays sortant d'un conflit, la nature des partis politiques en compétition peut apporter un éclairage sur les stratégies de campagne dont l'idéalisation du candidat. L'ancienne rébellion, le CNDD-FDD avait, un engagement ferme pour la paix et la démocratie dans cette compétition. C'est dans cette logique que ce parti a proposé son candidat, pour l'élection présidentielle indirecte du 19 août 2005 par l'Assemblée nationale et le Sénat réunis en congrès.

Autour de ses idéaux, le CNDD-FDD se voulait vierge par rapport à ces prédécesseurs, UPRONA et FRODEBU Ces idéaux sont : *Ubutungane kuri bose Demokarasi nyakuri-Iterambere ridakumira kandi rirama*[137] (= Justice pour tous-Démocratie véritable-Développement intégral et durable). Les autres partis ne l'ont pas talonné en cette période post-transition.

En effet, le candidat du CNDD-FDD s'appuie à cet idéal d'inclusivité par rapport aux autres partis qui, en leur passé, avaient brandi la carte ethnique (G7et G10), selon les dires des enquêtés. Le CNDD-FDD et son candidat étaient donc vierges. Un de nos informateurs nous a confié que le candidat idéal était Pierre NKURUNZIZA après NDADAYE. De par sa qualité d'*umuhuza* (= médiateur) pendant le maquis il avait nourri les ambitions de se présenter à la présidence, dit RWASA[138].

Le contexte socio- politique était la sortie de crise et donc le rétablissement de la paix. Il fallait un homme rassembleur pour venir à bout du conflit entre burundais. Ainsi, pour rejoindre l'entretien du journaliste DRUEZ Nicolas du journal *Le soir* avec la député MAHY Thérèse où il est mentionné que : « *Dans toute institution, quand quel qu'un est compétent, on doit lui laisser une chance* [139]».

Les choses se sont décantées avec la désignation de l'unique candidat Pierre NKURUNZIZA qui n'avait pas de concurrent. Son idéalisation court de là.

---

[137] Dépliant de propagande du parti CNDD-FDD : « *Imigambi mikuru mikuru y'umugambwe CNDD-FDD utegekanya mu gutunganya igihugu c'Uburundi* », inédit.
[138] RWASA C., op .cit.
[139] Entretien de DRUEZ N. avec MAHY T. in *Le Soir*, Samedi 14 et dimanche 15 mai 2011

c. 2010

En 1993, le candidat du FRODEBU a été retenu comme une référence à l'idéalisation du candidat. En 2005, les partis en lice n'ont pas montré suffisamment leur volonté d'idéaliser leurs idoles. En 2010, les stratégies des formations politiques ont exploité cet idéal. A l'exception du Burundi nouveau qui avait perdu son essence en 2005, le parti CNDD-FDD aura imité la stratégie de campagne avec l'idéalisation de son candidat-président.

En commune Busoni, les élections communales ont coiffé l'élection présidentielle en 2010. Les militants du CNDD-FDD révélaient, lors de l'enrôlement aux élections générales, qu'ils s'enregistrent pour voter le Président comme si c'était le seul scrutin prévu. Les mobilisations étaient axées sur la compétition à l'élection présidentielle surtout.

La majorité des participants dans des rassemblements organisés par le CNDD-FDD au lieu de porter les insignes du parti sont à l'aise de porter des T-shirts portant l'effigie du Président sortant Pierre NKURUNZIZA. De même, les uns pouvaient brandir que sous le régime du CNDD-FDD l'enseignement de base et les soins de santé pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes depuis la conception à l'accouchement sont gratuits. C'est le Président Pierre NKURUNZIZA qui a pris cette mesure. Aucun autre n'avait osé prendre de telles mesures sous les différents régimes UPRONA et FRODEBU depuis la 2ème République. Il fallait lui remercier par le vote. C'est d'ailleurs la valeur de la chanson: « Umukuru w'Uburundi shimirwa Petero NKURUNZIZA ndaguhaya ». En effet, n'était- il pas le médiateur lors de mésentente au maquis, indique MM, le membre du CNDD-FDD à Rurira qui a requis l'anonymat[140].

Tous ces propos semblent idéaliser le candidat du CNDD-FDD de 2010 par rapport à d'autres qui le concurrençaient.

[140] MM, Membre du CNDD-FDD, enquêté à Rurira, le 06/07/2014

III.4. Démagogie et populisme

a.1993

La chanson du FRODEBU de 1993 peut nous servir à mettre un point sur cette problématique des stratégies des partis politique dans la mobilisation à caractère démagogique et populiste. La chanson que nous a révélée NGENDAKUMANA de la colline Nyabugeni est illustrative: « Ijuru buca ryuguruka abafrodebu twigire isi izosigara igowe porona uzosigarana na nde ? [141] » (= Le ciel va bientôt s'ouvrir pour les seuls frodébistes le monde va souffrir avec qui resteras-tu UPRONA ?).
Entre temps des foules alléchées au cours des meetings s'attendaient à un Burundi nouveau avec la fin de l'exploitation de la population, la fin de l'époque de l'UPRONA et l'accession à un paradis leur préparé par le FRODEBU dont Ndadaye serait le chef. Par la chanson susmentionnée nous ressentons l'ouverture d'une ère nouvelle. Le coq chante pour annoncer un jour nouveau, l'aurore ou la sortie des ténèbres auxquelles l'ex-parti unique aurait maintenu les Burundais près de trente ans. Qui peut garder confiance à l'UPRONA accusé de ces maux ? Cette carte semble être la mieux jouée pour le compte du FRODEBU.

D'une part, l'UPRONA est un bouc émissaire qui peut se consoler en proposant un avenir du Burundi rassemblé et paisible. D'où l'image riante de son candidat tenant en mains un enfant pour rassurer la foule de la fertilité et de la prospérité qu'ils bénéficieront en votant pour son candidat TORA BUYOYA, TORA UBUMWE N'AMAHORO (=Voter pour BUYOYA, Voter pour l'unité et la paix). Une critique sévère pour ses détracteurs, le vote contraire équivaut à la négation de la charte de l'unité nationale du 5 février 1991 dont il est concepteur.

D'autre part, la promesse des propriétés foncières, des maisons et du cheptel pour ceux qui en sont dépourvus annonce le caractère démagogique et populiste. C'est comme si le FRODEBU disposait d'un réservoir de biens pour passer à la distribution en faveur de la masse qui n'en dispose pas.

Lors de nos enquêtes effectuées sur la colline Kabanga où le FRODEBU a tenu son meeting en mai 1993 un ancien chef de colline BIGERINKOKO nous a signifié que des réformes agraires et l'importation des machines agricoles pour remplacer l'usage de la houe seraient attendues[142]. C'est donc populiste. C'est drôle, la population de Busoni est constituée essentiellement d'agriculteurs qui usent de la houe. Cette agriculture mécanisée est donc démagogique. Le Busoni n'aurait pas ces machines pour remplacer la force musculaire des hommes dans cinq ans. C'était donc une stratégie pour brassage de cerveaux de la masse rurale.

Le constat est que tout se jouait sur l'emblème du FRODEBU. Le soleil se lève, le coq chante, autour du coq se trouve une houe, un régime de banane; les éléments de la vie rurale. Au-delà de ces promesses mirifiques se cache une réalité: gagner la masse à tout prix. L'emblème du FRODEBU dispose des éléments faciles à saisir par la masse rurale. Eléments symboliques

[141] NGENDAKUMANA, E. op.cit.
[142] BIGERINKOKO, J., 55 ans, Conseiller en 1993, enquêté à Kabanga, le 06/07/2014

caractéristiques de l'aube d'une ère de prospérité pour le monde paysan : *l'ère de la Démocratie*[143].

A l'UPRONA, les détracteurs du FRODEBU indiquent que le Burundi nouveau prôné par l'adversaire politique est un leurre, une simple démagogie. N'était-il pas dit que ceux qui ne suivraient pas le FRODEBU seraient remportés par « isegenya » (=un déluge).La peur pourrait entrainer des adhesions audit parti. La crédibilité du FRODEBU réside aussi dans ce que le nouveau visage politique avait autant de chances pour être choisi.

b. 2005

En 2005, l'avènement du CNDD-FDD avait nourri les espoirs d'un avenir meilleur. Dans la campagne électorale, des souvenirs et des besoins sentis par certains membres du CNDD-FDD ont contribué à diffamer le FRODEBU, l'UPRONA et les autres partis politiques comme des inaptes à gérer la période post-transition.

Dans ses programmes, le CNDD –FDD avait promis la justice pour tous, la démocratie et le développement intégral. Cela n'a pas été réel. La justice aux justiciables n'était pas évidente, la tendance monopartite a culminé dans la scission des partis politiques et des cas d'enrichissement illicite sont un constat amer, dit un certain KARANGWA[144].

On voit que le populisme se présente comme une stratégie qui peut mobiliser la population avec n'importe quelle idéologie. L'exemple concret est celui de NZOKIRANTEVYE qui dit: « *Dans son meeting, le CNDD-FDD ici chez nous à Busoni a promis qu'il y aura l'Etat de droit, la justice pour tous, la sécurité dans tout le pays, le respect des droits de l'homme, la multiplication des écoles et centres de santé ; la construction d'un marché et stade modernes .Est-ce qu'on a pu réaliser ? Ce n'était que des voix qu'il cherchait*[145] ». Le populisme se caractérise donc par des promesses qui ne présentent pas de résultats escomptés. La revendication de la population y est, mais leur réalisation par les acteurs politiques ne suit pas.

Ce n'est pas pour le parti au pouvoir seulement, d'autres partis ont brillé par le populisme et la démagogie surtout. C'est le cas de FRODEBU et du MRC.

Le premier a promis l'introduction d'une nouvelle culture « macadamia » en complément aux autres cultures de plantation existantes. Le second a galvanisé la foule sur la probable création des associations pour la mise en valeur de la culture de pomme de terre. Après la campagne électorale, on n'a pas vu de telles initiatives entamées. Ne fut-ce que pour se préparer aux échéances prochaines.

Le populisme et la démagogie sont mobilisés dans un contexte où l'attente de la masse désireuse d'accéder à une existence politique pour le plus grand bien est présente.

---

[143] NTIBAZONKIZA .R., *op. cit.*, p. 135
[144] KARANGWA. G., *op.cit.*
[145] NZOKIRANTEVYE. M . *op.cit.*

« *De toutes manières, la stratégie populiste obéit [...] à un dessein volontariste de contrôle depuis le sommet d'une revendication du suffrage universel accepté sous la pression des faits plutôt qu'en vertu d'une conviction des dirigeants* [146]».

La raison finit par se faire prévaloir, les réalisations restant inférieures aux projections. Un autre cas qu'il faut mentionner c'est que dans les cyclones de la campagne du CNDD-FDD ; il était dit qu'ils vont tout faire pour que les services de l'Etat aient des infrastructures à commencer par la présidence. C'est ce qu'a déclaré le Président du CNDD-FDD en 2005 dans sa campagne électorale pour les communales : « *L'institution présidentielle ne peut pas rester locataire d'une personne morale ou physique qui que ce soit*[147] ». La construction de cette infrastructure est attendue dix ans après.

c. 2010

Avec le régime du CNDD-FDD, des mesures qui peuvent rêver les lendemains meilleurs ont été observés. La gratuite des soins de santé pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes en état de grossesse et en couche, la gratuité des frais scolaires dans l'enseignement de base, la hausse de salaire pour les fonctionnaires, etc. parviennent à drainer le public derrière lui.

Une question réside dans ce que la mobilisation emploie aussi le populisme. La jouissance de ces droits fondamentaux est un leurre: La qualité n'a pas suivi car l'effectif de ces catégories à supporter a plus que grimpé. Nous constatons le problème d'infrastructures publiques à Busoni. Par exemple : les écoles sont en quantité insuffisantes, la commune n'a pas d'hôpital, pas de marchés modernes, etc. Et pourtant la quantité des bénéficiaires ne cesse d'augmenter.

A ce propos, l'article de MBAZUMUTIMA dans le Magazine n° 20 du journal IWACU de mentionner : « *Avec les différentes réformes et mesures dont la gratuité de l'enseignement de base, pour permettre à tout enfant de jouir du droit fondamental à l'éducation, les classes sont devenues pléthoriques, la qualité de l'enseignement n'a pas suivie le rythme*[148] ».

A Busoni ce problème existe même aujourd'hui c'est seulement un populisme qui est exploité car la quantité ne reflète la qualité.

Une autre manœuvre qui profitait à la formation politique au pouvoir est la scission des partis politiques à la veille des élections de 2010. S'il est ainsi, mettre en état de nuire le concurrent tout en le niant est une stratégie pleine de démagogie.

---

[146] GRAWITZ, (M) & LECA, (J). *Traité de science politique, v2, Les régimes politiques contemporains,* Paris, PUF, 1985, p.289

[147] SINDAYIGAYA, (J-P) «Campagne électorale pour les élections communales » in *Renouveau,* Jeudi le 2 juin 2005, p.5

[148] IWACU, MBAZUMUTIMA, (A). *Le magasine* n° 20, novembre-décembre 2013, p. 37

III.5. Stratégie d'entrisme: la double casquette

a.1993

Cette stratégie est propre aux mobilisations politiques de 1993. La ruse politique des « inziraguhemuka » (=militants du FRODEBU) a été de procéder par l'engagement politique à l'UPRONA pour ne pas s'exposer aux autorités administratives essentiellement upronistes.

Pendant la journée, les frodébistes usaient la technique de camouflage en portant la casquette et autres signes distinctifs de l'UPRONA et agissaient en « badasigana » (=militants de l'UPRONA). Généralement, les militants du FRODEBU participaient à la mobilisation officieuse pendant la nuit. Officiellement connus pour être membres de l'UPRONA, mais officieusement connus pour militants du FRODEBU.

Quand nous enquêtions à propos de cette double casquette, une femme mariée à un ancien propagandiste de Ruheha nous a confié : «*Ngaha muhira niho inziraguhemuka zakoranira bavuye mu makoraniro ya UPRONA kandi bakerekana ko ari abaporona nyabo kugira ntibafatwe nk'abagararuji* [149] » (=Ici chez nous les militants du FRODEBU s'y réunissaient tard, mais pendant la journée ils participaient en upronistes de peur qu'ils ne soient taxés de perturbateurs de l'ordre public).

Une chose est sûre, la tactique susmentionnée servait à maintenir l'adversaire au rêve d'une victoire certaine. A l'UPRONA on chantait : « ...*kandi n'ubu izobatsinda bene murango babona* » (=...l'UPRONA va gagner comme autrefois).Il faut cependant remarquer que la ruse politique a permis l'adhésion massive au FRODEBU sans être inquiété au grand dam des décideurs.

Bien plus, le but de renforcer le mouvement démocratique aura poussé les activistes du FRODEBU à adhérer à l'UPRONA pour y accomplir un travail de sape. Autour d'eux, étaient observés des hutus et tutsis progressistes qui ont opté pour la stratégie de l'entrisme. Il fallait entrer à l'UPRONA pour reprendre service, s'engager politiquement et y assurer un combat politique et miner l'UPRONA de l'intérieur.

b. La double casquette en 2005

En 2005, les mobilisations électorales étaient telles que les acteurs politiques voulaient une adhésion massive aux programmes de leurs partis. Dans leurs manœuvres, la tactique de la double casquette n'a pas manqué d'adhérents.

En effet, certains usagers de cette stratégie n'ont pas voulu s'exposer en montrant leur vraie face. Ce camouflage était dû à l'inquiétude de la récidive de limogeage tel que vécu en 1993 à travers le phénomène de « *gususurutsa* [150] » pratiqué par certains agents du FRODEBU, disait-on, d'une part. De l'autre, l'attente de prendre service et la protection contre les menaces de sabotage après la victoire du parti vainqueur (CNDD-FDD) animaient certaines gens. KABERA nous a fait part à cette crainte :

---

[149] *MACUMI, B., 41 ans, militante, enquêtée à Ruheha, le 9-07-2014*

[150] *Terme employé pour désigner la perte d'emploi de certains upronistes en 1993.*

« *D'une façon officielle, j'étais membre du parti FRODEBU. Je me rappelais de la perte d'emploi ou changement de service subi par certains upronistes en 1993. Cela m'a poussé à participer officieusement dans la mobilisation pour le changement en 2005. La raison de cette pratique n'était autre que la conservation de mon service* [151] ».

Comme en 1993, le FRODEBU pouvait toujours espérer une victoire certaine. Mais la double appartenance politique avait vidé le FRODEBU de ses partisans au profit du CNDD-FDD qui avait nourri l'espoir de protection des populations civiles. De même, on pouvait observer des membres du PARENA ou du MRC qui se disaient Upronistes.

Il faut dire que la tendance de participer à plus d'une formation politique est dictée par la crainte des mutations politiques mais aussi la conquête du pouvoir sans se créer des ennuis avec les responsables existants. Encore, faut-il signaler que l'usager de la double casquette peut être attentif aux promesses des acteurs politiques lors des compétitions électorales. En voici l'exemple illustratif : « *Amatora ya 2005 yari imbera bibiri nico gituma twabwirizwa kubagarira zose. Bamwe muri twebwe bari biteze gukomorerwa amatongo yabo abateshejwe izabo mu 1993 babamwo* ». Ce qui veut dire (=Les élections de 2005 étaient un coup double c'est pourquoi nous étions recommandés de rassurer tous les côtés. Les uns parmi nous s'attendaient à la rétrocession de nos propriétés habitées par les déplacés de 1993).

En 2005, la double casquette a été employée par certaines personnes à titres divers. C'est ce qui expliquerait en parti le choix en masse du parti CNDD-FDD alors que le FRODEBU au pouvoir ne s'en inquiétait pas.

c. La ruse politique en 2010

Les partis politiques en 2010 étaient toujours à l'assaut d'adhérents. Des stratégies pour les gagner sont légions y compris la ruse politique. La ruse politique étant cette stratégie que l'acteur politique utilise pour convaincre. Il joue sur l'esprit et le sentiment pour faire croire à l'adhérent des lendemains meilleurs en agissant sur les programmes.

Les élections de 2010 suivaient une période d'embarras pour certains partis qui avaient connu des scissions en leur sein. Cela se faisait au su et à la vue de l'autorité compétente. Face à cette situation déplaisante, le parti CNDD-FDD a profité de ces dissidences et a vu ses rangs gonfler, d'une part. D'autre part, l'opposition prônait le changement du système qui favorise la scission des partis.

C'est dans cette situation que des espions pour le compte du parti CNDD-FDD et des FNL, son adversaire de taille, s'enrôlaient pour livrer des secrets à leurs mandants.

L'exemple illustratif est celui de NKUNZIMANA de la colline Rurende :

« *Bamwe mu basubijwe mu buzima busanzwe bararungitswe muri FNL bitwaje ko bagiye gufasha ngo umugambwe uzotsinde amatora ya 2010. Ivyo bavuga ni uko umugambwe*

[151] KABERA, *op., cit.*

CNDD-FDD ataco wabamariye kandi barawukoreye. Mu vyukuri babwirizwa gutanga amakuru kubabatumye no muri FNL kwari uko nyene [152] ». Ce qui peut se traduire :
(=Les uns parmi les démobilisés ont été envoyés dans le parti FNL munis de l'argument comme quoi ils vont aider le parti afin qu'il remporte les élections de 2010. De ce qu'ils disaient c'est que le parti CNDD-FDD n'a rien ménagé pour eux alors qu'ils ont œuvré pour lui. En réalité, ils étaient sommés de fournir les informations à leurs mandants. C'est ce qui se reproduisait également aux FNL).
La ruse politique a pousse les acteurs politiques du CNDD-FDD à récupérer les mécontents des FNL partis mains bredouilles après tant d'années passées dans le maquis. Le FRODEBU NYAKURI en a aussi récupéré quelques uns tout comme il en a puisé dans les rangs du FRODEBU.

Néanmoins, il faut signaler que la ruse politique est difficile à étudier tous ses contours d'autant plus que l'on joue sur l'hypocrisie pour gagner la compétition. Encore faut-il ajouter qu'il est difficile de savoir ce qui se trame dans l'âme du Burundais. On peut être surpris d'essuyer l'échec alors que lors de la compétition électorale (meeting) le soutien était fort. L'espionnage était difficile à contraindre, le résultat est tel que l'on vote au parti qui lui plaît. Ainsi, pour rejoindre certains qui sont exprimés à propos : « *Abaduhaye ibintu twaravyakiriye mugabo twatoye ikiri ku mutima* »[153] ainsi pour dire (=Ceux qui nous ont donné des biens nous les avons réceptionné mais nous avons voté ce qui se trouvait au cœur). On peut tromper l'opinion de son appartenance politique après avoir convaincu le public de son franc-parler.

III.6. Promesses de positions ou des gratifications politiques

III.6.1. Mobilisation par les programmes des partis politiques

Le but ultime des formations politiques est de répondre aux attentes des citoyens pour se faire élire. Ces organisations politiques diffusent une offre politique qui soit satisfaisante pour une majorité de citoyens et emporter leurs voix. Par là, les partis politiques cherchent à politiser les citoyens en leur présentant un programme électoral qui rassemble les propositions de leurs formations politiques. Pour convaincre les électeurs, ils produisent des programmes de gestion réalistes et raisonnables pour éviter la ressemblance des propositions. Ce qui se fait voir. Par exemple, la construction des infrastructures publiques (centres de santé, établissements scolaire, marché, etc.), le développement de la commune avec la gestion saine des ressources, la bonne gouvernance, etc. sont des propositions des partis. Ces projets de société sont issus des états major de partis pour éclairer le niveau local. Ainsi, l'offre politique des organisations politiques œuvrant à Busoni semble établir le contrat entre le candidat et son électorat. Il faut aussi dire que les promesses de positions y tiennent place. D'où la prudence dans l'élaboration des projets de société. Ce qui peut expliquer que la compétition se déplace sur le terrain de la communication et du marketing politique. D'autres moyens ont été

[152] NKUNZIMANA N., *op. cit*
[153] Entretien avec la population de notre cible sur la colline Kigoma, le 10/11/2014

employés dont les usages politiques de l'histoire nous l'avons vu au premier point de ce 3ème chapitre.

a. Programmes de certains partis politiques en 1993

1° UPRONA (Union pour le progrès National)

En commune Busoni, le candidat de l'UPRONA a battu sa campagne officielle pour les élections présidentielles du 1er juin 1993 sur le terrain de Murore. Il a profité de cette occasion pour y vendre son programme.

Sur le plan politique, le candidat BUYOYA a promis beaucoup de choses pour stimuler l'adhésion en sa faveur. Les thèmes de campagne et de grande mobilisation étaient les questions de liberté, le respect des droits de l'homme sans oublier l'unité et la paix. Le programme de l'UPRONA proposait également de vivre, promouvoir et défendre la démocratie[154]. En effet, dans une société pluraliste, les concepts de paix et de démocratie étaient enviés par la population. Toujours dans ce domaine politique, le candidat de l'UPRONA BUYOYA a promis de promouvoir la liberté d'expression, de culte et d'association ; le respect des droits de la personne humaine ainsi que l'indépendance de la magistrature, rappelle RWASA, participant au meeting de Murore en mai 1993[155].

Dans le domaine économique, le parti UPRONA et son candidat se proposaient d'organiser et promouvoir le développement économique. Selon KARANGWA, le candidat de l'UPRONA a promis la redynamisation du secteur agricole par l'usage des intrants agricoles. Pour les commerçants, il leur a promis la révision des taxes suivant la taille du commerce[156].

Dans le domaine social, le candidat BUYOYA a insisté sur l'octroi des cartes d'assurance maladie pour soutenir les gens démunis et les couches défavorisées. Signalons que le même candidat a promis une société sans exclusion où toutes les ethnies confondues vivront dans la concorde totale. D'ailleurs son slogan de campagne était l'unité et la paix (ubumwe n'amahoro).

Ces promesses restaient dans le cadre de l'offre des biens politiques. Aussi, elles restaient également attachées aux besoins de la société d'autant plus que le programme proposé est vendu dans l'espoir de voir l'électorat choisir le candidat de l'UPRONA.

2° FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi)

En Commune Busoni, le candidat du FRODEBU aux élections présidentielles de juin 1993 a tenu son meeting à Kabanga où une foule l'attendait. Pour bien mener sa campagne contre son adversaire de l'UPRONA NDADAYE a proposé son programme de façon pragmatique.

Sur le plan politique, le candidat du FRODEBU a promis la tenue d'élections des institutions à tous les échelons, la promotion et le respect des droits de la personne humaine et la révision

---

[154] UPRONA, *Projet de société et programme du parti : les options fondamentales du parti*, Bujumbura, 1992
[155] RWASA, S., 72 ans, enquêté à Rusarasi, le 23/9/2015
[156] KARANGWA, G., 58 ans, enseignant, enquêté à Rusarasi, le 23/9/2015

de l'organisation de l'armée. Le projet de réformer l'armée était proposé parmi les 46 propositions pour construire un Burundi nouveau en ces termes :

« *Le rôle et le fonctionnement des forces de l'ordre seront repensés de manière à différencier les missions de l'armée et de la gendarmerie. L'armée devra s'occuper de la protection des frontières, la gendarmerie devra veiller à l'ordre intérieur (...). Dispenser aux forces de l'ordre une formation civique à même de créer une éthique militaire nouvelle adaptée au renouveau démocratique*[157] ».

Il était nécessaire de réformer ces forces de l'ordre pour les amener à être garants de la souveraineté nationale. Aussi, le recrutement d'éléments féminins allait lui valoir les ovations des filles. Elles diront qu elles avaient été brimés mais que pour le moment c'est un ouf de soulagement.

Pour la question de l'unité, le FRODEBU à travers son candidat, indiquait qu'il fallait promouvoir l'équité, la tolérance et le respect d'autrui ainsi pour sortir du slogan à la réalité, rappelle NSEKAMBABAYE, un des représentants du FRODEBU en 1993[158].

Au point de vue économique, l'agriculture et l'élevage, principales sources de production étaient prioritaires. D'où le candidat du FRODEBU NDADAYE promettait les investissements du secteur primaire. Des politiques publiques revalorisant l'exploitation des marais et plaines non exploités seraient appliquées et une révision de la taxe déclenchée.

La douzième proposition précisait que les exonérations douanière et fiscale de tous les intrants agricoles et d'élevage seront immédiates.

De plus le FRODEBU proposait le respect de l'équilibre régional dans la répartition des infrastructures physiques (écoles, routes, hôpitaux, eau, etc.) et des projets de développement[159].

Dans le domaine économique ces offres étaient faites pour que la démocratie ait des supports en développement économique. Sachant que la Commune Busoni est rurale, ces propositions mobilisaient beaucoup la majorité de sa population.

Dans le domaine socio-culturel, le FRODEBU et son candidat ont joué sur l'émotion en tant que ressource de mobilisation. La plupart de participants au meeting étant issus du milieu pauvre, il leur a promis la mutualité d'entraide en matière de santé.

Pour les jeunes, il leur promettait la création d'un fonds spécial pour la promotion de jeunes ruraux. Le candidat NDADAYE a promis que le FRODEBU militera pour le grand service public de l'enseignement gratuit et obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans au moins, se rappelle un participant au meeting de Kabanga en 1993[160].

---

[157] *FRODEBU, Programme du parti FRODEBU, Bujumbura, 1992*
[158] *NSEKAMBABAYE, P., 63 ans, enquêté à Murore, le 23/9/215*
[159] *FRODEBU, op.cit.*
[160] *MBONABUCA, C., 42 ans, enquêté à Rurira, le 24/9 2015*

A savoir que pour maximiser le taux de scolarité, le FRODEBU proposait une école primaire par colline de recensement. Il convient d'ajouter une autre innovation : la lutte contre la discrimination et toute injustice à l'égard de la femme. D'où il se proposait de promouvoir le respect des droits de la femme où les femmes seront associées dans tous les secteurs de la vie nationale.

Le programme tel que presenté nécessitait d'autres compléments pour donner des garanties et susciter l'adhésion de toutes les catégories de la population. D'autres stratégies ont été utilisées, nous l'avons mentionné.

3° P.R.P (Parti pour la Réconciliation du peuple)

Le P.R.P par rapport à l'UPRONA et le FRODEBU n'a pas mobilisé beaucoup de citoyens à Busoni. Et pourtant, son programme s'articulait autour de la politique, de l'économie et de la société.

Dans le domaine politique, le PRP promettait aux électeurs la réconciliation basée sur la justice, la tolérance et le pardon. Il se targuait d'une virginité que ses concurrents n'ont pas. D'où son programme proposait la réconciliation véritable du peuple dans toutes les couches et composantes[161].

Le P.R.P promettait par là, l'acceptation de la différence et l'équité une fois que son candidat venait à être élu. Il avait le projet de réinstaurer « l'ubushingantahe » dans le système judicaire et administratif ce qui lui collait vite l'étiquette monarchique.

Dans le domaine économique, le P.RP promettait l'amélioration de l'agriculture et de l'élevage. C'est dans cette optique que les gens s'attendaient à la distribution des semences sélectionnées, des vaches et d'autres biens.

Un enquêté nous a signifié qu'il avait entendu le président du PRP promettre la distribution de vache et de biens divers si les électeurs venaient à choisir le PRP. Ceci rappelle l'ambigüité entretenue lors de la présentation des programmes qui maintient les gens dans le flou. Ainsi pour rejoindre GAXIE qui écrit que :

« *Dans une logique de la conviction et ou afin de mobiliser les profanes et gagner leur confiance, les acteurs politiques sont amenés à proposer des discours, des conceptions du monde, des promesses ou interventions, etc. que l'on peut analyser comme des biens proposés à des « consommateurs » éventuellement intéressés*[162]».

Les gens non informés nagent dans l'illusion politique en apparence d'être réalisable. Il est difficile d'avoir des vaches à distribuer ne fût ce que pour tous ses militants à l'exception de tous les Burundais en cas de victoire des élections.

---

[161] P.R.P, *Programme de P.R.P* Bujumbura, 1992
[162] GAXIE, D., *op.cit.*, p. 23

Dans le domaine social, le P.R.P promettait la construction d'un grand nombre de dispensaires et d'hôpitaux privés. A notre avis, ceci est improductif dans le cas où nombreux habitants n'avaient pas de moyens pour couvrir leurs soins de santé.

Il faut aussi mentionner son intention de dispenser une formation scolaire obligatoire jusqu'à 15 ans, et à la 8ème[163]. Dans une commune rurale, le PRP avait raison pour baisser le niveau d'analphabètes.

Le P R P n'a pas eu beaucoup de participants à ses meetings façon qu'il a procédé par le jet de casquettes et autres insignes du parti en certains lieux publics. Ce qui peut expliquer en partie son échec.

Pour les autres partis R.P B et RADDES leur mobilisation n'a pas eu de succès du fait des difficultés de moyens logistiques pour la campagne. Lors de la présentation de leurs programmes, les candidats à l'élection présidentielle émettaient des divergences d'opinion.

En général, des points de divergences se manifestaient lors de la présentation des programmes.

Pour le candidat de l'UPRONA, Buyoya, disait que son thème central était l'unité et la paix. Il venait à s'attaquer au candidat du PRP qu'il préconisait le retour à la monarchie du tambour Karyenda, le retour à la période monarchique où pour accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat burundais, il fallait naître avec des semences dans la main, indique SINUNGURUZA[164].

En ce qui concerne la difference entre le candidat Buyoya et Ndadaye, c'est que les gens du FRODEBU ont combattu la constitution de 1992. Ladite constitution était basée sur les charpentes de la paix et d'unité, thème central de son programme. Il réitérait que même la charte nationale de 1991 a été combattue malgré l'acceptation par la majorité de burundais. Ainsi, il fustigeait que certains frodébistes prêchaient la désobéissance civile.

Quant au candidat Ndadaye, il ne s'attaquait pas au candidat Buyoya mais à l'UPRONA. Il s'attaquait également à tous les régimes républicains qui se sont succédé après la chute de la monarchie. Il mettait sur le dos de l'UPRONA et à son candidat tous les problèmes que le Burundi a connus de 1966 à 1993. Le candidat Buyoya devrait en assumer la responsabilité et le bilan parce qu'il avait accepté de se présenter candidat de l'UPRONA. Il indiquait sa conception de l'unité nationale qui devrait sortir du slogan pour être matérialisée par les actes.

Le candidat du PRP, Sendegeya, s'attaquait à ses adversaires. A l'UPRONA, il l'avait quitté après son emprisonnement injuste relativement aux événements de Ntega-Marangara, disait-il. Il affirmait que le seul parti de l'unité nationale était le PRP. Il venait à faire sa présentation de soi qu'il était un homme d'unité. Etant hutu, Sendegeya s'était marié à une tutsi. Il martelait que le président Buyoya ne devrait pas se présenter à l'élection présidentielle parce qu'il est militaire et a des relations parentales avec les ex-présidents Micombero et Bagaza.

---

[163] P.R.P, *op.cit.*

[164] SINUNGURUZA, (T). *Les élections au Burundi,* Bruxelles, éd. Luc Pire, s.d. , p.50

C'est dans cette foulée qu'il voulait restaurer une démocratie monarchique parce que le système en place n'avait rien de démocratie républicaine, ainsi pour paraphraser SINUNGURUZA[165].

A l'endroit du FRODEBU, il demandait de ne pas ressusciter le cycle de violence. Il implorait aux électeurs de voter pour lui, le candidat mûr, qui a connu beaucoup de malheurs au lieu de confier le pays aux jeunes Buyoya et Ndadaye.

L'électorat de Busoni a eu le plaisir de remplir sa participation politique et son devoir de vote, le FRODEBU a été victorieux.

b. Programmes de certains partis politiques en 2005

1° CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie- Forces de Défense de la démocratie)

En 2005, le parti CNDD-FDD a proposé un programme prompt à dénouer la crise entre Burundais qui venait de durer plusieurs années. Son programme en 37 points inspirait la paix tout en suscitant l'espoir entre les gouvernants et les gouvernés. Le programme s'établissait en trois axes : la justice et la sécurité pour tous, la bonne gouvernance basée sur la démocratie et le développement intégral et durable[166].

Sur le plan politique, le CNDD-FDD a promis une société paisible et une bonne gouvernance basée sur les valeurs démocratiques. Une société où les gouvernants sont élus par les citoyens ainsi pour écarter l'accession au pouvoir par la force. Ces promesses sont des engagements politiques dont l'objectif est d'affluer les soutiens à la cause du CNDD-FDD. Elles ne seront effectives que si la justice et la sécurité seront garanties pour tous. D'où le parti prévoyait la réforme de la magistrature et des forces de l'ordre pour que la population garde l'espoir en elles. Notons que les mobilisateurs du CNDD-FDD se mettaient à sensibiliser la population sur la cessation immédiate des rondes nocturnes une fois que la victoire de leur parti est assurée. Toujours est-il que dans ce volet politique, la femme devra participer dans les instances de décision de la commune Busoni pour le cas.

Dans le domaine économique, il convient de décrire le premier point du 3ème axe : le développement intégral et durable. Notre champ d'étude étant une commune rurale, le CNDD-FDD promettait le développement du secteur primaire. C'est dans cette optique que le secteur de l'agriculture et de l'élevage continuera à être renforcé par une dotation de plus en plus croissante sur le plan technique et financier. NKUNZIMANA nous a confié qu'il a participé dans différents meetings organisés en commune Busoni. Il nous a confirmé que le CNDD-FDD a promis de favoriser le secteur agricole en ces mots : « *Kuvyerekeye uburimyi n'ubworozi CNDD-FDD yatwemereye kwitwararika ibikorwa bituma umwimbu w'ibiterwa n'ibitungwa uba mwinshi ; kubungabunga no kwongereza uburyohe bw'isi ndimwa ; kugwiza no gukwiragiza ibiterwa n'ibitungwa bitanga umwimbu mwinshi*[167] ». Ce qui peut se traduire :

---

[165] SINUNGURUZA.(T.) *op.cit.* p.54

[166] CNDD-FDD, *Programme politique du CNDD-FDD pour l'édification du Burundi*, Bujumbura, 2005

[167] NKUNZIMANA, N., enquêté à Rurende, le 24/9/2015

En ce qui concerne l'agriculture et l'élevage, le CNDD-FDD a promis de favoriser les activités permettant l'obtention d'un meilleur rendement et l'amélioration de la fertilité du sol ; l'amélioration et l'intensification des plantes et des animaux à haut rendement.

Le parti CNDD-FDD s'est engagé à encourager les associations des producteurs, la diffusion des techniques modernes tout en assurant la formation et l'encadrement des agriculteurs et des éleveurs. Pour que les producteurs agricoles puissent avoir un marché d'écoulement de leurs productions, des programmes relatifs à leur transformation, à leur commercialisation et au marketing de leurs produits doivent être développés.

Quant aux producteurs des cultures de rente comme le café et le thé, ils devront participer dans la fixation des prix.

Dans le domaine social, le CNDD-FDD s'est engagé à multiplier les infrastructures publiques. En ce qui concerne l'éducation et la formation, les enseignements dispensés devront refléter les besoins de la population. De plus, il s'engageait à réduire le trajet parcouru par les écoliers et les élèves moyennant la construction des écoles en places et lieux utiles. Pour la santé, les promesses allaient vers la multiplication des structures sanitaires et les soignants. Ceci sera une réponse pour la lourdeur des soins de santé qui accable la population.

Dans le cadre de vie, le CNDD-FDD a promis l'adduction d'eau potable, un habitat décent et une meilleure santé pour tous. Nous ne pouvons pas oublier sa volonté de rapatrier les exilés.

2° FRODEBU

Du point de vue politique, le programme du parti FRODEBU était toujours fondé sur le « Burundi nouveau » démocratique. Pour séduire l'électorat potentiel, le Dr. Jean MINANI alors Président du parti, a rappelé le rôle joué par le FRODEBU pour retrouver la paix et la tranquillité. Il en va de même de la rentrée du CNDD-FDD à la sortie du maquis. Il promettait également de rétablir l'ordre, la tranquillité et la quiétude pour tous sans distinction. Il s'engageait également pour l'édification d'une société démocratique[168]. Le FRODEBU s'est engagé à restaurer la sécurité d'autant plus que la guerre civile avait écœuré la population. D'où il a insisté sur la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants. Il n'a pas oublié de mentionner sa volonté de faire participer la femme en politique pour jouir de la totalité de ses droits et devoirs.

Dans le domaine économique, le FRODEBU nourrissait l'ambition de promouvoir l'agriculture et l'élevage Ces activités étant les principales ressources des recettes de la commune Busoni, le programme était adéquat. Pour assurer le développement du monde rural, le parti FRODEBU prévoyait la décentralisation de la gestion financière de la commune ce qui permettra de financer les projets de développement. Dans ce cas, il promettait la création d'emploi. S'agissant de la bonne gouvernance économique, il s'engageait à lutter contre la corruption et les malversations économiques.

---

[168] FRODEBU, *Programme du Parti FRODEBU*, Bujumbura, 2005

Dans le domaine social, le FRODEBU promettait la multiplication des structures de santé ainsi pour assurer la meilleure santé pour tous. L'eau étant source de vie, le parti s'engageait à fournir de l'eau potable la population qui en est dépourvue. Pour le secteur éducatif, le FRODEBU a promis la multiplication des écoles et la réhabilitation de celles détruites pendant la crise de 1993. La priorité était que chaque colline puisse bénéficier d'une école primaire au moins, rappelle MBONABUCA[169], militant du FRODEBU.

A notre avis, ce programme capitalisait sur les ressources que constitue l'électorat sans pour autant compter les moyens disponibles pour la réalisation de tous ces projets.

3° MRC-Rurenzangemero

Dans le domaine politique, le Mouvement pour la Réhabilitation du Citoyen promettait l'indépendance de la magistrature[170]. En effet, le MRC se voulait ferme quant à la bonne gouvernance qui lui permettra de combattre la corruption tout en privilégiant les droits de l'homme. Selon ce parti politique, les manquements en politique ont caractérisé les régimes précédents.

Dans le volet économique, le parti MRC proposait le développement de l'agriculture et de l'élevage. Contrairement à ses rivaux, il voulait intensifier les cultures de rente et leur transformation industrielle. Pour l'élevage, il s'engageait à multiplier le bétail dans les ménages du Burundi et faire adopter les méthodes modernes de l'élevage.

A notre avis, ce programme rencontrait le besoin de la population des communes rurales. Réussir ce pari pourrait accroître les revenus des ménages. Or, dans ces cinq ans, il est difficile de réaliser avec satisfaction tous ces projets.

Le parti MRC projetait la multiplication des partenaires privés pour accroître les demandes de crédit, rappelle NGENDAKURIYO[171].

Dans le domaine socio-culturel, le parti MRC s'engageait à relever les grands défis de la santé, des inégalités sociales et des genres, de l'assurance vieillesse et de notre culture[172]. Pour le cadre de vie, son projet de société se proposait à rendre accessible les énergies indispensables tels que le pétrole et l'électricité à une population de Busoni qui en est dépourvue. En matière de l'éducation, la réforme y était prévue pour que ce secteur soit en liaison avec l'emploi.

---

[169] *MBONABUCA, C., enquêté à Rurira, le 24/9/2015*
[170] *MRC-Rurenzangemero, Programme du parti MRC-Rurenzangemero, Bujumbura, 2005*
[171] *NGENDAKURIYO, V., enquêté à Rusarasi, le 24 9 2015*
[172] *MRC-Rurenzangemero, op.cit.*

4° UPRONA

En 2005, le parti UPRONA a proposé 90 points qui tireront le Burundi dans la pauvreté. Ces propositions élargissaient les promesses en politique, en économie et dans la société.

Dans le domaine politique, l'UPRONA a promis le gouvernement qui réconcilie le peuple burundais. Compte tenu des violences qui ont endeuillées le Burundi depuis 1993, ce parti s'est engagé à lutter contre le génocide et l'exclusion. Il a tenu à rappeler que si la population venait à lui confier la magistrature, l'UPRONA tâchera à :

-renforcer l'Etat de droit et moraliser l'Etat et la société contre l'injustice et l'impunité ;

-bâtir une société apaisée après tant d'années de violences ;

-combattre la corruption et faire revenir l'argent détourné dans les deniers de l'Etat[173].

Ceci est plus nécessaire dans une société qui venait de sortir d'une guerre civile de plus d'une décennie. Mais le programme contient une part démagogue quand il faut rendre les citoyens l'argent volé par les hommes politiques.

Dans le domaine économique, l'UPRONA a promis de développer le secteur primaire d'activités. Ainsi, il a promis aux agriculteurs et éleveurs des micro-crédits à un taux d'intérêts n'excédant pas 5%. Il s'engageait également à créer 15000 emplois par an pour lutter contre le chômage qui affecte surtout la jeunesse. Ces projets de société nous paraissent être des convictions des concepteurs d'autant plus qu'il n'y avait pas assez de micro-finances pour soutenir ces projets.

Dans le domaine social, l'UPRONA a promis de développer le secteur de la santé et de l'éducation. En matière de santé, il s'engageait à donner les cartes mutuelles à toute la population y compris la masse laborieuse ; les malades du Sida bénéficieront des soins gratuits[174].

Quant à l'éducation, il proposait la scolarisation gratuite jusqu'à l'âge de 16 ans. Aussi il s'engageait à revaloriser la carrière enseignant ce qui lui attirerait l'adhésion de l'électorat selon NDAYISENGA[175]

Les programmes de ces partis convergent sur les valeurs démocratiques. Ainsi pour rejoindre BURDEAU qui signale que « *Tous les partis quelle que soit leur nature se réclame de la conception démocratique* .. [176]». A part la démocratie, d'autres points de convergence sont les domaines d'application de ces programmes. A savoir le domaine politique, économique et social mais à quelques écarts près.

Les conceptions des partis politiques diffèrent. Par exemple, pour le CNDD-FDD la cessation des hostilités dépendait de sa volonté de donner la paix à la population. Il se voulait

---

[173] UPRONA, *Programme du parti UPRONA : 90 points qui tireront le Burundi de la pauvreté*, Bujumbura, 2005

[174] *Idem.*

[175] NDAYISENGA, D., *op.cit.*, le 24/9/215

[176] BURDEAU, (G), *Traité de science politique*, Paris, LGDJ, 1968, p. 44

réformateur des forces de l'ordre ce que ne nie pas le FRODEBU. Ce dernier se déclare garant des négociations qui ont abouti à la cessation des hostilités. Et pourtant, il n'a pas remporté la victoire aux élections de 2005 à Busoni. A notre avis, la stratégie d'action qu'est l'ethnie comme ressource n'était plus convaincante ; encore le Burundi nouveau n'était plus attrayant.

Il faut dire que ce qui préoccupait beaucoup c'était la paix et la sécurité. La majorité de la population de Busoni avait la sympathie pour le CNDD-FDD qui venait de signer l'arrêt des hostilités. Cette situation le privilégiait par rapport à d'autres partis parce que la population avait peur de la reprise des hostilités si le CNDD-FDD venait à perdre les élections de 2005.

C'est peut être ce climat de méfiance qui a fait que le MRC-Rurenzangemero n'a pas eu de succès. A voir son projet était mieux pensé et rationnel. L'UPRONA lui n'a pas pu convaincre l'électorat de Busoni, d'autres stratégies s'imposait nous l'avons déjà souligné.

Le constat est que tous ces programmes répondent mieux aux aspirations des électeurs de Busoni. En effet, ces derniers avaient peur du retour de la situation de guerre civile. La campagne électorale a été émaillée d'entorses où le combat a failli même dégénérer entre les militants du CNDD-FDD et ceux du FRODEBU. Des bavures n'ont pas manqué, les propagandistes de ce dernier parti ont été ligotés nous l'avons signalé.

Les électeurs ont choisi le CNDD-FDD à majorité écrasante où 16 sièges sur 25 à pourvoir ont été de sa part. Le FRODEBU a eu 7 sièges et l'UPRONA 2. Les autres ont été obligés de patienter. Certains nous ont signifié qu'ils avaient peur de certains membres du CNDD-FDD qui disaient que s'ils ne choisissent pas leur parti ils retourneront dans le maquis « ishamba ntaryo tuyobewe !», dit NGENDAKURIYO[177].

c. Programmes de certains partis politiques en 2010

1° CNDD -FDD

En 2010, le parti CNDD-FDD a poursuivi son programme initié en 2005 auquel il a ajouté trois points. Son programme en 40 points fixait les orientations en trois axes. Ces trois axes sont : la justice et la sécurité pour tous, la bonne gouvernance basée sur la démocratie et développement intégral et durable.

Dans le domaine politique, le CNDD-FDD promet que la paix et la sécurité seront consolidées. Pour y arriver, on comptait créer les comités de sécurité sur toutes les collines. De même la justice pour tous sera garantie de manière à traquer les violeurs, les terroristes, et d'autres délinquants[178].

Quant à la bonne gouvernance, le pouvoir émane du peuple. C'est pourquoi tout responsable aura des comptes à rendre à ceux qui l'ont mandaté. Ainsi, la politique de la tolérance zéro sera appliqué en toute rigueur pour éradiquer la corruption et toute forme de malversations

---

[177] NGENDAKURIYO, V., *op,cit.*

[178] CNDD-FDD, *Programme du parti CNDD-FDD*, Bujumbura, 2010

économiques, indique MUVUNYI[179] alors représentant communal du CNDD-FDD. A notre avis, cela est resté un slogan.

Dans le domaine économique, le développement du secteur agricole et d'élevage sera prioritaire. Il faut mentionner que les cultivateurs et éleveurs seront soutenus et encouragés par des projets diversifiés et mieux pensés. Pour y arriver, le CNDD-FDD prévoyait l'acquisition facile des intrants, des médicaments et les garanties d'un marché d'écoulement .C'est dans cette optique que les riziculteurs en coopératives « umugara » bénéficieront de ce projet. De même pour améliorer l'élevage, il était prévu la multiplication des animaux domestiques de race améliorée dans certain ménages qui remplissent les conditions fixés par les donateurs. D'ailleurs, le travail restera noble et tous le monde grands et petits seront appelés à démontrer et prouver qu'il n'y a pas de sots métiers et que seul le travail anoblit l'homme[180].

Dans le domaine socio-culturel, le CNDD-FDD s'est engagé à poursuivre la politique sociale initiée au cours de son premier mandat .Par la donne, l'amélioration de la santé maternelle et des enfants a été une victoire des ménages .Un enseignement de qualité sera recommandée et un système de contrôle établi. Le CNDD-FDD a promis la construction des infrastructures publiques telles que le marché moderne et le stade. La construction d'une route goudronnée reliant Nyarunazi à Kobero était aussi prévue, mais on attend encore, relève NZOKIRANTEVYE. La réserve naturelle de Murehe sera également protégée pour la constituer en lieu touristique[181].

2° UPRONA

Le projet de la société du parti UPRONA, en 2010, avait une vision « Un nouveau pacte pour l'avenir sûr[182] ».

Dans le domaine politique, le parti UPRONA s'est engagé à construire une société profondément apaisée, unie, rassemblée et réconciliée à elle-même. Cette nouvelle donne va lui permettre de bâtir une démocratie inclusive, consensuelle et participative, rappelle KARANGWA[183].L 'UPRONA renforcera l'Etat de droit et une justice indépendante .Cela lui permettra de restaurer et de renforcer les principes et les valeurs d'une bonne gouvernance.

Dans le domaine économique, l'UPRONA chercherait à promouvoir une économie prospère et solidaire. La population de la commune rurale sera soutenue pour améliorer le rendement des produits agricoles et d'élevage.

Dans le domaine social, le parti UPRONA a promis de construire une société juste et réduire les inégalités .Une autre innovation, l'UPRONA fera face aux défis démographiques et fonciers .Cette promesse est louable dans une commune comme Busoni qui enregistre de tels litiges au tribunal de résidence.

---

[179] MUVUNYI, S., *op.cit.*, le 24/9/2015
[180] CNDD-FDD, *op.cit.*
[181] NZOKIRANTEVYE, M., *op.cit.*, le 24/9/2015
[182] UPRONA, *Projet de société du parti UPRONA*, Bujumbura, 2010
[183] KARANGWA, G., op.cit.

3° PALIPE-AGAKIZA (Parti Libérateur du Peuple Burundais-AGAKIZA)

Le parti PALIPE–AGAKIZA relancera les activités génératrices de revenus pour redynamiser et aider la classe moyenne, œuvrera pour la sécurité alimentaire, passera à promouvoir la dignité du fonctionnaire et de l'employé.

Dans le domaine politique, le Parti PALIPE–AGAKIZA avait une priorité pour la magistrature celle de relancer l'idée du projet 129 ; jumelage d'une commune européenne avec une commune du Burundi[184].

Dans le domaine économique, le PALIPE–AGAKIZA comptait redynamiser et aider la classe moyenne à travers la création des activités génératrices de revenus. Ainsi, il permettra des subventionner les intrants agricoles à 50% .Le PALIPE–AGAKIZA avait l'envie de fonder l'entreprenariat pour tirer les citoyens de la pauvreté.

Dans le domaine social, le PALIPE–AGAKIZA promettait d'instaurer la sécurité sociale pour tous, en matière de santé. Egalement, la réforme du système éducatif et culturel en deux ministères était projetée. Il prévoyait de revoir les salaires à la hausse par une politique de dégraissage et d'incitation au départ. Selon les mobilisateurs de ce parti, l'harmonisation de salaires est impraticable.

Le PALIPE–AGAKIZA n'a pas été couronnée de succès. Ses promesses n'ont pas mobilisé beaucoup d'électeurs .D'ailleurs, ce parti ne se limite qu'aux seuls représentants du partis en commune Busoni d'après la population interrogée.

4° CNDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie)

Le CNDD a présenté son programme avec une vision « les 12 chantiers prioritaires pour un Burundi digne, NYANGOMA et le CNDD sont prêt à relever le défi[185] ».

Dans le domaine politique, le CNDD a promis de ramener de façon stable et définitive la paix et la sécurité. Ainsi, il comptait trouver une solution digne et durable au problème des réfugiés, des rapatriés, des déplacés et des sinistrés. A notre avis, ce 11ème chantier serait louable dans la commune Busoni qui compte encore des sites de déplacés. Une autre politique était destinée à mettre fin à la corruption, à l'impunité et réhabiliter la justice. Pour rendre possible le fonctionnement des institutions, il prévoyait revoir la constitution. Il promettait également de libérer les femmes sur tous les plans.

Dans le domaine économique, le CNDD promettait une politique de grands travaux qui permettra d'éliminer la faim d'ici trois ans et de supprimer le chômage d'ici cinq ans. Ce programme parait fallacieux du moment que le mandat s'étale sur une courte durée et que tous ces 12 chantiers ne seraient pas réalisés en même temps.

Dans le domaine social, en matière de la santé, le CNDD s'engageait de mener une politique de santé permettant de garantir à tous des soins de qualité. Le CNDD voulait aussi rendre

[184] PALIPE-AGAKIZA, *Programme du PALIPE-AGAKIZA*, Bujumbura, 2010
[185] CNDD, *Programme du parti CNDD*, Bujumbura, 2010

accessible un logement décent, pour chaque burundais à coût modique. Concernant la politique énergétique, il s'engageait à donner 50% de la population de l'eau potable et l'électricité dans cinq ans Dans une commune où la pénurie d'eau potable est observable, ce projet était le bien venu. le problème est que cette promesse ne se limite qu'aux fins de propagande.

Concernant le système éducatif, la proposition était qu'il faudrait une alphabétisation intégrale et qualifiante en liaison avec l'emploi. Pour ce dernier, il faudra trouver une solution durable aux revendications non ecoutées des fonctionnaires dont les enseignants, les travailleurs des secteurs de la santé par une politique d'assainissement des finances de l'Etat. Une harmonisation des salaires sera dégagée en concertation avec les syndicats et les secteurs concernés (12ème chantier).

Le CNDD n'a pas rencontrée de succès, son tombeur le CNDD-FDD mobilisait les mêmes propositions.

5° FRODEBU

La vision du FRODEBU, en 2010, était : « Tugire urunani twogorore[186]» (Ensemble pour le changement).

Dans le domaine politique, le FRODEBU promettait le rétablissement de l'ordre, la tranquillité et la quiétude pour tous les citoyens et tous les habitants sans discrimination. Il se proposait de restaurer la justice pour tous. Il comptait réactiver les signes marquant l'amour de la patrie. C'est dans cette lancée que la bonne gouvernance ira de pair avec la lutte contre la corruption et d'autres infractions connexes. Pour le FRODEBU, la femme devra jouir de la totalité de ses droits et devoirs pour l'associer dans la vie de la commune en particulier.

Dans le domaine économique, chaque commune sera subventionnée par l'Etat à hauteur d'environ 50% du budget national pour permettre le développement du milieu rural[187].

La commune Busoni etant une commune rurale bénéficierait de ce projet si les électeurs venaient à élire le FRODEBU. Un autre projet était la promotion de l'agriculture et de l'élevage pour améliorer le rendement de ce secteur.

Dans le domaine social, la santé pour tous sera prioritaire. Le parti FRODEBU prévoyait l'amélioration du système éducatif pour l'intérêt de l'enseignant et l'apprenant.

Selon NZOJIBWAMI[188]le FRODEBU aurait du manque à gagner parce que ses promesses étaient stables par rapport à son aile le FRODEBU-NYAKURI qui l'avait déjà devancé. Beaucoup de ses membres avaient quitté ses rangs pour rejoindre le parti du Dr Jean MINANI, natif de la commune Busoni.

---

[186] FRODEBU, *Programme du parti Sahwanya FRODEBU*, Bujumbura, 2010
[187] *Idem.*
[188] NZOJIBWAMI, O., enquêté à Rurende, le 24/9/2015

Au regard de tous ces programmes, les volets politiques, économique et social ont été développés par tous les partis politiques. Néanmoins des différences ne manquent pas le parti CNDD-FDD est parti en compétition avec l'avance sur les autres partis politiques.

Les programmes de ces partis qui étaient en compétition pour les élections communales de 2010 à Busoni donnent des détails sur leur vision politique, économique et sociale. Il y a lieu de dire qu'il s'agit de la conception car la pratique n'est pas tout à fait réelle. Nous ne pouvons pas passer inaperçu ce que certains de nos enquêtés nous ont révélé.

L'exemple concret est celui de NZOKIRANTEVYE qui nous a indiqué que « *lors de la compétition pour les élections communales, le CNDD-FDD a énuméré les projets qu'il compte réaliser pour notre commune au cours de son deuxième quinquennat notamment la construction d'un marché moderne, d'un hôpital et d'un stade moderne mais on attend toujours. Etait-ce mensonge ou démagogie* [189] *?* ».

D'autres nous ont affirmé que peu de réalisations ont eu lieu, mais sans perfections, il s'agit de l'accès aux soins de santé et à l'éducation pour tous. Ils critiquent la façon dont ses services leur parviennent Les soins efficaces ne sont accessibles qu'à la pharmacie et pourtant ils n'ont pas d'argents pour s'en procurer. Ils déplorent également les infrastructures non durables érigées pour accueillir les élèves de l'école fondamentale dont parmi les contribuables il y a les parents.

Certains vont même à signaler que la campagne pour les élections de 2010 était un moment de passion. D'où ils s'y rendaient pour voir les candidats présidentiables et l'exhibition qui leur étaient réservées. Les chansons relayaient les festivités dont le contenu de message importait moins que le rythme, relève la population interrogée à propos.

Néanmoins, il convient de signaler que le temps imparti à la campagne qui dure deux semaines ne suffit pas pour influencer l'électorat. L'exemple illustratif nous vient des propos de NGENDAKUMANA J. lors de la conférence de presse du parti CNDD-FDD à l'hôtel Source du Nil le 29 mai 2010 disait que : « *la population a jugé chaque parti selon sa valeur. Les autres partis devraient donc savoir que la campagne verbale prévue dans les deux semaines d'avant le scrutin ne suffit pas pour être élu* [190] ».

Dans cette déclaration nous voyons une critique des autres partis en compétition. Pourtant, les autres partis ne collent pas l'étiquette pareille au CNDD-FDD Ils disent que la fraude a émaillé ce scrutin mais sans preuve.

Un membre de MSD qui a voulu garder l'anonymat nous a indiqué qu'il a assisté au meeting du candidat président à Kabanga le 22 juin 2010 où le même candidat a promis de multiplier par deux les résultats du premier quinquennat du CNDD - FDD. Notre commune reste

[189] NZOKIRANTEVYE, M. *op.cit.*

[190] NIYONKURU, (L). « nos réalisations nous ont poussé à replacer leur confiance en nous »in *Renouveau du Burundi*, Mardi le 1er juin 2010, p.24.

toujours à l'état où elle était en 2010. Et pourtant notre parti s'il venait à être choisi avait une vision claire pour nous tirer de l'état où nous demeurons, disait-il.

Malheureusement nous n'avons pas eu accès à ce programme du MSD pour l'analyser. Mais dans nos recherches, un article du projet PACAM nous a donné les propositions de certains partis dont MSD et FNL.

Pour le MSD, on préconisait la modernisation de l'agriculture, la création de 1000 emplois dans chaque commune, la réforme du système éducatif ; l'appui financier des lauréats volontaires par des crédits à faible taux d'intérêt remboursables à long terme, etc.[191]

Quant au FNL on préconisait la création des centres de développement des entreprises qui aideront les jeunes à s'intégrer dans les métiers , regroupement en associations et coopératives de production des non scolarisés , l'octroi des crédits par les banques à faible taux d'intérêt , le combat sans relâche contre les malversations économiques et la corruption; etc.[192] .

Des programmes ont été préparés, l'électorat a porté confiance au CNDD-FDD à une proportion écrasante dans ce scrutin communal. Il a raflé 12 sièges sur 15, l'UPRONA, le FNL et le FRODEBU-NYAKURI un siège partout. La population de Busoni n'a pas voté le programme du CNDD-FDD mais elle a voté ce qui se trouve au cœur comme plus d'un nous a révélé « Natoye ikiri ku mutima ». D'autres de signifier qu'ils ont voté pour le Président alors que ce n'était pas le scrutin prévu. Des beaux programmes mais l'électorat était-il à l'heure de voter pour le projet qui lui était soumis ? Le destinataire n'était pas prêt, il a joué sur la personnalité du candidat président.

Toutes ces personnes interrogées nous ont confié que les propositions des partis politiques semblent être les mêmes. Ainsi, les électeurs se voient offrir le choix entre des visions monocolores du développement qui sont déclinées et nuancées selon les étiquettes partisanes. L'évidence est qu'en plus de la vente de programmes par les partis politiques, l'image de la personnalité du candidat est mise en partie.

III.6.2. Confection des listes des candidats

La confection des listes des candidats est le jeu des partis politiques. Ces organisations politiques recrutent et forment les militants. Les candidats sont alors proposés aux électeurs après leur désignation par les partis politiques qui en ont la latitude. SCHWARTZENBERG le signale : « *La plupart des candidats proposés aux électeurs sont désignés par les partis, qui participent ainsi activement à la fonction de recrutement politique, à la sélection et à la formation du personnel politique* [193] ».
Le rôle des formations politiques dans la désignation des candidats éligibles est indéniable. GONIDEC énumère les conditions requises pour être désigné comme candidat :

---

[191] NGOYAGOYE, (L). NIYONKURU, (L.) et al., « *ce que préconisent certains partis et le gouvernement* » *in Renouveau du Burundi*, Mercredi le 5 mai 2010, p.14
[192] *Ibid.*
[193] SCHWARTZENBERG, (R.-G.), *Politique comparée : Les grands systèmes politiques contemporains*, v.2, Paris, 1980, p.55

-une condition importante, généralement déterminante, est l'allégeance à la personne du chef du parti ;
-un deuxième facteur important est le fait de détenir déjà un mandat représentatif ;
-une troisième condition est de posséder de l'influence, soit à titre personnel, soit par le moyen de relation avec des personnes mêmes influentes ;
-un autre moyen d'avoir de l'influence est d'apparaître comme le porte-parole d'un groupe ethnique déterminé.

a.1993

En 1993, la désignation des candidats à la députation a été l'affaire du centre de décision des partis politiques. Du fait que le mandat du député est national, les électeurs étaient mobilisés à porter leurs voix au candidat sans savoir là où a été opéré le choix. C'est ce que nous confie NZOJIBWAMI: « *Kuvyerekeye ishirwa ku rutonde rw'abashingamateka mu 1993, nta ruhara twabigizemwo batwereka abo bahisemwo*[194] ».

Ce qui veut dire (En ce qui concerne la confection des listes des députés en 1993, nous n'avions pas eu aucune part de responsabilité on nous montrait ceux à qui ils ont porté le choix).

Ceci montre que seul en cas de référendum où tout le monde est appelé à se prononcer, le rôle des partis politiques dans la présentation d'un candidat reste dominant.

b. 2005

En 2005, après le recrutement et la formation des militants et des dirigeants, les partis politiques avaient encore du pain sur la planche. Le rôle des partis politiques était de désigner les candidats jugés aptes à exercer les fonctions électives. L'exemple concret est celui de NDARYIZANIYE qui nous a dit que : « *Pour mettre un membre d'un parti politique sur la liste des prétendants au conseil communal ou a la députation, il fallait être compétent, reconnu pour être un vrai orateur et mobilisateur du parti et s'acquitter de la cotisation au moment voulu*[195] ».

Ceci était valable pour tous les partis en compétition dans la commune Busoni dont les plus actifs étaient l'UPRONA, le FRODEBU et le CNDD-FDD. Ces derniers ont gagné des sièges au conseil communal de 2005. Il faut souligner que celui qui s'acquittait des frais importants était mis d'office sur la liste des candidats sans considérer ses valeurs.

[194] Entretien avec NZOJIBWAMI, O. *op.cit.*, le20/12/2014
[195] NDARYIZANIYE, D., 44 ans, enquêté à Rusarasi, le 7 /7/ 2014

Liste des candidats élus au Conseil communal en 2005

Nom et Prénom	Sexe	Ethnie	Parti d'origine
1. MANWANGARI J. Baptiste	M	Tutsi	UPRONA
2. RUZAGIRIZA Gérard	M	Hutu	FRODEBU
3. KAYITESI Odette	F	Hutu	FRODEBU
4. GASHAMURA J. de Dieu	M	Hutu	CNDD-FDD
5. MBONABUCA Cyrille	M	Tutsi	UPRONA
6. MUKAKARERA Laurence	F	Hutu	CNDD-FDD
7. SABUKUNKIZA Gaudance	F	Hutu	FRODEBU
8. RWASA Celestin	M	Hutu	CNDD-FDD
9. NKERAMIHIGO Fabien	M	Tutsi	FRODEBU
10. NKURANGA Herménégilde	M	Hutu	CNDD-FDD
11. RUGEMINTWAZA Gérard	M	Hutu	FRODEBU
12. SENDEGEYA Fidèle	M	Hutu	CNDD-FDD
13. RWASA Catherine	F	Tutsi	CNDD-FDD
14. NDIKURIYO Audace	M	Tutsi	CNDD-FDD
15.NYABENDA Pascaline	F	Tutsi	CNDD-FDD
16. NIBIGIRA Imelde	F	Hutu	CNDD-FDD
17. HAKIZIMANA Jean	M	Hutu	CNDD-FDD
18. MUKASHEMA Albertine	F	Hutu	CNDD-FDD
19. MABONDO Sylvain	M	Hutu	FRODEBU
20. RWASA Célestin	M	Hutu	CNDD-FDD
21. RUGENGAMANZI Léonidas	M	Hutu	CNDD-FDD
22. MUKABOGEYE Béatrice	F	Hutu	CNDD-FDD
23. NKURUNZIZA Gérard	M	Hutu	CNDD-FDD
24. NZIGAMASABO J. Baptiste	M	Hutu	CNDD-FDD
25. MINANI Jean	M	Hutu	FRODEBU

Source : Tableau constitué par nous-même à partir des données recueillies auprès des acteurs politiques de l'UPRONA, FRODEBU et CNDD-FDD

c. 2010

En 2010, la procédure de désignation des candidats était la même que les deux échéances précédentes. L'exception faite est celle du MSD qui avait procédé par les primaires. Néanmoins, NZOKIRANTEVYE signale qu'au CNDD-FDD les proches du représentant communal ont été présentés sur la liste des prétendants au conseil communal à une meilleure position. Du fait que ces 15 sièges à pourvoir étaient moins nombreux qu'en 2005, il fallait être dans les bonnes grâces des dirigeants politiques pour être considéré.

Bref, la désignation des candidats à des fonctions électives reste l'apanage des formations politiques en générale. Les partis politiques à Busoni jouent ce rôle majeur de canalisation des ambitions. Mais le débat dans la désignation des candidats aux fonctions électives laisse à

désirer pour la démocratisation des partis politiques. Dans toute confection des listes électorales, l'objectif majeur que se fixe les partis c'est remporter les élections.

Liste des candidats élus parmi ceux proposés au conseil communal de 2010

Nom et Prénom	Sexe	Ethnie	Parti d'origine
1. KARENZO François-Xavier	M	Hutu	CNDD-FDD
2. NGABONZIZA Gérard	M	Hutu	CNDD-FDD
3. HATUNGIMANA Albert	M	Hutu	CNDD-FDD
4. NSABIRABANDI Vincent	M	Hutu	CNDD-FDD
5. HASHAZINKA M. Claudine	F	Hutu	CNDD-FDD
6. MISAGO	M	Twa	UPRONA
7. NDIKURIYO Audace	M	Tutsi	CNDD-FDD
8. UWIMANA Floride	F	Tutsi	FRODEBU NYAKURI
9. NDABUBAHA Alexis	M	Tutsi	CNDD-FDD
10. KAYITESI Odette	F	Hutu	CNDD-FDD
11. BUCUMI Pétronie	F	Hutu	CNDD-FDD
12. GASHAMURA J. de Dieu	M	Hutu	CNDD-FDD
13. MBONIBOGOYE Léonard	M	Hutu	FNL
14. NZIGAMASABO J Baptiste	M	Hutu	CNDD-FDD
15. KABIHOGO Léocadie	F	Tutsi	CNDD-FDD

Source : Tableau constitué par nous-même à partir des données de la Commission Electorale Provinciale Indépendante (CEPI) de KIRUNDO établi le 04 Mai 2010

Le constat est que les membres du conseil de 2005 et de 2010 sont à majorité de sexe masculin. Egalement, ceux de l'ethnie hutue sont majoritaires trichant ainsi sur la loi fondamentale qui prévoit le quota ethnique et genre dans les institutions. Les conseils communaux de 2005 et de 2010 étaient presque quasi mono-ethniques.

Ainsi, nous pouvons rejoindre GONIDEC quand il écrit que l'électeur africain se détermine non pas en fonction d'une idéologie ou d'un programme, mais, bien souvent en raison de son origine ethnique et vote pour l'homme originaire de sa propre ethnie[196].

Il faut également signaler que les candidats élus sont primés pour avoir œuvré pour le parti. C'est pourquoi on dit « naka baramuhaye kurya » pour dire tel on lui a donné à manger ou encore « baramwibutse », on s'est rappelé de lui, etc. Tous ces propos montrent le signe de reconnaissance de ce que les élus ont fait. C'est également une rétribution qui leur revient en tant que dividende de leurs actions. Il s'agit tout simplement des gratifications politiques.

III.7. Contextes socio-politiques et enjeux électoraux

Les échéances électorales de 1993,2005 et de 2010 sont riches d'événements quitte à dénombrer des contextes et enjeux. Le contexte est l'ensemble des circonstances dans lesquelles s'insère un fait Le fait ici est comparable aux élections. Quant aux enjeux, REZSOHAZY les définissent ainsi : *«Les enjeux se définissent à partir des problèmes. Un problème devient enjeu dès qu'il est reconnu, qu'un acteur le prend en charge, qu'une action se déclenche et que celle-ci mobilise tous les acteurs intéressés à donner au problème la solution qui leur convient*[197] ».

a. 1993

En 1988, la crise de Ntega-Marangara a envenimé les rapports sociaux. En 1990, le vent de démocratisation qui soufflait à travers le continent africain n'a pas épargné le Burundi. La charte de l'unité nationale semblait inhiber les tendances ethniques qui se faisaient voir. L'année suivante le multipartisme est reconnu par la constitution.

C'est dans ce contexte que les élections de 1993 eurent lieu. L'enjeu central était celui de gagner les élections. Les mobilisations en commune de Busoni devraient tabler sur cet enjeu majeur. C'est ce que rappelle NGENDAKURIYO : « *Les partis politiques en compétition électorale dans la commune Busoni voulaient remporter haut la main les élections mais ne faisaient pas la même lecture des massacres de 1988*[198] ».

A rappeler que la crise d'août 1988 n'a pas frappé la commune Busoni. Mais l'émotion était grande chez les Hutu orphelins de 1972. L'enjeu était donc de taille vis-à-vis de ces contextes socio-politiques. Toujours que le partage du gâteau national était envié par les compétiteurs.

b. 2005

L'assassinat du Président M. NDADAYE en octobre 1993 a poussé les contestataires du coup d'Etat à prendre le chemin du maquis. La guerre a duré plus d'une décennie de guerre civile. Le contexte était au rétablissement de la paix. Pour rassurer les lendemains meilleurs, le retour de la sécurité était un enjeu parmi tant d'autres. L'accession au pouvoir admettait la compétition entre les partis politiques. L'enjeu central était orienté vers la mise en place de

---

[196] GONIDEC, (P.-F.), *op.cit.*, p.188

[197] REZSOHAZY, (R.), *Pour comprendre l'action et le changement politiques*, Louvain- La-Neuve, Ed. Duculot, 1996, p.97

[198] NGENDAKURIYO, V., *op.cit.*

nouvelles institutions par la voie des urnes. Il faudrait alors compétir. C'est ce que REZSOHAZY rappelle en ces mots : « *L'enjeu est donc l'objet de confrontation et/ou de la collaboration des acteurs, le bénéfice, les avantages : les résultats qu'ils pensent pouvoir obtenir de leur action* [199] ».

A Busoni, la ferveur des campagnes électorales était pour la personnalité politique qui remplirait les qualités d'un homme rassembleur. En effet après plus d'une décennie de guerre civile un climat sain était attendu entre les déplacés et ceux qui étaient restés sur les collines. KARANGWA l'exprime en ces mots : « *La réussite des élections de 2005 inspirerait une bonne augure. Cependant, à tout parti qui allait gagner il lui était demandé de régner pour tous*[200]».

Ce qui est visible c'est la mobilisation pour une même cause le rétablissement de l'ordre et donc la sécurité des biens et des personnes. C'est aussi la responsabilisation des acteurs politiques par la voie des urnes qui était visée. La guerre civile ne devrait pas empêcher les valeurs démocratiques de triompher. Pour ainsi imiter FRERE « voie des urnes, voie de la paix [201]».

c. 2010

En 2010, cinq ans après la période de transition, il était nécessaire de renouveler l'équipe dirigeante et de la remplacer par les élections. Mais la période préélectorale avait été caractérisée par la scission des partis politiques, la distribution anarchique des cartes d'identité, le harcèlement judiciaire des membres influents des partis de l'opposition pour ne citer que cela.

Toujours est- il que l'enjeu majeur était la démocratisation des institutions par la voie des urnes. Le principe machiavélien inscrit dans Le Prince où tous les moyens sont bons a été usité par le parti au pouvoir. Ceci est remarquable d'autant plus que le CNDD-FDD profitait de la division des partis. A Busoni, la scission du FRODEBU a fait émerger le FRODEBU-NYAKURI. BARARWEREKANA l'exprime : « Même si à Busoni nombreux électeurs étaient voués à la cause du CNDD-FDD plutôt qu'à celle des autres partis politiques. Le FRODEBU-NYAKURI a su mobiliser la population quitte à bénéficier d'un siège au conseil communal alors qu'il n'était agréé que très récemment[202]».
Le phénomène de scission des partis et d'autres manœuvres ont profité au parti au pouvoir qui n'avait pas d'adversaires de taille. Le boycott des élections par les partis qui formeront plus tard l'ADC-Ikibiri a aussi servi à la performance du CNDD-FDD et de ses acolytes. C'est ainsi qu'il a pu rafler 12 sièges sur 15 à pourvoir.
La mobilisation de l'électorat à la cause électorale passe par multiples réseaux dont l'élaboration et la présentation du programme, des enjeux, la présentation des candidats, etc. L'enjeu c'est ce que l'on peut gagner ou perdre dans une compétition. Il dépend de la préoccupation publique.

---

[199] REZSOHAZY, (R.), *op.cit*
[200] KARANGWA, G., *op.cit*
[201] FRERE (M.-S.), *Elections et médias en Afrique centrale, voie des urnes, voix de la paix ?*, Paris, Karthala, 2009
[202] BARARWEREKANA, J P. *op.cit.*

Conclusion du chapitre trois

En guise de conclusion, les stratégies des partis politiques revêtent une importance certaine dans la recherche des adhérents. Elles nous donnent des renseignements sur la façon dont les partis recrutent les militants à Busoni. Ces derniers sont des ressources importantes dans la continuité de la vie des partis politiques.

Les mobilisations politiques qui en sont faites favorisent le régime démocratique qui se trouve renforcé. Mais les contextes socio-politiques semblent influencer le cours des événements. C'est ce qui s'observe au début des années 90, le pluralisme mal assimilé a vu les manœuvres des partis politiques s'orienter vers les antagonismes ethniques. Les mobilisations politiques ethnisées, la population de Busoni va choisir une formation politique agréé 11mois environ : le FRODEBU.

En plus de cette image ethnocentriste, le discours persuasif a eu le temps de se faire entendre. Chez les uns, le discours est celui des mécontents. Ils ont peur du déluge qu'occasionnerait l'avènement du système marxiste, disaient-ils. Par contre, l'euphorie est de taille chez les autres, ils s'attendent au fruit de la ruse politique : la double casquette et l'entrisme.

Au-delà, les partis politiques d'opposition exploitent l'histoire douloureuse pour endosser la responsabilité au régime du parti unique. Cette tactique se devait d'entraîner les orphelins des différentes crises dont celle de 1972 derrière le FRODEBU. Il n'est plus question de suivre les idéaux de l'unité et de paix prônées par le candidat de l'UPRONA. En 2005, le rassemblement va vers la libération de tous ce qui ont souffert. Stratégiquement, « ntihica ubwoko, hica intwaro mbi » ce qui veut dire l'ethnie ne tue pas mais la mauvaise gouvernance.

Toutefois, la transhumance politique des frodébistes vers le nouveau parti le CNDD-FDD est observée. La campagne de diabolisation se fait sentir à celui qui n'a pas combattu pour la démocratie. Il faut une demonstration des rapports de force. L'idéalisation du candidat a ému la population de Busoni. Elle attendait le sauve-qui-peut en maintenant au régime le CNDD-FDD cinq ans après. L'emotion était telle qu'on allait voter en 2010 pour le CNDD-FDD « ijana kw'ijana », « mia kwa mia », « cent pour cent ». C'est peut être ce qui a poussé à la scission des partis politiques rivaux facilitée par le pouvoir à la veille des élections de 2010. Ou encore c'est ce qui expliquerait le boycott, par certains compétiteurs, des élections de 2010 pour céder ces 100%.

L'analyse des stratégies des partis politiques dans la conquête de la population de Busoni est riche d'événements. En 1993, le parti UPRONA est minorisé au profit du FRODEBU. En 2005, le FRODEBU est détrôné pour céder place au nouveau parti le CNDD-FDD qui maintient le cap en 2010. Autant de manœuvres politiques, autant de formes de stratégies qui changent de temps en temps, s'orientent au gain de la confiance du peuple.

Dans leur conquête de pouvoir les partis politiques cherchent à mobiliser le maximum d'électeurs. Ils utilisent les différentes stratégies qui sont relayées par les nouveaux modes d'expression. Ainsi ces moyens de communication permettent de lancer les partis à l'assaut de

la démocratie participative pour mieux impliquer les citoyens. En gros, les partis politiques cherchent à mobiliser l'électorat. Dès lors, ils mettent en place des moyens pour la mobilisation des militants.

CONCLUSION GENERALE

Notre étude sur les mobilisations politiques en commune Busoni en ces trois échéances électorales de 1993, 2005 et de 2010 nous montre que les partis politiques sont les principaux acteurs dans la conquête de la masse citoyenne. Dans cette perspective, les partis mobilisent des tactiques et des manœuvres politiques.

Le premier chapitre a essayé de donner et de développer les concepts-clé. Il fouille également des théories relatives à la mobilisation et à la participation politiques. Il a défini les stratégies applicables au mode de recrutement des membres.

Le deuxième chapitre détaille la situation administrative, politique, sociale de la commune Busoni. Il a tablé sur la genèse de la commune. De la chefferie, elle a été fusionnée avec Bwambarangwe pour enfin être une entité décentralisée de base. Après ces réformes administratives, des mutations ont affecté la société notamment les confessions religieuses ont sensibilisé la population à adhérer dans cette ère multipartite.
Le parti unique avait fait son assise à Busoni. Au menu du pluralisme politique, les formations politiques passent au recrutement des membres parce que le contexte socio-politique était au noircissement du régime de l'UPRONA. La masse majoritaire va adhérer dans les partis qui mobilisent l'entrée à une nouvelle ère de liberté. Mais comment devraient-ils se tenir face à un régime qui avait fait usage du contrôle de l'action politique ? De peur des actes subversifs de ses détracteurs, le parti unique restreignait les libertés d'opinion. C'est ainsi que les leaders politiques ont opéré une mobilisation souterraine. Les militants qui sont mobilisés pour la double casquette semblaient être de la mouvance UPRONA.
Le contrôle des membres aptes à faire progresser les idéaux du parti y était sans doute. Mais comment en est-on venu à cette situation d'essuyer l'échec ? Les stratégies des partis politiques répondent à cette question.

Au troisième chapitre, les stratégies de mobilisation lors des scrutins de 1993, 2005 et de 2010 ont été démontrées. En effet, les stratégies de tous les partis qui participent à l'action politique sont déterminées par la position des acteurs dans un contexte donné. Plusieurs stratégies allant de la mobilisation des ressources à la rationalisation voire l'idéalisation du candidat retiennent l'attention des compétiteurs. Encore faut-il dire que les enjeux tels que l'élection fassent que les partis politiques recourent à des stratégies et tactiques. Par exemple, l'élaboration des programmes et les transactions multiples sont les moyens utilisés pour donner un gage à leur clientèle.

Quand nous avons débuté ce travail, notre objectif était de repérer et d'analyser les différentes stratégies des partis politiques que nous supposons être hypothétiques aux mobilisations politiques en commune Busoni lors des élections de 1993, 2005 et de 2010.
Notre suspicion nous a poussé à démontrer de la manière plus objective possible, quelle est la part de tel ou tel autre dans la mobilisation politique de la population de Busoni.
Au terme de notre travail, nous avons constaté que les stratégies des formations politiques sont les meneurs des adhésions. Le pluralisme politique succède au système monopartisan qui

a laissé des séquelles dans les mémoires de la population, les événements malheureux que le Burundi a connus il y a des décades vont affleurer.
L'UPRONA va être victime de son passé et de son histoire. Le parti FRODEBU a politisé surtout la crise à grande échelle de 1972.C'est-à-dire qu'il a trouvé une stratégie de campagne qui fait de son rival l'exutoire de tous les problèmes de la masse hutu. Le parti du changement a mobilisé la rancœur en tenant le parti de l'indépendance pour responsable des exactions commises sous son régime Le caractère sentimental et émotionnel rejoint l'éthique identitaire de l'idéologie des anciens exilés des pays frontaliers dont le Rwanda proche de Busoni. Le PRP jetait du tort à l'UPRONA et au FRODEBU. Ce parti voulait réconcilier les Burundais.

Nous avons remarqué que les stratégies de campagnes du FRODEBU ont utilisé l'entrisme. Faudrait-il se protéger contre les sévices issus du contrôle de toutes les couches de la société. Cette ruse politique peut-elle expliquer un faux fuyant de l'UPRONA ? Nous ne pouvons pas parler de la défaillance de cet ex-parti unique, l'espionnage étant difficile à contraindre.

Pour gagner les élections de 1993, le principal enjeu était le gain de plus de voix ou encore la recherche de ces dernières dans le groupe ethniquement majoritaire. Ainsi, la mobilisation axée sur l'identité transformait la majorité ethnique en majorité politique
Par là, nous nous sommes rendus compte que le contexte socio-politique et les enjeux ont précipité la chute de l'ex-parti unique au profit du parti du changement . La conjoncture politique d'après octobre 1993 va profiter au parti de l'aigle (CNDD-FDD). La sensibilité de la population de Busoni en 2005 était pour l'adhésion à un parti qui la protégerait des méfaits de la guerre. En 2010, le retour de l'insécurité était à bannir surtout que le FNL avait cessé les hostilités. D'où l'adhésion massive au CNDD-FDD et sa reconduction.
Nous avons également remarqué que la ressource politique axée sur l'ethnisation a été exploitée à des degrés différents par les partis politiques. Dans le multipartisme, les partis politiques rivalisent et se concurrencent dans l'action. C'est peut être ce qui rend difficile l'évaluation de la formation politique dans cette entreprise de mobilisation politique.

Nous constatons que les formations politiques à Busoni s'acharnent à conquérir la masse citoyenne. Elles y récoltent, en plus des voix, des fonds, ainsi pour rejoindre FRERE qui signale : « *les stratégies de campagnes des partis dépendent également de deux éléments très importants qui différencient les formations politiques : l'implantation du parti sur l'ensemble du territoire (et le maillage des militants qui, dans chaque localité, peuvent relayer la communication du parti ou du candidat) et les moyens financiers disponible*[203]».
Aussi tenions-nous à constater que l'implantation du parti va avec le mode de recrutement. La formation politique procède à son offre politique constitué de projets alléchant la population et des valeurs intrinsèques qu'incarnent les concernés sous le poids de l'histoire. La transhumance politique constatée à grande échelle en 2005 le témoigne.

Malgré le cours des événements malheureux qu'a connus notre pays en général et Busoni en particulier, nous voyons les acquis de la démocratie mis à mal mais qui ne disparaissent pas

[203] FRERE. (M.-S.). *op.cit* . 2009. p. 177

forcément. Il y a de quoi se réjouir du multipartisme comme la reconnaissance des libertés, le rôle des redresseurs de torts et des médias. Mais il ya à faire pour arriver à des stratégies de campagne sans animosité.

Nous reconnaissons n'avoir pas épuisé la recherche sur le thème de la mobilisation politique. Nous espérons avoir uniquement fourni une modeste contribution à l'étude du processus sans fin qui a toujours intéressé les gouvernants et les gouvernés de tout temps. Nous interpellons du même coup ceux qui pourraient poursuivre la recherche à exploiter d'autres contours de mobilisations politiques.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. OUVRAGES GENERAUX

ARDENT, (P.), *Institution politiques et droit constitutionnel*, 5ème éd., Paris, LGDJ, 1993

BRAUD, (P), *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 1992

BURDEAU, (G.), *Traité de science politique, t.8, La démocratie et les contraintes du nouvel âge*, Paris, LGDJ, 2ème éd., 1974

BUYOYA, (P), *Mission possible : Construire une paix durable au Burundi*, Montréal, L'Harmattan, 1998

COPANS, (J), *La longue marche de la modernité africaine*, Paris, Karthala, 1990

FRERE, (M-S), *Presses et démocratie en Afrique francophone, les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris, Karthala, 2000

FRERE, (M-S), *Elections et médias en Afrique centrale, voie des urnes, voix de la paix ?*, Paris, Karthala, 2009

GAHAMA, (J.), *Burundi sous administration belge*, Paris, Karthala, 2001

GAXIE, (D), *La démocratie représentative*, 2ème édition, Paris, Monchrestien, 1996

GONIDEC, (P.-F), *Les systèmes politiques africains*, t.XXII, 2ème éd., Paris, LGDJ, 1978

GOUREVITCH, (J.-P.), *La propagande dans tous ses états*, Paris, Flammarion, 1981

GRAWITZ, (M) et LECA (J), *Traité de science politique*, v3, *L'action politique*, Paris, 1985

KUHN, (T), *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983

LAGROYE, (J), *Sociologie politique*, Paris, PFNSP, 1991

MAAREK, (P), *Communication et marketing politique*, 3ème édition, Paris, Lexis Nexis, 2007

MANIRAKIZA, (M.), *Burundi. Les écoles du crime (1994-2005 2006)*, Bruxelles, Le Roseau Vert, 2007

MARCUS, (G. E.), *Le citoyen sentimental. Emotion et politique en démocratie*, Paris, PFNSP, 2008

MAYER, (N) et PERRINEAU (P), *Les comportements politiques*, Paris, A. Colin, 1992

MENY, (Y), *Politique comparée. Les démocraties : Allemagne, Etats-Unis, France, Grande Bretagne, Italie*, 5ème édition, Paris, Monchrestien, 1996

NAY, (O) et al. , *Lexique de science politique. Vies et institutions politiques*, Paris, Dalloz, 2008

NGAYIMPENDA, (E.), *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura, éd. de la Renaissance, s.d.

NTIBAZONKIZA, (R.), *Biographie de Melchior Ndadaye. L'homme et son destin*, Sofia, Bulgarian Helsinki Committee, 1996

ORBAN, (E) et FORTMANN (M), sous dir., *Le système politique américain*, Québec, Presses de l'Université de Montréal, 2001

PERRINEAU, (P) et REYNIE (D), *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001

PHILIPPE, (A), *Institutions politiques et droit constitutionnel*, 5eme édition, Paris, LGDJ, 1993

PLOSBY, (N.W) et WILDOWISKY (A), *L'élection présidentielle aux Etats-Unis*, 10eme édition, Paris, Nouveaux Horizons, 2000

QUERMONNE (J.-L), *Les régimes politiques occidentaux*, 5ème édition, Paris, Editions du seuil, 2005

REZSOHAZY, (R.), *Pour comprendre l'action et le changement politiques*, Louvain-La-Neuve, éd. Duculot, 1996

SINUNGURUZA, (T.), *Les élections au Burundi*, Bruxelles, éd. Luc Pire, s.d., p.50

SCHWARTZENBERG, (R-G), *Sociologie politique*, Paris, édition Montchrestien, 1991

SCHWARTZENBERG, (R-G), *Politique comparée : Les grands systèmes politiques contemporains*, v. 2, Paris, 1980

II. MEMOIRES ET RAPPORTS

HABONIMANA, (R.), *Analyse comparative des élections communales de 2005 en communes Rusaka et Nyabihanga*, mémoire, Bujumbura, UB, 2010

NDICUNGUYE, (D), *Etude comparative des élections de 1965 et celles de 1982*, mémoire, Bujumbura, UB, 1984

NIMUBONA, (J), *Elections présidentielles du 1er juin 1993 au Burundi. Problématique de légitimation en situation de dynamique socio-politique*, mémoire DEA, Bordeaux, Université de Bordeaux I, 1994

NTAKIRUTIMANA, (E), *Attitudes des Burundais face à la participation politique : Cas de la mairie de Bujumbura (1990-1996)*, mémoire, Bujumbura, UB, 2003

NTAKIRUTIMANA, (S.) *Les causes de la défaite de l'UPRONA aux élections de juin 1993 : Essai d'analyse*, mémoire, Bujumbura, UB, 1999

NTAWUNKUNDA, (I), *Jean Baptiste Ntidendereza, le grand chef du Nord-Est du Burundi (1964-1963)*, mémoire, Bujumbura, UB, 2000

XXX, *Notules sur le Rwanda-Urundi*, s.l., 1960

Commune Busoni, *Rapport administratif de la commune Busoni* n° 531.09.02/216/K.E/r.a/2003

CENI, Rapport du processus électoral du Burundi 2004-2005 n°440/CNI/P.T/S.A-05, Bujumbura, Annexe 9 et 10,2005

Commune Busoni, *Transmission de correspondance à Monsieur le Gouverneur de Province* n 531.09.02/Mr/251/1993 du 28 juillet 1993

HRW, *Rapport du HRW*, « Nous allons vous ligoter et vous abattre », mai, 2010

Parti SAHWANYA FRODEBU, Section Busoni, « Dépôt de plainte contre NZIGAMASABO Jean Baptiste et RUGENGAMANZI Léonidas, tous deux membres du CNDD-FDD du 27 juin 2005 »

III. DICTIONNAIRES, ARTICLES ET REVUES

CERQUIGLINI, (B) & OILE, (JM) (sous dir.), Dictionnaire Universel, Paris, Hachette-Edicef, 5ème édition, 2008

REY-DEBOVE, (J.) &REY, (A.) sous dir. de, Le Nouveau Petit Robert, Paris, SEJER, 2009
DRUEZ, (N), « Elle a dit » in Le Soir n°113, samedi 14 et dimanche 15 mai 2011, p.19
Loi n° 1/20 du 03juin 2014 portant Code électoral du Burundi
MARQUE, (H), in Jeune Afrique n°2763-2764 du 22 décembre 2013 au 4 Janvier 2014, p.77
MBAZUMUTIMA, (A.), « Quand quantité et qualité ne riment pas » in IWACU, Le Magazine n°20, novembre-décembre, 2013, p. 37
NKURUNZIZA, (L), HAKIZIMANA, (D) & BIGIRIMANA, (C), « Affrontement au royaume de Gihahe » in IWACU n°48 du 29 janvier 2010
NGOYAGOYE, (E), « A propos de l'identité ethnique », in Au cœur de l'Afrique, T. LXI, no 2-3, Bujumbura, Presses Lavigerie, avril-septembre 1995
République du Burundi, BOB, 5ème année, n° 11 bis, Bujumbura, 1966
UPRONA, Programme du parti UPRONA de 1992, 2005 et de 2010
FRODEBU, Programme du parti FRODEBU de 1992, 2005 et de 2010
CNDD-FDD, Programme du parti CNDD-FDD de 2005 et de 2010
MRC-Rurenzangemero, Programme du parti MRC-Rurenzangemero, 2005
PALIPE-Agakiza, Programme du parti PALIPE-Agakiza, 2010
CNDD, Programme du parti CNDD, 2010
PRP, Programme du parti PRP, 1992

Sites internet

wikipedia : BRAUD, (P.), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales, Cultures et conflits*, printemps-été 1993
http://www.arib.info/ Lemarchand_Genocide_1972.htm
www.toupie.org/dictionnaire/Elite

IV. Liste des informateurs

NOM, PRENOM & AGE	RESIDENCE	MOUVANCE/RESPONSABILITE	DATE
1. MUVUNYI S., 53ans	Nyagisozi	CNDD-FDD	10/11/2014 et 24/9/2015
2. NDAYISENGA D., 41ans	Kigoma	Agent de l'état civil	Le 10/11/2014 et 24/9/2015
3. NIBOYE S., 78 ans	Rutabo	UPRONA	Le 10/11/2014
4. KABERA ,40 ans	Burara	CNDD-FDD	Le 13/11/2014
5. SEZIBERA L, 36 ans.	Rusarasi	Enseignant	Le 13/11/2014
6. NZOKIRANTEVYE, 32 ans	Gatare	CNDD-FDD	Le 05/07/2014 et 24/9/2015
7. NSEKAMBABAYE, 63 ans	Murore	FRODEBU en 1993	Le 05/07/2014 et 23/9/2015
8. RWASA S, 72 ans.	Rusarasi	UPRONA en 1993	Le 06/07/2014 et 23/9/2015
9. BUCUMI Vital, 38 ans	Rurira	CNDD-FDD	06/07/2014
10. BARARWEREKANA, 41 ans	Nyarunazi	FRODEBU-NYAKURI	Le 06/07/2014
11. NDARYIZANIYE, 44 ans	Rusarasi	Directeur du L.C. Busoni	Le 07/07/2014
12. NKUNZIMANA N, 39 ans.	Rurende	Démobilisé du CNDD-FDD	Le 09/07/2014 et 24/9/2015
13. MUTABAZI N., 46 ans	Ngozi	Conseiller de l'Administrateur en 1993	Le 05/08/2014
14. KARANGWA G., 58 ans	Rusarasi	Enseignant	Le 06/07/2014
15. MBONABUCA, 42 ans	Rurira	Militant du FRODEBU	Le 06/07/2014 et 24/9/2015
16. RUZINDANA E., 41ans	Rusarasi	Enseignant au L.C. Busoni	Le 09/07/2014
17. RWASA Catherine, 41 ans	Kirundo	Conseiller de l'Administrateur en 2005	Le 04/08/2014
18. MUKASHEMA A. ,39 ans	Kirundo	Militante	Le 04/08/2014
19. NGENDAKUMANA, 41 ans	Nyabugeni	Militant	Le 09/07/2014
20. BIGERINKOKO, 55 ans	Kabanga	Conseiller en 1993	Le 06/07/2014
21. MACUMI B., 41 ans	Ruheha	Militante	Le 09/07/2014
22. NGENDAKURIYO, 48 ans	Rusarasi	Comptable communal	Le 19/12/2014 et 24/9/2015
23. NZOJIBWAMI O, 52 ans	Rutambwe	Militant	Le 20/12/2014 et 24/9/2015
24. MISAGO R.,37 ans	Bishisha	Militant	Le 19/12/2014

ANNEXE : QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Monsieur (Madame) vous êtes priés de nous donner un avis se rapportant à notre sujet de mémoire intitulé : « Les mobilisations politiques en commune Busoni lors des élections de 1993, 2005 et de 2010 ».

I. IDENTIFICATION DES INFORMATEURS :
NOM, PRENOM DE L'INFORMATEUR :
AGE :
RESIDENCE :
MOUVANCE OU RESPONSABILITE :
DATE DE L'ENQUETE :

1. Vous avez assisté à l'émergence des partis politiques à Busoni quels partis politiques actifs observiez-vous dans les mobilisations électorales de 1993, 2005 et de 2010 ?

2. L'un des buts assignés aux partis politiques est le recrutement d'adhérents. Par quelles stratégies ont-ils procédé en ces trois échéances électorales (1993,2005 et 2010) ?

3. Avez-vous participé à une action politique entre 1993 et 2010 ? Si oui. Avez-vous participé à un meeting ou à un mouvement armé par exemple ? A chaque fois vous justifiez votre réponse.

4. Croyez-vous que l'appartenance ethnique a influencé l'adhésion aux partis politiques comme UPRONA, FRODEBU, CNDD-FDD et autres. Si oui, Comment ?

5. A votre avis, enseigner les idéologies des partis rivaux du parti au pouvoir est-il facile ? Justifiez votre réponse en vous référant à ces trois échéances (1993,2005 et 2010).

6. Avez-vous pratiqué les stratégies de la double casquette ou d'entrisme ?

7. Quelle ruse politique employée par les formations politiques comme le FRODEBU en 1993, le CNDD-FDD en 2005 et 2010 pour gagner la popularité à Busoni ?

8. Avez-vous changé de parti politique depuis 1993 ? Pourquoi ?

9. A votre avis, la population de Busoni a-t-elle été manipulée pour voter en faveur du FRODEBU en 1993 et du CNDD-FDD en 2005 et en 2010 ? Pourquoi ont-ils abandonné l'UPRONA ? Justifiez.

10. Les chansons et les discours des acteurs politiques sont porteurs de message. Quel est leur contenu ? Est-ce pour la glorification ou le noircissement du concurrent ? Justifiez.

Je vous remercie d'avance pour vouloir répondre à mes questions.

Richard BIGIRIMANA